

VOLUME

1

2006
2007

COMPTES PUBLICS

États financiers consolidés du gouvernement du Québec
Année financière terminée le 31 mars 2007

Québec 

COMPTES PUBLICS 2006-2007

VOLUME 1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2007

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances
Québec 

Comptes publics 2006-2007 – Volume 1

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Décembre 2007

ISBN 978-2-550-50912-7 (Imprimé)

ISBN 978-2-550-50913-4 (PDF)

ISSN 0706-2869


© Gouvernement du Québec, 2007

À son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec
L'Honorable Pierre Duchesne
Hôtel du gouvernement
Québec

Excellence,

La soussignée a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2007.

La ministre des Finances,
ministre des Services gouvernementaux,
ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et présidente du Conseil du trésor,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Monique Jérôme-Forget', with a stylized flourish at the end.

Monique Jérôme-Forget

Québec, décembre 2007

Madame Monique Jérôme-Forget
Ministre des Finances,
Ministre des Services gouvernementaux,
Ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et Présidente du Conseil du trésor
Hôtel du gouvernement
Québec

Madame la Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2007, lesquels ont été préparés selon les dispositions de l'article 86 de la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)*, en conformité avec les conventions comptables du gouvernement.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le contrôleur des finances,

A handwritten signature in black ink, reading "Carole Boisvert". The signature is written in a cursive, flowing style.

Carole Boisvert, CA

Québec, décembre 2007

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS	9
GLOSSAIRE	11
ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS	
1. RÉFORME COMPTABLE	19
2. FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE	20
3. RETOUR SUR LE <i>BUDGET 2006-2007</i>	21
4. RISQUES ET INCERTITUDES.....	22
5. ANALYSE DES ÉCARTS.....	23
Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés	23
Revenus consolidés	24
Dépenses consolidées.....	27
Besoins financiers nets consolidés	30
Actifs financiers et passifs du gouvernement.....	31
Évolution de la dette du gouvernement.....	33
6. AFFECTATIONS DU SURPLUS ANNUEL	35
Solde budgétaire consolidé.....	35
Fonds des générations	36
Réserve.....	37
7. RÉSULTAT DE L'ANALYSE DES INDICATEURS.....	38
ANNEXE - STATISTIQUES FINANCIÈRES	45
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ.....	49
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	51
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT	53
ÉTAT CONSOLIDÉ DES DÉFICITS CUMULÉS	54
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	55
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE	56
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	57
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	59

ANNEXES

1- MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DONT LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES ONT ÉTÉ EFFECTUÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	97
2- ORGANISMES, FONDS SPÉCIAUX, FONDS D'AMORTISSEMENT ET AUTRE FONDS DU GOUVERNEMENT	99
3- ORGANISMES DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION DU GOUVERNEMENT.....	103
4- ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT.....	113
5- MINISTÈRE, ORGANISMES ET FONDS EXERÇANT DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES EXCLUES DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT.....	114
6- DÉTAIL DES REVENUS.....	115
7- DÉTAIL DES DÉPENSES.....	116
8- PLACEMENTS TEMPORAIRES	117
9- DÉBITEURS	118
10- PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	119
11- PLACEMENTS À LONG TERME	128
12- FONDS DES GÉNÉRATIONS	130
13- DÉCOUVERT BANCAIRE.....	132
14- CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER.....	133
15- REVENUS REPORTÉS	134
16- AUTRES PASSIFS	135
17- DETTES	136
18- INVESTISSEMENT NET DANS LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION	141
19- IMMOBILISATIONS	145
20- DÉTAIL DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	146
21- ÉVENTUALITÉS	150
22- SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES EXERCÉES PAR UN MINISTÈRE, DES ORGANISMES ET FONDS DU GOUVERNEMENT	154
23- RÉSERVE.....	156

Présentation des Comptes publics

Les *Comptes publics 2006-2007* présentent la situation financière du gouvernement du Québec et ses résultats de fonctionnement. Afin d'accroître l'utilité et la transparence, ils englobent une analyse financière et un glossaire pour en faciliter la compréhension.

Le ministère des Finances est conscient que l'utilisation d'indicateurs est un outil extrêmement efficace pour être en mesure d'observer l'évolution de l'état des finances du gouvernement. C'est la raison pour laquelle sept indicateurs représentatifs sont présentés à la section « Analyse des états financiers ».

La production des Comptes publics requiert la participation et la collaboration d'un nombre important d'employés des différents ministères, organismes, fonds ainsi que des entreprises du gouvernement. Nous tenons à les remercier pour leur appui à la publication de ce document.

Préalablement à la publication de ces Comptes publics, le ministère des Finances informe régulièrement la population de l'état des finances du gouvernement et des résultats de ses opérations financières, notamment par le biais du *Rapport mensuel des opérations financières*.

Les *Comptes publics 2006-2007* présentent l'information relative aux résultats réels de l'année financière 2006-2007. Les prévisions initiales avaient été présentées au *Budget 2006-2007* du 23 mars 2006 et ont été révisées lors du *Point sur la situation économique et financière du Québec* du 24 octobre 2006. Les résultats préliminaires ont été présentés dans le *Budget 2007-2008* du 24 mai 2007.

Les Comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2007 ont été préparés par le contrôleur des finances pour la ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)*, en conformité avec les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui permet une meilleure compréhension des opérations survenues au cours de l'année financière 2006-2007.

Les états financiers consolidés se composent principalement des éléments suivants :

- L'état consolidé des résultats de fonctionnement rend compte du surplus ou du déficit annuel découlant des activités de l'exercice. Il expose les revenus du gouvernement, les coûts des services et autres charges courantes et la variation entre l'exercice en cours et le précédent.

- L'état consolidé des déficits cumulés présente l'évolution des déficits cumulés en tenant compte des résultats de l'exercice ainsi que de divers redressements, s'il y a lieu.
- L'état consolidé de la situation financière présente les ressources financières du gouvernement du Québec ainsi que ses obligations. Il montre la dette nette de laquelle il faut soustraire la valeur nette des actifs non financiers pour déterminer les déficits cumulés.
- L'état consolidé de la variation de la dette nette rend compte de l'incidence combinée sur la dette nette des résultats de l'exercice, des variations dues aux actifs non financiers, des éléments imputés directement aux déficits cumulés ainsi que de divers redressements, s'il y a lieu.
- L'état consolidé des flux de trésorerie fournit l'information sur les liquidités du gouvernement provenant de ses activités de fonctionnement et utilisées pour ses activités d'investissement et montre comment le gouvernement a financé ses activités pendant la période.
- Les notes et les annexes fournissent des renseignements additionnels sur des rubriques composant les différents états consolidés et font partie intégrante des états financiers consolidés. Les notes comprennent également un sommaire des principales conventions comptables qui sont retenues dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Le rapport du Vérificateur général du Québec présente son opinion sur les états financiers consolidés.

Volume 2 – Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu d'allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères, les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente de l'information financière sommaire sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement.

Glossaire

Les termes suivants sont utilisés dans la section « Analyse des états financiers » et dans tous les états financiers contenus dans ce volume.

Actifs financiers

Actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer des activités futures et qui ne sont pas destinés à être consommés dans le cadre normal des activités du gouvernement.

Actifs non financiers

Actifs qui normalement ne génèrent pas de liquidités pouvant servir au remboursement des dettes existantes.

Besoins financiers nets

Total net des liquidités requises par les activités de fonctionnement et d'investissement.

Comptabilité d'exercice

Méthode de comptabilisation qui consiste à tenir compte, dans la détermination du résultat net d'une entité, des revenus et des dépenses découlant des opérations d'un exercice lorsque les revenus sont gagnés et les dépenses engagées, sans considération du moment où les opérations sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

Conventions comptables du gouvernement

Les conventions comptables du gouvernement définissent la façon d'inscrire les opérations financières à ses livres et d'en rendre compte adéquatement à la population. Celles-ci sont édictées par une décision du Conseil du trésor.

Cycle budgétaire

Le cycle budgétaire se définit par deux grands principes :

- la planification des revenus et des dépenses par la publication du *Discours sur le budget* et le dépôt du *Budget des dépenses*;
- le suivi de l'évolution des revenus et l'exécution du budget de dépenses.

Glossaire (suite)

Dettes brute

La dette brute correspond à la somme de la dette directe, de la dette pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, de la dette pour financer les travaux d'organismes municipaux et du passif net au titre des régimes de retraite auquel s'ajoutent les avantages sociaux futurs. Le solde du Fonds des générations est soustrait de cette somme.

Dettes directe

La dette directe correspond aux emprunts contractés sur les marchés financiers pour les besoins financiers du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés, excluant ceux pour les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation et ceux pour les organismes municipaux.

Dettes nette

La dette nette correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs du gouvernement. Elle se compose des déficits cumulés et des actifs non financiers.

Dettes représentant les déficits cumulés

La dette représentant les déficits cumulés correspond à la part de la dette nette liée à l'accumulation des déficits au cours des exercices financiers écoulés.

Dettes totale

Concept utilisé aux fins de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* et aux fins de l'analyse des états financiers, la dette totale du gouvernement comprend la dette directe, excluant les emprunts effectués par anticipation et les gains ou pertes de change reportés, et le passif net au titre des régimes de retraite, auxquels sont déduites les sommes accumulées au Fonds des générations.

- Le Fonds d'amortissement des régimes de retraite est soustrait du passif des régimes de retraite, puisque cet actif est constitué en vue de pourvoir au paiement des prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.
- La dette pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, la dette pour financer les travaux d'organismes municipaux et la dette provenant du changement de statut d'organismes lors de la réforme comptable sont exclues de la dette directe.

Emprunts par anticipation

Emprunts effectués par le Fonds consolidé du revenu au cours d'un exercice qui serviront à combler ses besoins de financement de l'exercice suivant.

Glossaire (suite)

Fonds consolidé du revenu

Les sommes d'argent perçues ou reçues de diverses sources et sur lesquelles le Parlement a droit d'allocation. Le Fonds est constitué de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par cette dernière, des ministères ainsi que des organismes budgétaires nommés à l'annexe 1 de la *Loi sur l'administration financière*.

Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)

En vertu de la *Loi sur l'administration financière*, la ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au passif au titre des régimes de retraite, pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite.

Fonds des générations

Le Fonds des générations a été créé, le 1^{er} janvier 2007, en vertu de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations*. Suivant cette loi, la ministre des Finances place à la Caisse de dépôt et placement du Québec les sommes constituant le Fonds. Le Fonds est affecté exclusivement au remboursement de la dette du gouvernement.

Indicateurs

Outils de mesure permettant de suivre et d'apprécier la réalisation d'un objectif, la mise en œuvre d'une stratégie ou l'accomplissement d'un travail ou d'une activité.

Instruments financiers

Liquidités, titre de participation dans une entité, ou contrat qui est à la fois la source d'un actif financier pour l'un des deux contractants et la source d'un passif financier ou d'un instrument de capitaux propres pour l'autre contractant.

Instruments financiers dérivés

Instruments dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent sans nécessiter la détention ou la livraison du sous-jacent lui-même.

Glossaire (suite)

Méthodes de consolidation

Méthode de consolidation ligne par ligne

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du gouvernement, exception faite des entreprises du gouvernement et des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, sont harmonisés selon les conventions comptables du gouvernement et combinés ligne par ligne ; les opérations et les soldes interentités sont éliminés.

Méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation

Les participations dans les entreprises du gouvernement et les comptes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation sont comptabilisés sur la base de cette méthode. Dans le cas des entreprises, les participations sont enregistrées au coût, lequel est ajusté annuellement des quotes-parts du gouvernement dans les résultats de ces entreprises, avec contrepartie aux revenus, et dans les autres éléments de leur résultat étendu, avec contrepartie aux déficits cumulés. Le coût de la participation est réduit des dividendes déclarés. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des conventions comptables des entreprises avec celles du gouvernement.

Dans le cas des comptes des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, leur avoir net représentant la somme de leurs avoirs financiers et non financiers diminués de leurs passifs, est comptabilisé à titre de composante de l'investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Le surplus ou déficit annuel des organismes est comptabilisé aux dépenses de la mission concernée. Cette consolidation se fait sur la base des états financiers des organismes, après ajustements pour éliminer les principaux écarts entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement.

Missions

Champs d'activité fondamentaux d'un gouvernement qui constituent sa raison d'être. Au Québec, il existe six missions, soit : santé et services sociaux, éducation et culture, économie et environnement, soutien aux personnes et aux familles, gouverne et justice et le service de la dette.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement englobe les opérations financières de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par cette dernière, des ministères ainsi que de tous les organismes, fonds et entreprises qui sont sous le contrôle du gouvernement. Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'une entité de sorte que les activités de celles-ci procureront des avantages attendus au gouvernement ou l'exposeront à un risque de perte.

Glossaire (suite)

Produit intérieur brut (PIB)

Valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays ou d'un territoire au cours d'une période donnée.

Revenus autonomes

Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis, des revenus divers, des entreprises du gouvernement ainsi que du Fonds des générations constituent le total des revenus autonomes.

Solde budgétaire consolidé

Le solde budgétaire consolidé représente la différence entre les revenus et les dépenses consolidés en tenant compte des affectations au Fonds des générations et à la réserve budgétaire.

Transferts

Sommes transférées par un gouvernement à un particulier, à une organisation ou à un autre gouvernement, au titre desquelles le gouvernement qui effectue le transfert :

- i) ne reçoit directement aucun bien ou service en contrepartie, contrairement à une opération d'achat/vente;
- ii) ne prévoit pas toucher un produit financier, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

**ANALYSE
DES
ÉTATS FINANCIERS**

1. Réforme comptable

Lors du dépôt du *Budget 2007-2008*, la ministre des Finances a annoncé la mise sur pied d'un Groupe de travail sur la comptabilité du gouvernement, afin de proposer une réforme de ses conventions comptables. Le Groupe de travail, composé de représentants du ministère des Finances, du Contrôleur des finances et du Vérificateur général, a débuté ses travaux en juin 2007 et remis son rapport en décembre 2007. Le gouvernement a annoncé qu'il donnait suite à l'ensemble des recommandations du rapport.

La réforme comptable, dont les principaux éléments sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés, permet notamment d'intégrer les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation au périmètre comptable du gouvernement et de rendre les conventions comptables du gouvernement conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du secteur public.

Cependant, les impacts de cette réforme n'avaient pas été anticipés dans les prévisions initiales présentées au *Budget 2006-2007*. De plus, les chiffres comparatifs du 31 mars 2006 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, compte tenu notamment que les données financières nécessaires ne sont pas disponibles au prix d'un effort raisonnable vu l'ampleur de la réforme. Ainsi, la comparaison des résultats réels du 31 mars 2007 aux résultats prévus au budget, de même qu'aux résultats réels du 31 mars 2006, doit être faite avec discernement puisqu'une partie des écarts constatés est due à ces modifications comptables.

La réforme comptable a eu les effets suivants sur les différents postes des états financiers du présent exercice :

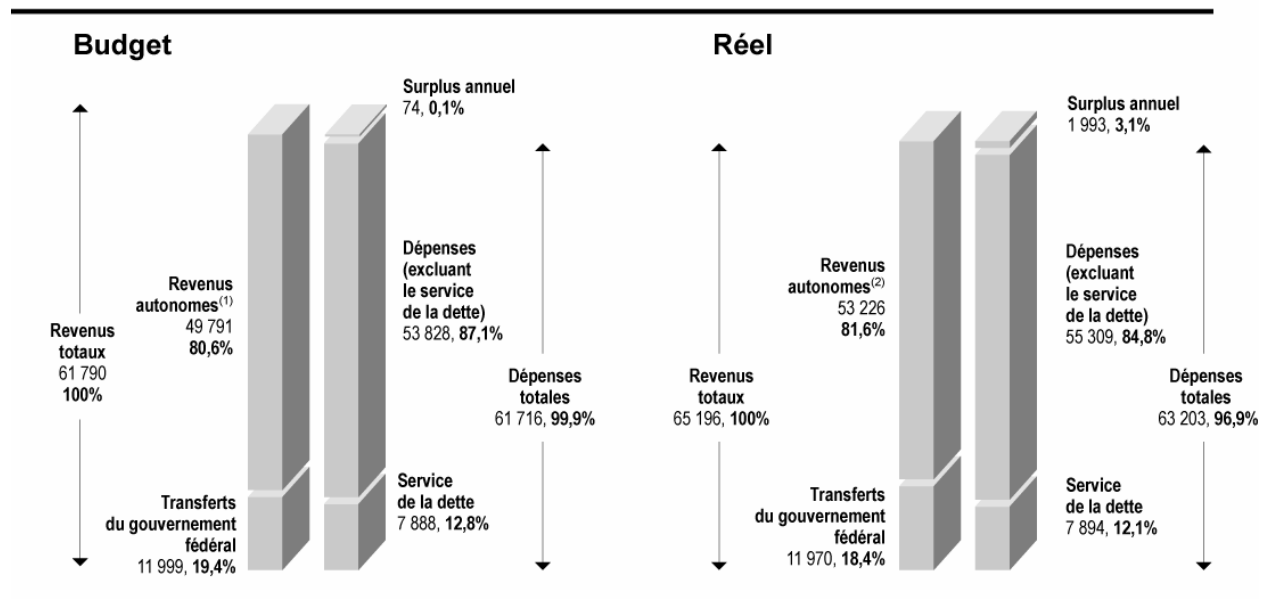
	Augmentation <u>(diminution)</u> (en millions de dollars)
Déficits cumulés au 1^{er} avril 2006	6 426
Résultats de fonctionnement	
Revenus	609
Dépenses de programmes	248
Service de la dette	264
Surplus de l'exercice	97
Situation financière au 31 mars 2007	
Actifs financiers	(1 110)
Dette	13 556
Autres passifs	4 018
Dette nette	18 684
Investissement net dans les réseaux	9 883
Immobilisations et autres actifs non financiers	2 472
Déficits cumulés à la fin	6 329

Les impacts de la réforme comptable sont également présentés séparément dans le tableau de la section 5, page 23.

2. Faits saillants de l'exercice

- Pour l'année civile 2006, le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 1,7 % alors que la prévision du *Budget 2006-2007* faisait état d'une hausse de 2,5 %.
- Les résultats réels montrent un surplus annuel de 1 993 millions de dollars.
- Le total des revenus s'établit à 65 196 millions de dollars, en hausse de 3 406 millions de dollars par rapport au budget du 23 mars 2006. Il a augmenté de 8,6 % par rapport à l'exercice 2005-2006.
- Les dépenses consolidées, quant à elles, s'élèvent à 63 203 millions de dollars, soit une hausse de 1 487 millions de dollars par rapport à la prévision du 23 mars 2006. Elles ont augmenté de 5,4 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le surplus annuel de 1 993 millions de dollars a permis d'affecter 584 millions de dollars au Fonds des générations et 1 300 millions de dollars à la réserve qui pourra être utilisée dans les années à venir. Par conséquent, le solde budgétaire consolidé, après affectations au Fonds des générations et à la réserve, s'établit à 109 millions de dollars.
- Les besoins financiers nets consolidés se sont élevés à 2 826 millions de dollars, soit une augmentation de 2 331 millions de dollars par rapport au *Budget 2006-2007*. Cet écart est, pour l'essentiel, dû aux effets de la réforme comptable.
- Par ailleurs, le niveau de la dette totale du gouvernement a été revu à la hausse de 1 477 millions de dollars depuis le budget du 23 mars 2006.

2007



(1) Incluant les revenus de 74 millions de dollars du Fonds des générations.

(2) Incluant les revenus de 584 millions de dollars du Fonds des générations.

3. Retour sur le *Budget 2006-2007*

Lors du *Budget 2006-2007*, le gouvernement s'était engagé à maintenir l'équilibre budgétaire.

La croissance anticipée des revenus autonomes, excluant ceux des entreprises du gouvernement et du Fonds des générations, était de 3,2 %. Cette progression tenait compte du plein impact des réductions d'impôts annoncées dans le *Budget 2006-2007* et dans les précédents. Cette prévision reflétait également l'impact des mesures annoncées au cours des deux dernières années afin de soutenir la croissance économique.

En ce qui concerne les entreprises du gouvernement, les revenus devaient croître de 6,7 %. Cette augmentation, par rapport aux résultats atteints en 2005-2006, s'expliquait principalement par la progression attendue des bénéfices d'Hydro-Québec et de la Société des alcools du Québec.

Le *Discours sur le budget 2006-2007* annonçait la création du Fonds des générations afin de s'attaquer au problème de la dette. Les revenus du fonds devaient atteindre 74 millions de dollars au 31 mars 2007.

Les revenus de transferts du gouvernement du Canada devaient augmenter de 8,3 % en 2006-2007. Cette prévision découlait notamment de la décision du 8 novembre 2005 du gouvernement fédéral de relever la part du Québec de l'enveloppe de péréquation afin de tenir compte de données fiscales et économiques plus récentes.

Le *Budget 2006-2007* prévoyait une croissance des dépenses de programmes de 3,9 %. La prévision présentait un rythme de croissance inférieur à celui du PIB nominal estimé à 4,2 % et se comparait à la croissance observée au cours des trois dernières années.

De plus, le gouvernement maintenait la santé et l'éducation parmi ses principales priorités. Le *Discours sur le budget* du 23 mars 2006 annonçait une hausse de plus de 1,3 milliard de dollars du budget de la santé ainsi qu'une majoration de plus de 660 millions de dollars du budget de l'éducation. Pour l'exercice 2006-2007, les prévisions de dépenses des missions « Santé et services sociaux » et « Éducation et culture » s'établissaient respectivement à 22,9 et à 13,7 milliards de dollars.

Le coût du service de la dette devait, pour sa part, hausser de 5,2 %. La croissance prévue s'expliquait principalement par la hausse des taux d'intérêt.

4. Risques et incertitudes

Le gouvernement établit son budget annuel en s'appuyant sur des prévisions économiques. Toute variation observée, notamment au niveau de la croissance de l'économie, de l'indice des prix à la consommation ou des taux d'intérêt, peut amener des résultats réels différents de ceux prévus. Par exemple, une variation de 1 % du PIB nominal a un impact de l'ordre de 450 millions de dollars sur les revenus autonomes du gouvernement.

Les transferts du gouvernement fédéral, qui représentent plus de 18 % des revenus totaux du gouvernement en 2006-2007, sont influencés par des révisions de données économiques, fiscales ou démographiques, ou par des négociations avec le gouvernement fédéral qui s'effectuent sur une base régulière. Ces révisions et ces négociations peuvent modifier le niveau des revenus de transferts du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne les dépenses de programmes, le niveau des dépenses allouées à certains programmes est également lié à la situation économique. Par exemple, l'évolution du marché du travail influence le coût des programmes de mesures d'aide à l'emploi et de sécurité du revenu. De même pour la santé, le vieillissement de la population augmente le risque de dépassement des coûts au chapitre des médicaments et des services à la population.

Par ailleurs, la variation des taux d'intérêt de même que la valeur du dollar canadien par rapport aux autres devises composant la dette ont des effets sur le service de la dette.

Enfin, le gouvernement fait l'objet de certaines réclamations et de causes en instance qui sont présentées à la note 11 des états financiers.

5. Analyse des écarts

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

(en millions de dollars)

	Discours sur le budget du 23 mars 2006 ⁽¹⁾	Résultats réels au 31 mars 2007 ⁽¹⁾	Variation par rapport au budget			Résultats réels au 31 mars 2006 ⁽¹⁾	Variation par rapport à l'exercice précédent		
			Impacts de la réforme comptable	Variation totale			Impacts de la réforme comptable	Variation totale	
				\$	%			\$	%
Revenus autonomes ⁽²⁾	44 959	46 914	610	1 955	4,3	44 342	610	2 572	5,8
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 758	5 728	1	970	20,4	4 554	1	1 174	25,8
Revenus du Fonds des générations ⁽³⁾	74	584	8	510	s.o.	--	8	584	s.o.
Revenus autonomes	49 791	53 226	619	3 435	6,9	48 896	619	4 330	8,9
Transferts du gouvernement fédéral	11 999	11 970	(10)	(29)	(0,2)	11 122	(10)	848	7,6
Total des revenus	61 790	65 196	609	3 406	5,5	60 018	609	5 178	8,6
Dépenses (excluant le service de la dette)									
Santé et services sociaux	22 883	23 782	135	899	3,9	22 274	135	1 508	6,8
Éducation et culture	13 666	13 436	(130)	(230)	(1,7)	13 130	(130)	306	2,3
Autres missions ⁽⁴⁾	17 279	18 091	243	812	4,7	17 018	243	1 073	6,3
	53 828	55 309	248	1 481	2,8	52 422	248	2 887	5,5
Service de la dette	7 888	7 894	264	6	0,1	7 559	264	335	4,4
Total des dépenses	61 716	63 203	512	1 487	2,4	59 981	512	3 222	5,4
SURPLUS ANNUEL	74	1 993	97	1 919	s.o.	37	97	1 956	s.o.

(1) Ces données incluent, en plus du Fonds consolidé du revenu, les revenus et dépenses des comptes à fin déterminée, des organismes et des fonds spéciaux du gouvernement et, pour les résultats réels au 31 mars 2007, le déficit annuel des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

(2) Ces données excluent les revenus provenant des entreprises du gouvernement et du Fonds des générations.

(3) Le Fonds des générations a été mis en opération le 1^{er} janvier 2007.

(4) Les autres missions comprennent : « Économie et environnement », « Soutien aux personnes et aux familles » ainsi que « Gouverner et justice ».

5. Analyse des écarts (suite)

Revenus consolidés

Comparaison du réel avec le budget

Les revenus autonomes, excluant les revenus provenant des entreprises du gouvernement et du Fonds des générations, sont plus élevés de 1 955 millions de dollars que la prévision présentée au *Budget 2006-2007*. Cette augmentation se compose de hausses au chapitre de l'impôt sur le revenu et les biens, des droits et permis et des revenus divers, compensées partiellement par une baisse des taxes à la consommation. Elle inclut également un impact de 610 millions de dollars lié à la réforme comptable.

Quant aux revenus provenant des entreprises du gouvernement, l'augmentation de 970 millions de dollars, nette des 500 millions de dollars affectés au Fonds des générations, est principalement attribuable aux bénéfices additionnels réalisés par Hydro-Québec, provenant notamment de gains sur la vente de participations à l'étranger.

En ce qui a trait aux transferts du gouvernement fédéral, la variation des revenus par rapport au budget est de 29 millions de dollars et :

- découle de l'augmentation de 219 millions de dollars des transferts au Fonds consolidé du revenu, qui s'explique essentiellement par des revenus additionnels de 185 millions de dollars à la péréquation découlant du budget fédéral de mai 2006;
- est compensée par la diminution de 248 millions de dollars des transferts alloués aux organismes consolidés et aux comptes à fin déterminée, due principalement aux délais dans les projets devant être subventionnés par la Société de financement des infrastructures locales du Québec et auxquels sont affectées également des contributions du gouvernement fédéral.

5. Analyse des écarts (suite)

Revenus consolidés

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

La hausse des revenus autonomes de 4 330 millions de dollars ou de 8,9 % est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- 2 030 millions de dollars ou 12,3 % de revenus additionnels provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette amélioration traduit, notamment :
 - la vigueur des rentrées fiscales en lien avec la croissance soutenue de l'activité économique;
 - l'ajustement de la répartition des retenues à la source et des acomptes provisionnels provenant du Fonds des services de santé (FSS) et de la Régie des rentes du Québec (RRQ) pour tenir compte des données réelles. En effet, une base de répartition estimative est utilisée lors de l'encaissement de retenues ou d'acomptes et une conciliation annuelle permet d'apporter les ajustements nécessaires;
 - l'impact des ajustements rétroactifs d'équité salariale versés aux employés de l'État avant le 31 mars 2007;
 - le changement de convention comptable, à l'intérieur de la réforme, visant à constater les revenus sur la base de la comptabilité d'exercice.

- 1 720 millions de dollars, une augmentation de plus de 74,0 % des revenus provenant d'Hydro-Québec, résultant notamment:
 - de gains totalisant plus de 900 millions de dollars sur la cession de participations que la Société détenait dans des entreprises à l'étranger;
 - de bénéfices additionnels découlant de gains sur taux de change.

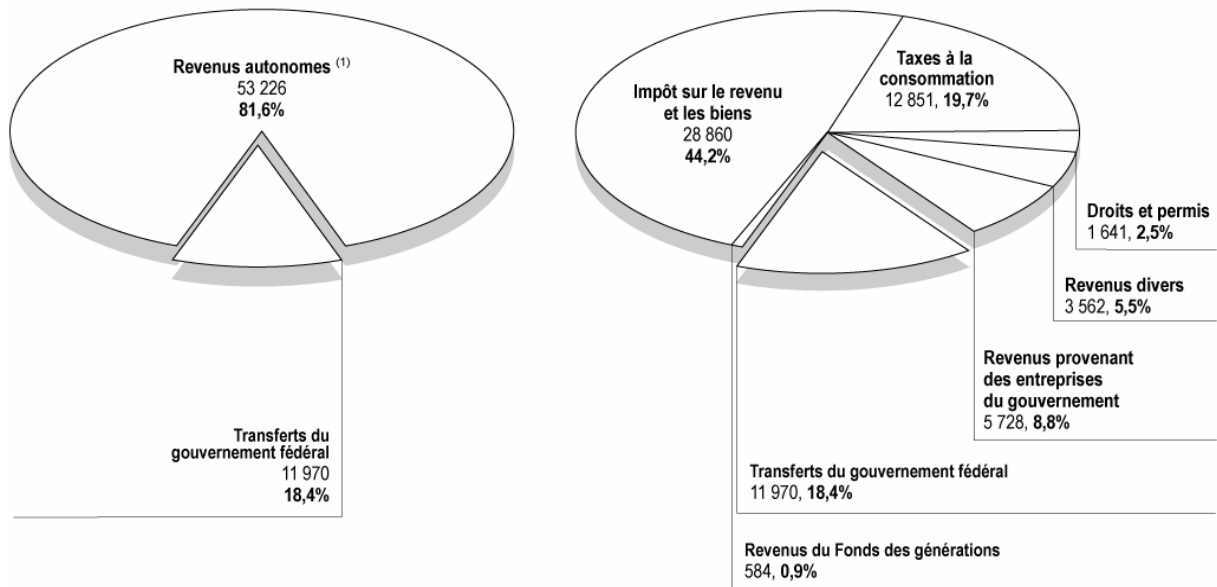
5. Analyse des écarts (suite)

Revenus consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007
(en millions de dollars)

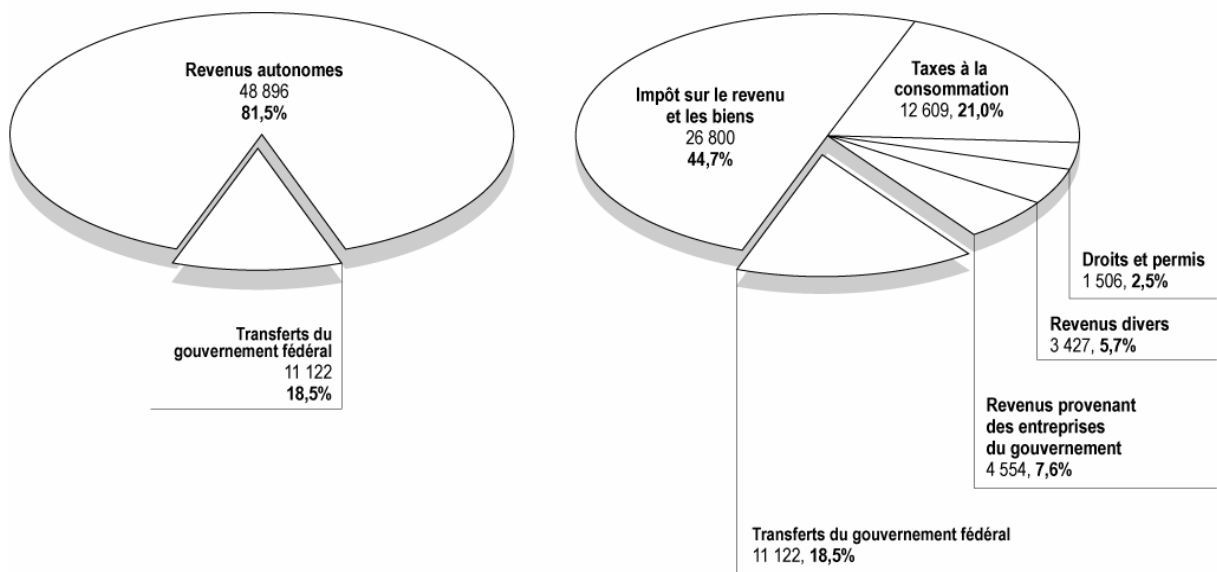
2007

Revenus totaux: 65 196 Par source



2006 ⁽²⁾

Revenus totaux: 60 018 Par source



(1) Incluant les revenus de 584 millions de dollars du Fonds des générations.

(2) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

5. Analyse des écarts (suite)

Dépenses consolidées

Comparaison du réel avec le budget

Pour l'exercice 2006-2007, les dépenses consolidées excluant le service de la dette sont plus élevées de 1 481 millions de dollars que la prévision présentée au *Budget 2006-2007*. Les dépenses de programmes ont été révisées à la hausse pour tenir compte, entre autres :

- d'une majoration de 339 millions de dollars des dépenses des organismes consolidés et des comptes à fin déterminée. Cette hausse provient notamment de l'ajout des dépenses de quelques organismes, autrefois considérés comme des entreprises du gouvernement et dont le statut a été modifié à l'intérieur de la réforme comptable;
- du relèvement de l'enveloppe du ministère de la Santé et des Services sociaux de 338 millions de dollars découlant, notamment, des coûts additionnels à l'assurance médicaments et aux services médicaux;
- du relèvement de 273 millions de dollars de la dépense à l'égard de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec, principalement en récurrence à la dépense comptabilisée lors de la fermeture de l'année 2005-2006;
- de l'impact de 242 millions de dollars de la décision de la Commission de l'équité salariale d'étaler sur six ans en sept versements les ajustements salariaux découlant du règlement de l'équité salariale;
- de l'intégration des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation au périmètre comptable du gouvernement. Le déficit des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation pour l'exercice 2006-2007 est de 219 millions de dollars.

Quant au service de la dette, il est à un niveau comparable à celui prévu. Cependant, comme les modifications de conventions comptables ont entraîné une hausse de 264 millions de dollars, la dépense a en fait connu une baisse par rapport à la prévision. Celle-ci résulte principalement du fait que les taux d'intérêt du moyen et du long terme ont été moins élevés que prévu et que le dollar canadien a connu une meilleure performance que prévu par rapport au yen et au dollar américain.

5. Analyse des écarts (suite)

Dépenses consolidées

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

L'augmentation de 2 887 millions de dollars ou de 5,5 % des dépenses excluant le service de la dette est principalement attribuable aux hausses suivantes :

- 1 508 millions de dollars ou 6,8 % à la mission « Santé et services sociaux », en respect de l'engagement pris par le gouvernement de toujours maintenir au sommet de ses priorités les investissements en santé. Cette hausse résulte notamment de la croissance des coûts de programmes et des nouvelles conventions collectives, incluant les ajustements relatifs à l'équité salariale.
- 306 millions de dollars ou 2,3 % à la mission « Éducation et culture » pour, notamment, ajouter des heures d'enseignement au primaire et améliorer le soutien aux élèves en difficulté.
- 1 073 millions de dollars ou 6,3 % aux « Autres missions » causée notamment par :
 - l'ajout des dépenses de quelques organismes dont le statut a été modifié à l'intérieur de la réforme comptable;
 - la comptabilisation du traitement rétroactif devant être versé aux juges du Québec à la suite d'un jugement récent rendu par la Cour supérieure;
 - les coûts de développement du réseau des centres de la petite enfance (CPE);
 - les impacts sur le budget de dépenses annuel du ministère des Transports des investissements de plus en plus importants effectués sur le réseau routier;
 - le coût des élections générales tenues en mars 2007.

Enfin, la dépense au titre du service de la dette est supérieure de 335 millions de dollars par rapport à 2005-2006. Les modifications de conventions comptables ont entraîné une hausse de dépense de 264 millions de dollars, due notamment à l'ajout du service de la dette de quelques organismes dont le statut a été modifié. La différence résulte de l'augmentation du niveau de la dette, compensée cependant par les revenus d'intérêts additionnels générés par la croissance du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

5. Analyse des écarts (suite)

Dépenses consolidées

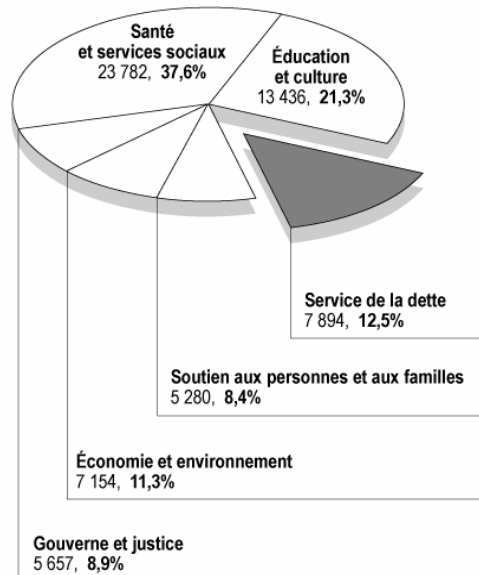
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

(en millions de dollars)

2007

Dépenses totales: 63 203

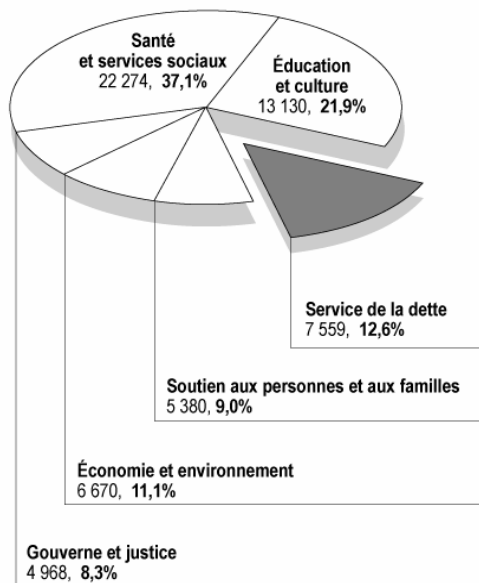
Par mission



2006 ⁽¹⁾

Dépenses totales: 59 981

Par mission



(1) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

5. Analyse des écarts (suite)

Besoins financiers nets consolidés

Par rapport au *Budget 2006-2007*, les besoins financiers nets consolidés ont augmenté de 2 331 millions de dollars, principalement dû aux impacts de la réforme comptable qui n'avaient pas été anticipés. En effet, même si le surplus annuel a été supérieur aux prévisions de 1 919 millions de dollars, les changements aux conventions comptables ont contribué pour une bonne part aux besoins additionnels de 4 250 millions de dollars reflétés dans les opérations non budgétaires. Ces besoins additionnels découlent principalement :

- d'une augmentation des besoins de 2 929 millions de dollars à la rubrique « Autres comptes » qui provient pour l'essentiel de la variation des débiteurs et des créditeurs et frais à payer. Cette variation découle notamment de l'adoption de la comptabilité d'exercice pour les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens, des taxes à la consommation et des droits et permis, ainsi que du versement aux employés de l'État, en mars 2007, des ajustements rétroactifs sur l'équité salariale;
- des besoins de 1 221 millions de dollars à la rubrique « Prêts et avances aux réseaux ». Cette somme, incluse suite à la réforme comptable, correspond aux avances consenties au cours de l'exercice aux entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation;
- d'une augmentation des besoins de 651 millions de dollars à la rubrique « Placements, prêts et avances ». Cette variation est notamment due au fait qu'une fraction seulement des bénéfices additionnels réalisés par Hydro-Québec a été versée au gouvernement sous forme de dividendes.

Besoins financiers nets consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

(en millions de dollars)

	Discours sur le budget du 23 mars 2006	Données réelles	Variation par rapport au budget
Surplus annuel	74	1 993	1 919
Opérations non budgétaires consolidées			
Placements, prêts et avances	(1 495)	(2 146)	(651)
Déficit annuel des réseaux	--	219	219
Prêts et avances aux réseaux	--	(1 221)	(1 221)
Immobilisations	(1 249)	(1 219)	30
Régimes de retraite	2 257	2 559	302
Autres comptes	(82)	(3 011)	(2 929)
Opérations non budgétaires consolidées	(569)	(4 819)	(4 250)
BESOINS FINANCIERS NETS CONSOLIDÉS	(495)	(2 826)	(2 331)

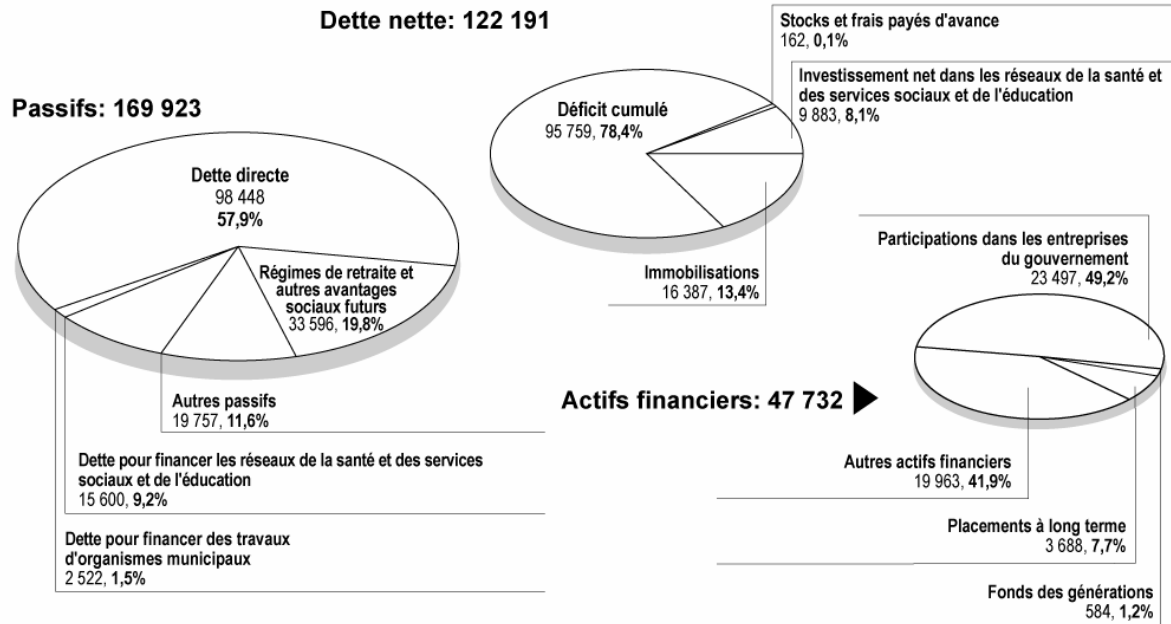
5. Analyse des écarts (suite)

Actifs financiers et passifs du gouvernement

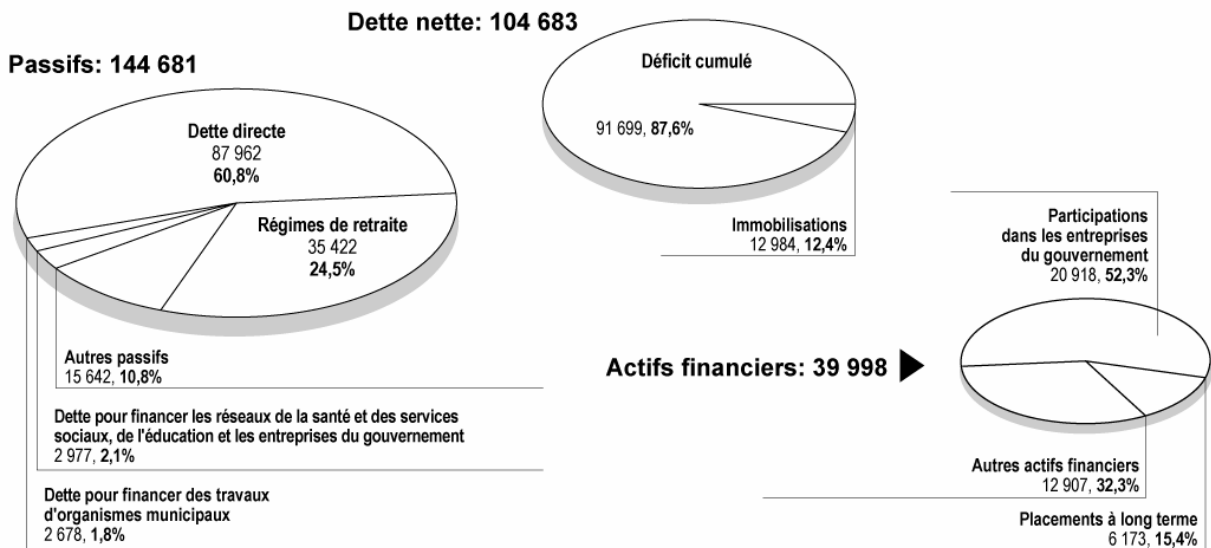
AU 31 MARS 2007

(en millions de dollars)

2007



2006 ⁽¹⁾



(1) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

5. Analyse des écarts (suite)

Actifs financiers et passifs du gouvernement

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

La différence entre les actifs financiers et les passifs du gouvernement correspond à la **dette nette**. Au 31 mars 2007, celle-ci se chiffrait à 122 191 millions de dollars, une augmentation de 17 508 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, soit 227 millions de dollars résultant des opérations de l'exercice et 17 281 millions de dollars provenant des redressements comptables suite à la réforme, en majeure partie due à l'intégration au périmètre comptable des organismes qui financent les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les **actifs financiers** ont augmenté de 7 734 millions de dollars au cours de l'exercice 2006-2007. Cela s'explique essentiellement par une augmentation de 3 860 millions de dollars des débiteurs, par une hausse de 3 197 millions de dollars des placements temporaires et par une somme accumulée de 584 millions de dollars au Fonds des générations. Le détail des actifs financiers est présenté aux annexes 8 à 12 des états financiers consolidés.

Les **passifs** du gouvernement sont principalement constitués de la dette directe, des régimes de retraite, de la dette pour financer les réseaux et des créditeurs et frais à payer. Au cours de l'exercice 2006-2007, l'accroissement des passifs du gouvernement s'explique principalement par l'augmentation de sa dette directe de 10 486 millions de dollars, incluant 6 069 millions de dollars d'emprunts réalisés par anticipation, et par l'ajout, suite à la réforme comptable, de 12 623 millions de dollars à la dette pour financer les réseaux, pour tenir compte, notamment, du changement de statut de Financement-Québec suite à l'inclusion des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation au périmètre comptable du gouvernement.

Le tableau à la page suivante présente la variation de la dette du gouvernement par rapport à la prévision du *Budget 2006-2007*, ainsi que son évolution par rapport à l'année financière précédente.

5. Analyse des écarts (suite)

Évolution de la dette du gouvernement ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007 (en millions de dollars)

	Discours sur le budget du 23 mars 2006	Résultats réels au 31 mars 2007	Variation par rapport au budget	Résultats réels au 31 mars 2006	Variation par rapport à l'exercice précédent
Dette directe	s.o.	98 448	s.o.	87 962	s.o.
Emprunts effectués par anticipation	s.o.	(6 069)	s.o.	(2 684)	(3 385)
Pertes ou (gains) de change reportés	s.o.	(1 885)	s.o.	(1 606)	(279)
Dette provenant du changement de statut d'organismes lors de la réforme comptable	s.o.	(154)	s.o.	s.o.	s.o.
Dette directe excluant les emprunts par anticipation et les pertes (gains) de change reportés	87 680	90 340	2 660	83 672	6 668
Passif au titre des régimes de retraite	59 050	59 721	671	57 193	2 528
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	(25 533)	(26 877)	(1 344)	(22 563)	(4 314)
Passif net au titre des régimes de retraite	33 517	32 844	(673)	34 630	(1 786)
Fonds des générations	(74)	(584)	(510)	--	(584)
DETTE TOTALE ⁽¹⁾	121 123	122 600	1 477	118 302	4 298
Dette pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	s.o.	15 569 ⁽²⁾	s.o.	s.o.	s.o.
Dette pour financer les travaux d'organismes municipaux	2 651	2 522	(129)	2 678	(156)
Dette provenant du changement de statut d'organismes lors de la réforme comptable	s.o.	154	s.o.	s.o.	s.o.
Avantages sociaux futurs	s.o.	752	s.o.	792	s.o.
DETTE BRUTE	s.o.	141 597	s.o.	s.o.	s.o.

(1) Aux fins de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations*.

(2) Excluant 31 millions de dollars pour un organisme fiduciaire et un sans but lucratif.

5. Analyse des écarts (suite)

Évolution de la dette totale du gouvernement

Comparaison du réel avec le budget

La révision à la hausse de 1 477 millions de dollars de la dette totale aux fins de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* prévue au *Budget 2006-2007* s'explique principalement par les ajustements rétroactifs relatifs à l'équité salariale totalisant 1 397 millions de dollars qui ont été déboursés en mars 2007.

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

Au 31 mars 2007, la dette totale aux fins de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* du gouvernement s'élevait à 122 600 millions de dollars, en hausse de 4 298 millions de dollars par rapport au 31 mars 2006. Cette augmentation s'explique notamment par :

- l'accroissement de 1 953 millions de dollars de la participation dans les entreprises du gouvernement, notamment Hydro-Québec, essentiellement dû à la portion des bénéfices réalisés et qui n'est pas versée en dividendes;
- les investissements totaux de 2 373 millions de dollars en immobilisations qui, déduction faite de la dépense d'amortissement et des réductions de valeur de 1 154 millions de dollars, en ont haussé la valeur nette de 1 219 millions de dollars;
- les ajustements rétroactifs relatifs à l'équité salariale totalisant 1 397 millions de dollars qui ont été déboursés en mars 2007.

6. Affectations du surplus annuel

Solde budgétaire consolidé

Le gouvernement du Québec s'est doté de lois qui ont pour but de maintenir une rigueur budgétaire tout en gardant une certaine flexibilité afin de faire face à des événements importants qui pourraient avoir des incidences sur les équilibres financiers.

À cette fin, la presque totalité du surplus annuel de 1 993 millions de dollars présenté au 31 mars 2007 a été affectée au Fonds des générations et à la réserve.

Par conséquent, le solde budgétaire consolidé après affectation au Fonds des générations et à la réserve est de 109 millions de dollars.

Solde budgétaire consolidé

(en millions de dollars)

	2007		2006
	Budget	Données réelles	Données réelles
Surplus annuel	74	1 993	37
Revenus du Fonds des générations	(74)	(584)	--
Affectation à la réserve	--	(1 300)	--
Solde budgétaire consolidé après affectations au Fonds des générations et à la réserve	--	109	37

6. Affectations du surplus annuel (suite)

Fonds des générations

Dans le budget de mars 2006, le gouvernement estimait les revenus du Fonds des générations à 74 millions de dollars en 2006-2007. Compte tenu d'un versement additionnel de 500 millions de dollars provenant du gain découlant de la vente par Hydro-Québec de sa participation dans Transelec Chile, les sommes accumulées dans le Fonds ont atteint 584 millions de dollars au 31 mars 2007.

Les revenus du Fonds des générations à la fin de l'année financière 2006-2007 se détaillent comme suit :

Revenus⁽¹⁾

(en millions de dollars)

	2007	
	Budget	Résultats réels
Revenus propres		
Redevances hydrauliques	73	76
Biens non réclamés	--	5
Revenus de placement		
Revenus sur dépôts à participation	1	2
Intérêts sur dépôts à vue	--	1
Total des revenus propres	74	84
Revenus affectés par le gouvernement		
Revenus provenant de la vente de la participation d'Hydro-Québec dans Transelec Chile	--	500
Revenus	74	584

(1) Aucune donnée comparative n'est présentée, car le Fonds des générations a été mis en opération le 1^{er} janvier 2007.

6. Affectations du surplus annuel (suite)

Réserve

En vertu de la *Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q., c. R-25.1)*, le gouvernement a institué une réserve pour financer des projets d'immobilisations et d'autres projets dont la réalisation a une durée déterminée. Toutefois, lorsque le gouvernement estime que l'intérêt public l'exige, il peut utiliser la réserve pour des projets autres que ceux pour lesquels elle a été constituée. De plus, le gouvernement peut affecter en totalité ou en partie la réserve au maintien de l'équilibre budgétaire.

À l'occasion du Discours sur le budget, la ministre des Finances détermine la portion du surplus de l'année financière excédant l'objectif budgétaire pouvant être affectée à la réserve et les allocations entre les différents volets.

Ainsi lors du *Discours sur le budget 2007-2008*, la ministre a annoncé qu'un excédent de 1 300 millions de dollars des revenus sur les dépenses a été affecté à la réserve.

Le gouvernement prévoit effectuer en 2007-2008 un versement additionnel de 200 millions de dollars au Fonds des générations à même les sommes affectées à la réserve budgétaire en 2006-2007. Quant au solde de la réserve, soit 1 100 millions de dollars, celui-ci est prévu être utilisé au maintien de l'équilibre budgétaire en 2008-2009.

Réserve

(en millions de dollars)

	Versement additionnel au Fonds des générations	Maintien de l'équilibre budgétaire	2007	2006
Solde au début	--	--	--	--
Affectation à la réserve	200	1 100	1 300	--
Solde à la fin	200	1 100	1 300	--

7. Résultat de l'analyse des indicateurs

L'analyse des indicateurs financiers montre que l'état des finances du gouvernement s'est amélioré depuis 1997-1998. Ces derniers révèlent une plus grande capacité du gouvernement à faire face à ses engagements. De plus, la politique de gestion des risques financiers a permis au gouvernement d'être moins vulnérable aux variations de taux de change sur les marchés financiers.

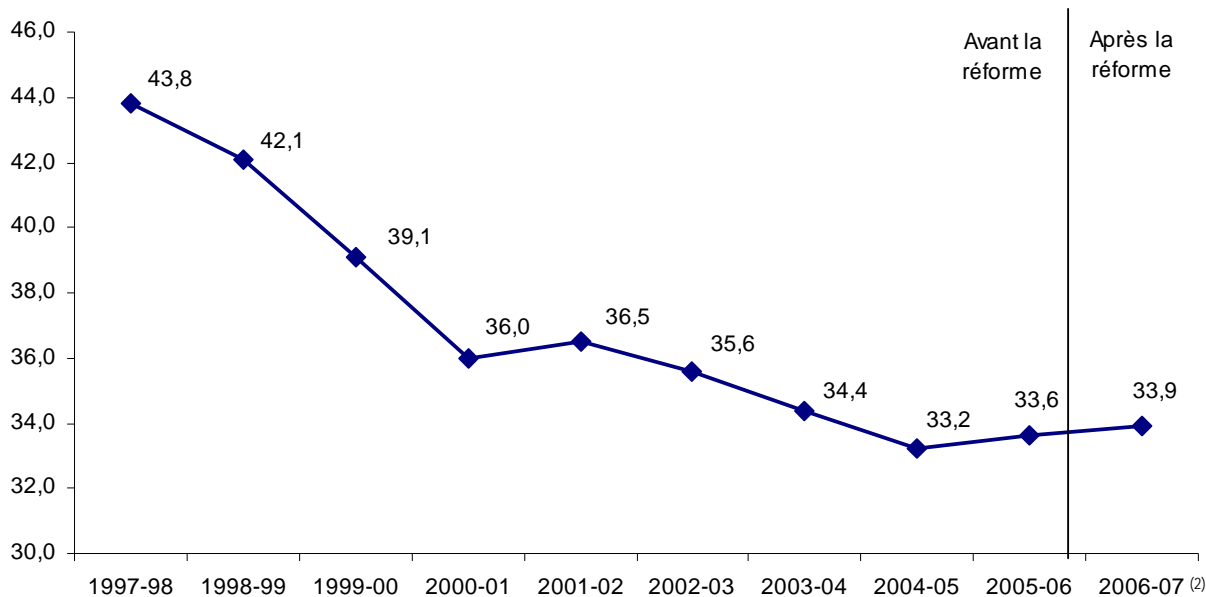
Indicateur 1 : La dette représentant les déficits cumulés au produit intérieur brut (PIB)

L'indicateur de la dette représentant les déficits cumulés du gouvernement au PIB illustre le degré d'endettement relatif à la part de la dette nette liée à l'accumulation des déficits au cours des exercices financiers du gouvernement.

Depuis 1998, l'indicateur de la dette représentant les déficits cumulés au PIB est en constante amélioration, passant de 43,8 % au 31 mars 1998 à 33,6 % au 31 mars 2006. Après la réforme comptable, il se situe à un niveau de 33,9 % au 31 mars 2007. Cette diminution du poids de la dette dans l'économie découle du respect de l'équilibre budgétaire dans un contexte de croissance économique soutenue au cours de cette période.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS ⁽¹⁾

(en pourcentage du PIB)



(1) Avant l'affectation des montants mis à la réserve.

(2) Après la prise en compte des résultats nets du Fonds des générations.

7. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

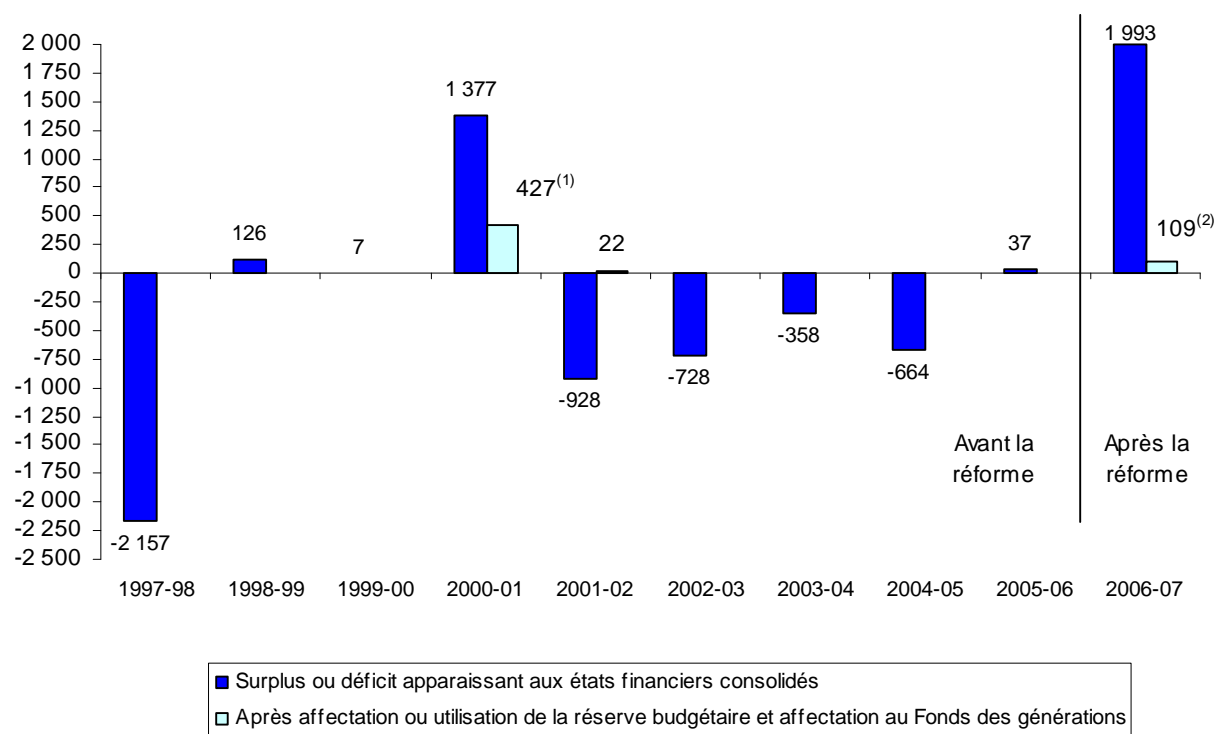
Indicateur 2 : L'évolution du solde budgétaire consolidé

Le solde budgétaire consolidé représente la différence entre les revenus et les dépenses budgétaires consolidés. L'évolution du solde budgétaire consolidé montre la capacité du gouvernement à rencontrer ses obligations financières annuelles à même ses revenus (revenus autonomes et transferts fédéraux). Il montre également la capacité du gouvernement à respecter ses prévisions d'équilibre budgétaire.

En vertu de l'engagement pris avec l'adoption de la *Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire (L.R.Q. c. E-4.01)*, désormais intitulée *Loi sur l'équilibre budgétaire (L.R.Q., c. E-12.00001)*, le gouvernement vise l'équilibre budgétaire. Les déficits de 2001-2002 à 2004-2005 ont suivi le surplus budgétaire de 2000-2001. Il est à noter que l'article 9 de cette loi prévoit que « si le gouvernement réalise un excédent pour une année financière, il peut encourir des dépassements pour les années financières suivantes, jusqu'à concurrence de cet excédent ». Pour 2006-2007, le gouvernement a enregistré un surplus budgétaire, après affectations au Fonds des générations et à la réserve, de 109 millions de dollars.

SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ

(en millions de dollars)



(1) Une somme de 950 millions de dollars a été portée à la réserve budgétaire en 2000-2001. Cette somme a été utilisée en totalité en 2001-2002.

(2) Une somme de 1 300 millions de dollars a été portée à la réserve budgétaire et une somme de 584 millions de dollars a été affectée au Fonds des générations en 2006-2007.

7. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

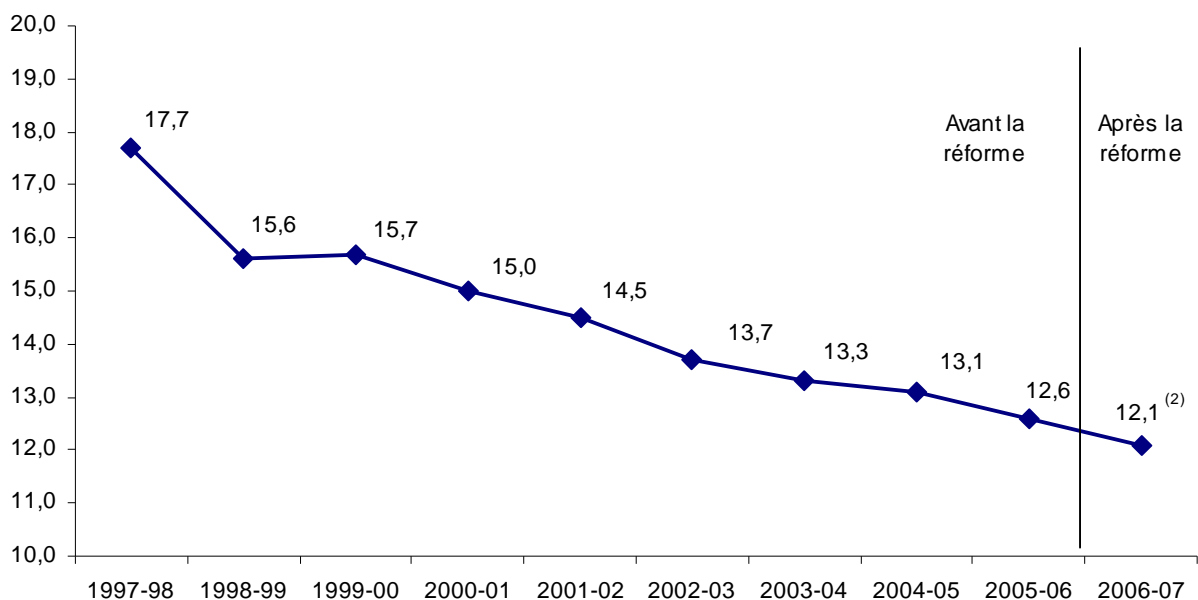
Indicateur 3 : Le service de la dette au total des revenus

L'indicateur du service de la dette au total des revenus mesure la capacité du gouvernement à assumer le coût de ses emprunts à même l'ensemble de ses revenus. Il montre dans quelle mesure les emprunts passés limitent la capacité du gouvernement à faire face à ses engagements.

Au 31 mars 1998, le service de la dette représentait 17,7 % des revenus totaux, alors qu'il en représentait 12,1 % au 31 mars 2007. Cela représente une diminution de près du tiers du ratio en l'espace de neuf ans.

SERVICE DE LA DETTE ⁽¹⁾

(en pourcentage des revenus totaux)



(1) N'inclut pas le service de la dette des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Les transferts pour couvrir ces coûts sont plutôt inclus aux dépenses de programmes.

(2) Pour 2006-2007, la réforme comptable a fait augmenter le service de la dette de 264 millions de dollars et les revenus totaux de 609 millions de dollars. Sans ces impacts, le ratio aurait été de 11,8%.

7. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

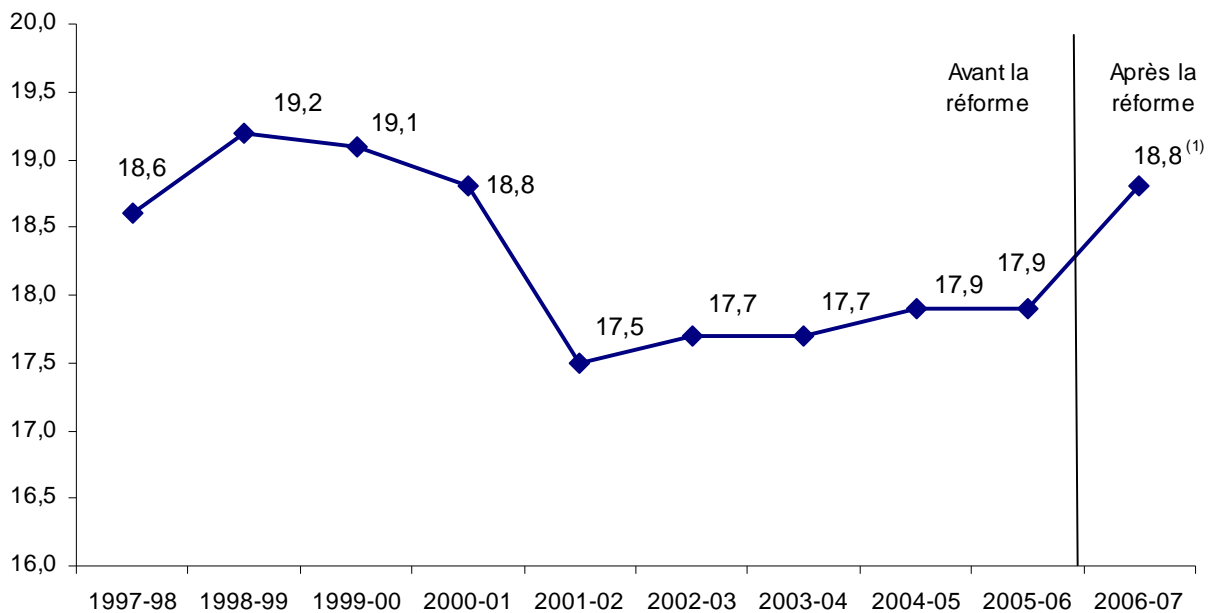
Indicateur 4 : Les revenus autonomes au PIB

L'indicateur des revenus autonomes au PIB mesure la part de la richesse collective que le gouvernement prélève sous forme d'impôts, de taxes et d'autres revenus provenant notamment de ses entreprises. Les revenus autonomes du gouvernement incluent tous les revenus, à l'exception des transferts reçus du gouvernement fédéral.

De 1998-1999 à 2001-2002, on constate une diminution régulière de ce ratio, passant de 19,2 % du PIB en 1998-1999 à 17,5 % en 2001-2002. L'indicateur est demeuré relativement stable de 2001-2002 à 2005-2006. L'augmentation du ratio à 18,8 % en 2006-2007 résulte en bonne partie des bénéfices additionnels d'Hydro-Québec découlant de la vente de participations détenues dans des entreprises.

REVENUS AUTONOMES

(en pourcentage du PIB)



(1) Pour 2006-2007, la réforme comptable a fait augmenter les revenus autonomes de 619 millions de dollars. Sans cet impact, le ratio aurait été de 18,6%.

7. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

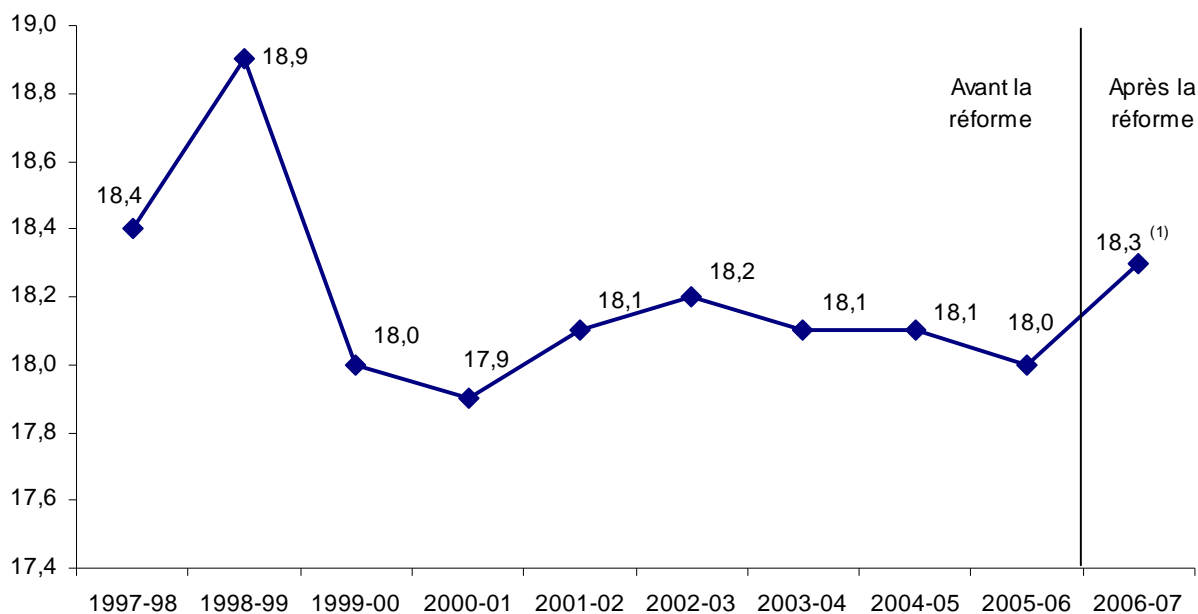
Indicateur 5 : Les dépenses de programmes au PIB

L'indicateur des dépenses de programmes au PIB permet d'apprécier l'importance relative du coût des services publics dans l'économie.

De 18,9 % en 1998-1999, les dépenses de programmes en pourcentage du PIB sont passées à 18,3 % en 2006-2007. Cela signifie que la taille du gouvernement a diminué relativement à l'ensemble de la richesse collective.

DÉPENSES DE PROGRAMMES

(en pourcentage du PIB)



(1) Pour 2006-2007, la réforme comptable a fait diminuer les dépenses de programmes de 93 millions de dollars. Cet impact n'est pas suffisamment important pour faire varier le ratio présenté.

7. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

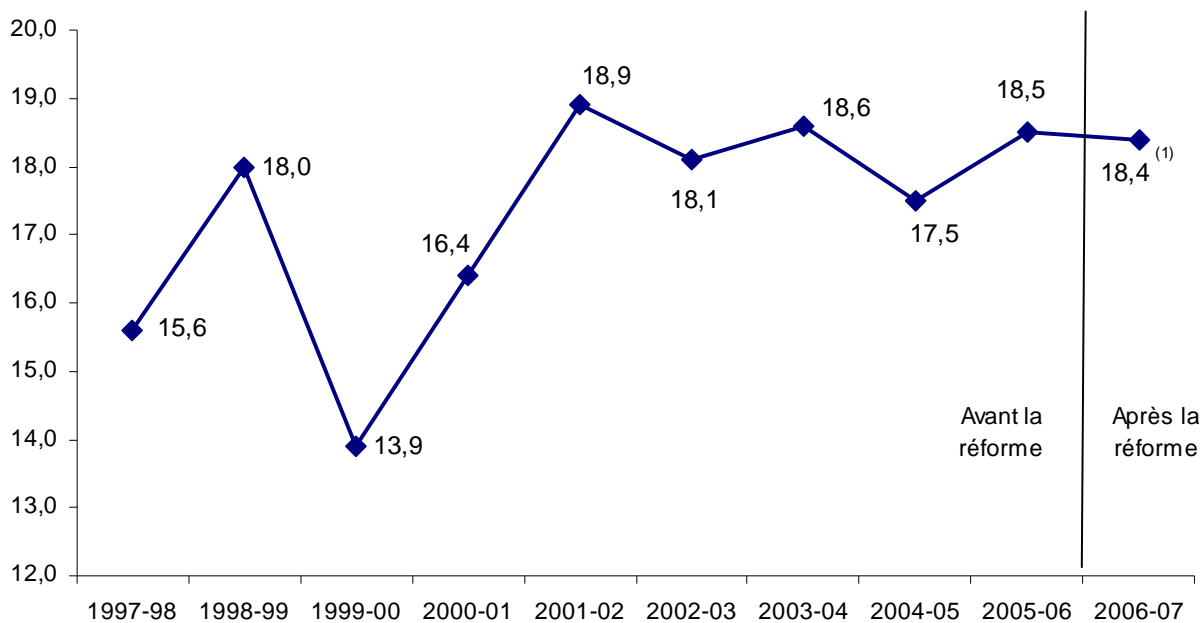
Indicateur 6 : Les transferts reçus du gouvernement fédéral aux revenus totaux

Les transferts reçus du gouvernement fédéral sont constitués des paiements de péréquation, des paiements provenant des transferts pour la santé et de ceux pour l'éducation postsecondaire et les autres programmes sociaux ainsi que des montants transférés par le gouvernement fédéral dans le cadre de diverses ententes à frais partagés. Cet indicateur sert à mesurer la part des revenus du gouvernement du Québec qui provient du gouvernement fédéral.

En 1999-2000, la part des transferts fédéraux dans les revenus totaux s'est établie à 13,9 %, soit un creux historique par rapport à près de 29 % en 1983-1984. Pour les années 2000-2001 et 2001-2002, la part des transferts fédéraux s'est accrue de façon significative pour atteindre 18,9 %. Depuis lors, la part des transferts fédéraux est demeurée relativement stable, s'établissant à 18,4 % en 2006-2007.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX

(en pourcentage des revenus totaux)



(1) Pour 2006-2007, la réforme comptable a fait diminuer les transferts fédéraux de 10 millions de dollars et augmenter les revenus totaux de 609 millions de dollars. Sans ces impacts, le ratio aurait été de 18,5 %.

7. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

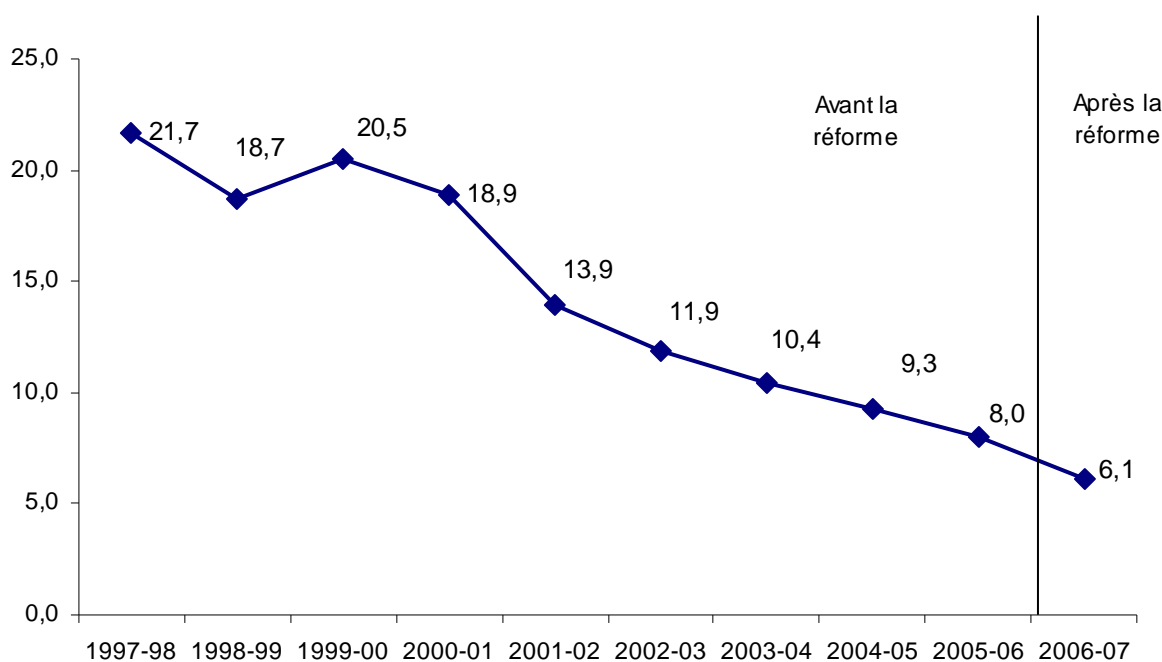
Indicateur 7 : La dette en devises étrangères au 31 mars

L'indicateur de la dette en devises étrangères en pourcentage de la dette vise à faire ressortir la vulnérabilité du gouvernement face aux fluctuations du dollar canadien.

Depuis 1998, la proportion de la dette libellée en devises étrangères a fortement diminué passant de 21,7 % au 31 mars 1998 à 8,0 % au 31 mars 2006. Après la réforme comptable, elle se situe à un niveau de 6,1 % au 31 mars 2007. Cette diminution rend le gouvernement moins vulnérable aux fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises.

DETTE EN DEVISES ÉTRANGÈRES AU 31 MARS ^{(1) (2)}

(en pourcentage de la dette)



(1) Incluant les emprunts effectués par anticipation et excluant le solde des pertes (gains) de change reportés et après avoir tenu compte des instruments financiers utilisés par le gouvernement dans la gestion de sa dette.

(2) Avant la réforme, la dette en devises étrangères est présentée par rapport à la dette totale, alors qu'après la réforme, elle est présentée par rapport à la dette brute.

Statistiques financières

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

(en millions de dollars)

Ce tableau présente les tendances observées au cours des dix dernières années pour plusieurs postes des états financiers. Des notes explicatives permettent également d'identifier les modifications apportées aux états financiers antérieurs.

Année financière	Revenus *	Dépenses *	(Déficit) ou surplus	Dettes totale	Dettes nette ⁽¹⁾	Actifs non financiers	Déficits cumulés
2006-2007	65 196	63 203	1 993 ⁽¹³⁾	122 600	(122 191) ⁽¹¹⁾	26 432	(95 759)
Avant la réforme de la comptabilité gouvernementale **							
2005-2006	60 018	59 981	37	118 302	(104 683) ⁽¹⁰⁾	12 984	(91 699)
2004-2005	56 885	57 549	(664)	116 596	(99 042) ⁽⁹⁾	11 818	(87 224)
2003-2004	54 530	54 888	(358)	114 725	(97 025) ⁽⁸⁾	10 735	(86 290)
2002-2003	52 225	52 953	(728)	111 342	(95 601) ⁽⁷⁾	9 716	(85 885)
2001-2002	50 011	50 939	(928) ⁽¹²⁾	107 175	(92 772) ⁽⁶⁾	8 234	(84 538)
2000-2001	50 628	49 251	1 377 ⁽¹²⁾	104 848	(88 208) ⁽⁵⁾	7 166	(81 042)
1999-2000	46 828	46 821	7	102 120	(89 162) ⁽⁴⁾	6 693	(82 469)
1998-1999	46 034	45 908	126	101 113	(88 810) ⁽³⁾	6 233	(82 577)
1997-1998	41 548	43 705	(2 157)	98 385	(88 597) ⁽²⁾	6 016	(82 581)

* Certains chiffres ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à celle adoptée en 2006-2007.

** La comparaison des données 2006-2007 à celles des années précédentes doit être faite avec discernement, dû aux impacts de la réforme comptable.

(M\$: millions de dollars)

- (1) La dette nette représente le passif moins les actifs financiers présentés dans l'état consolidé de la situation financière.
- (2) La dette nette de (64 833 M\$) au 1^{er} avril 1997 a été augmentée de (21 607 M\$), soit (13 173 M\$) pour la comptabilisation des obligations non inscrites envers les régimes de retraite, (6 889 M\$) pour la consolidation des fonds spéciaux, organismes et entreprises du gouvernement, (731 M\$) pour la modification de la comptabilisation des emprunts, (461 M\$) pour la comptabilisation des mesures de restructuration du secteur public et (353 M\$) pour la comptabilisation des immobilisations.
- (3) La dette nette a été augmentée de (339 M\$), soit (217 M\$) pour les immobilisations, (25 M\$) pour les créanciers et frais à payer et (97 M\$) pour les autres comptes.
- (4) La dette nette a été augmentée de (359 M\$) pour les immobilisations.
- (5) La dette nette a été augmentée de (423 M\$), soit (473 M\$) pour les immobilisations, (12 M\$) pour les congés de maladie et vacances et 62 M\$ pour les placements dans les entreprises du gouvernement.
- (6) La dette nette a été augmentée d'une part de (1 386 M\$), soit (1 068 M\$) pour les immobilisations, 88 M\$ pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises, (215 M\$) pour la correction de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, (65 M\$) pour la modification de la convention comptable concernant certains revenus de recouvrements, ainsi que (126 M\$) pour l'inscription de la cotisation à titre d'employeur relativement aux obligations découlant des congés de maladie et vacances, pour le changement de statut d'une entreprise du gouvernement et les coûts liés à des améliorations de locaux. D'autre part, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de (2 250 M\$), dont (1 338 M\$) pour la conversion des devises étrangères et (912 M\$) pour l'introduction d'une provision pour fluctuation du taux de rendement réel.
- (7) La dette nette a été augmentée d'une part de (1 714 M\$), soit (1 482 M\$) pour les immobilisations, (122 M\$) pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises ainsi que (110 M\$) pour une modification d'application de la convention comptable sur les dettes et une correction apportée aux débiteurs d'un organisme consolidé. D'autre part, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de (387 M\$), dont (363 M\$) touchant le mécanisme de plafonnement dans l'établissement des gains et pertes reportés sur l'hypothèse du taux de rendement réel.

Statistiques financières (suite)

- (8) La dette nette a été augmentée d'une part de (1 059 M\$), soit (1 019 M\$) pour les immobilisations et (40 M\$) pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises. D'autre part, une correction de la provision pour congés de maladie et vacances effectuée par une entreprise du gouvernement a eu pour effet d'augmenter la dette nette de (7 M\$).
- (9) La dette nette a été augmentée de (1 353 M\$), soit (1 083 M\$) pour les immobilisations, (126 M\$) suite à une réévaluation des subventions aux commissions scolaires, (147 M\$) pour une correction apportée à la provision pour créances douteuses et 3 M\$ pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de la conversion provenant des entreprises.
- (10) La dette nette a été augmentée de (5 678 M\$), soit (1 166 M\$) pour les immobilisations, (3 384 M\$) pour la modification de la convention comptable concernant les revenus de transferts du gouvernement fédéral, (270 M\$) pour une modification d'application de la convention comptable concernant la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, (264 M\$) suite à des nouvelles évaluations actuarielles des régimes de retraite, (552 M\$) pour la modification concernant la comptabilisation des revenus de droits d'immatriculation, (41 M\$) pour l'harmonisation des conventions comptables d'organismes consolidés ainsi que 24 M\$ pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de convention provenant des entreprises du gouvernement. Des redressements effectués par les entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de (25 M\$).
- (11) La dette nette a été augmentée de (19 501 M\$), soit (1 219 M\$) pour les immobilisations, (10 M\$) pour les stocks et frais payés d'avance, (1 002 M\$) en investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, 841 M\$ pour la modification de la convention comptable concernant la comptabilisation des instruments financiers dans les redressements effectués par les entreprises du gouvernement, (468 M\$) pour la modification de la convention comptable concernant les obligations découlant de la réhabilitation des terrains contaminés comptabilisés à titre de passif environnemental et (17 643 M\$) pour des redressements résultant de la réforme comptable. Ces redressements se répartissent comme suit : (6 426 M\$) pour les déficits cumulés (voir note 3 des états financiers), (2 184 M\$) pour des immobilisations, (152 M\$) pour des stocks et frais payés d'avance et (8 881 M\$) en investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.
- (12) Ne tient pas compte de la réserve budgétaire de (950 M\$).
- (13) Une somme de 1 300 M\$ a été portée à la réserve budgétaire et une somme de 584 M\$ a été affectée au Fonds des générations.

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Déclaration de responsabilité

Le gouvernement est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés préparés par le contrôleur des finances pour la ministre des Finances en conformité avec la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, article 86)*. Ces états sont préparés selon les conventions comptables énumérées dans la note complémentaire 1. L'analyse des états financiers contenue dans le volume 1 a été préparée par le gouvernement du Québec.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont dûment autorisées par le Parlement, réalisées et comptabilisées adéquatement.

Le contrôleur des finances est responsable de la comptabilité gouvernementale et obtient des ministères, organismes, entreprises et fonds du gouvernement toute l'information nécessaire pour satisfaire aux exigences de la comptabilité.

Le gouvernement soumet ses états financiers consolidés, pour certification, au Vérificateur général qui expose, dans son rapport à l'Assemblée nationale, la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion.

Les états financiers faisant partie des Comptes publics sont déposés annuellement à l'Assemblée nationale par la ministre des Finances.

Au nom du gouvernement du Québec,

Le sous-ministre des Finances,



Jean Houde

Le contrôleur des finances,



Carole Boisvert, CA

Québec, le 29 novembre 2007

Rapport du Vérificateur général

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié l'état consolidé de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 2007 ainsi que les états consolidés des résultats de fonctionnement, des déficits cumulés, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe à la ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par le gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses déficits cumulés, de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Par ailleurs, comme l'exige la *Loi sur le vérificateur général*, j'exprime l'opinion que ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses déficits cumulés, de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables du gouvernement du Québec qui sont énoncées dans la note 1 afférente aux états financiers consolidés. De plus, conformément à cette loi, je déclare qu'à mon avis, à l'exception de l'application rétroactive, sans redressement des chiffres de l'année antérieure, des modifications aux conventions comptables expliquées dans la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Rapport du Vérificateur général (suite)

D'autres informations et commentaires sur les états financiers et sur le présent rapport sont présentés dans mon rapport spécial à l'Assemblée nationale concernant la vérification des états financiers consolidés du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 2007.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 29 novembre 2007

État consolidé des résultats de fonctionnement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

(en millions de dollars)

Annexe	2007		2006 ⁽²⁾
	Budget ⁽¹⁾	Résultats réels	Résultats réels
6 REVENUS			
Impôt sur le revenu et les biens (note 4)	27 523	28 860	26 800
Taxes à la consommation	13 237	12 851	12 609
Droits et permis (note 5)	1 265	1 641	1 506
Revenus divers	2 934	3 562	3 427
10 Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 758	5 728	4 554
12 Revenus du Fonds des générations	74	584	--
Revenus autonomes	49 791	53 226	48 896
Transferts du gouvernement fédéral	11 999	11 970	11 122
Total des revenus	61 790	65 196	60 018
7 DÉPENSES			
Santé et services sociaux	22 883	23 782	22 274
Éducation et culture	13 666	13 436	13 130
Économie et environnement	7 030	7 154	6 670
Soutien aux personnes et aux familles	5 262	5 280	5 380
Gouverne et justice	4 987	5 657	4 968
Sous-total	53 828	55 309	52 422
Service de la dette	7 888	7 894	7 559
Total des dépenses	61 716	63 203	59 981
SURPLUS ANNUEL	74	1 993	37

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(1) Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au *Budget 2006-2007* du 23 mars 2006.

(2) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été retraités pour tenir compte des modifications comptables, les informations pour le faire ne pouvant être établies au prix d'un effort raisonnable. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

État consolidé des déficits cumulés
 ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007
 (en millions de dollars)

<u>Annexe</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u> ⁽¹⁾
DÉFICITS CUMULÉS AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIS	(91 699)	(91 760)
Modifications comptables (note 3)	(6 894)	--
10 Quotes-parts du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement	830	--
Solde redressé	(97 763)	(91 760)
Quotes-parts du gouvernement dans les autres éléments du résultat étendu provenant des entreprises du gouvernement	11	24
Surplus annuel	1 993	37
DÉFICITS CUMULÉS À LA FIN	(95 759)	(91 699)

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(1) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été retraités pour tenir compte des modifications comptables, les informations pour le faire ne pouvant être établies au prix d'un effort raisonnable. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

État consolidé de la situation financière

AU 31 MARS 2007

(en millions de dollars)

Annexe	2007	2006 ⁽¹⁾
ACTIFS FINANCIERS		
8 Placements temporaires	6 124	2 927
9 Débiteurs	13 435	9 575
Stocks destinés à la vente	6	--
10 Participations dans les entreprises du gouvernement	23 497	20 918
11 Placements à long terme	3 688	6 173
12 Fonds des générations	584	--
Frais reportés liés aux dettes	398	405
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	47 732	39 998
PASSIFS		
13 Découvert bancaire	184	227
14 Crédoeurs et frais à payer	12 911	8 782
15 Revenus reportés	2 919	2 220
16 Autres passifs	1 225	1 456
Transferts du gouvernement fédéral à rembourser (note 6)	2 518	2 957
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (note 7)	33 596	35 422
17 Dette avant gain (perte) de change reporté (notes 8 et 9)	96 563	86 356
Gain (perte) de change reporté	1 885	1 606
17 Dette pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (notes 8 et 9)	15 600	2 977
17 Dette pour financer des travaux d'organismes municipaux (notes 8 et 9)	2 522	2 678
TOTAL DES PASSIFS	169 923	144 681
DETTE NETTE	(122 191)	(104 683)
ACTIFS NON FINANCIERS		
18 Investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	9 883	--
19 Immobilisations	16 387	12 984
Stocks	97	--
Frais payés d'avance	65	--
TOTAL DES ACTIFS NON FINANCIERS	26 432	12 984
DÉFICIT CUMULÉ	(95 759)	(91 699)

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

20	Obligations contractuelles (note 10)
21	Éventualités (note 11)
22	Sommaire des opérations fiduciaires exercées par un ministère, des organismes et fonds du gouvernement
23	Réserve

(1) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été retraités pour tenir compte des modifications comptables, les informations pour le faire ne pouvant être établies au prix d'un effort raisonnable. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

État consolidé de la variation de la dette nette
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007
(en millions de dollars)

<u>Annexe</u>	<u>Budget</u> ⁽¹⁾	<u>2007</u>	<u>2006</u> ⁽²⁾
DETTE NETTE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIE	(103 787)	(104 683)	(103 578)
Modifications comptables (note 3)	--	(6 894)	--
Redressement - Immobilisations	--	(2 184)	--
Redressement - Stocks et frais payés d'avance	--	(152)	--
Redressement - Investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	--	(8 881)	--
10 Quotes-parts du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement	--	830	--
Solde redressé	<u>(103 787)</u>	<u>(121 964)</u>	<u>(103 578)</u>
Quotes-parts du gouvernement dans les autres éléments du résultat étendu provenant des entreprises du gouvernement	--	11	24
Surplus annuel	74	1 993	37
Variation due aux stocks et aux frais payés d'avance	--	(10)	--
Variation de l'investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	--	(1 002)	--
Variation due aux immobilisations			
19 Acquisitions	(2 339)	(2 443)	(2 224)
19 Amortissement	1 090	1 154	917
Dispositions et réductions de valeur	--	70	141
Total de la variation due aux immobilisations	<u>(1 249)</u>	<u>(1 219)</u>	<u>(1 166)</u>
Diminution (augmentation) nette de la dette nette	(1 175)	(227)	(1 105)
DETTE NETTE À LA FIN	<u>(104 962)</u>	<u>(122 191)</u>	<u>(104 683)</u>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(1) Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au *Budget 2006-2007* du 23 mars 2006.

(2) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été retraités pour tenir compte des modifications comptables, les informations pour le faire ne pouvant être établies au prix d'un effort raisonnable. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

État consolidé des flux de trésorerie
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007
(en millions de dollars)

	<u>2007</u>		<u>2006 ⁽¹⁾</u>	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Surplus annuel		1 993		37
Éléments n'affectant pas les liquidités				
Créances douteuses et autres provisions	596		743	
Vacances	14		64	
Stocks et frais payés d'avance	(10)			
Amortissement et réductions de valeur des immobilisations	1 154		961	
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	58		35	
Amortissement du (gain) perte de change reporté	(134)		(126)	
Amortissement de l'escompte et de la prime	208		144	
		<u>1 886</u>		<u>1 821</u>
		3 879		1 858
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement		<u>(3 709)</u>		<u>(1 030)</u>
		170		828
Activités liées aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs				
Charge (note 7)	1 936		1 682	
Intérêts (note 7)	4 157	6 093	4 061	5 743
Prestations	(3 607)		(3 517)	
Cotisations des salariés et des employeurs autonomes	73	(3 534)	84	(3 433)
		<u>2 559</u>		<u>2 310</u>
Liquidités provenant des activités de fonctionnement		<u>2 729</u>		<u>3 138</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Variation des participations dans les entreprises du gouvernement				
Placements effectués	(45)		(46)	
Placements réalisés et autres	(122)		29	
Quotes-parts dans les résultats des entreprises inscrites aux revenus nets des dividendes déclarés	(1 786)	(1 953)	(1 234)	(1 251)
Variation de l'investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation				
Déficit annuel des réseaux	219			
Prêts et avances aux réseaux	(1 221)	(1 002)		
Variation des placements à long terme				
Placements effectués	(719)		(489)	
Placements réalisés	492	(227)	520	31
Immobilisations				
Acquisitions	(2 443)		(2 224)	
Dispositions	70	(2 373)	97	(2 127)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		<u>(5 555)</u>		<u>(3 347)</u>

État consolidé des flux de trésorerie (suite)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007
(en millions de dollars)

	<u>2007</u>		<u>2006</u> ⁽¹⁾	
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation des dettes				
Emprunts effectués	17 967		11 569	
Emprunts remboursés	<u>(6 824)</u>	11 143	<u>(7 179)</u>	4 390
Activités liées aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs				
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite et du Fonds du régime de rentes de survivants				
Versements et prestations	(2 984)		(3 000)	
Réinvestissement des revenus de placement des fonds	<u>(1 464)</u>	(4 448)	<u>(1 230)</u>	(4 230)
Activités liées au Fonds des générations				
Variation du Fonds des générations		<u>(584)</u>		<u>--</u>
Liquidités provenant des activités de financement		<u>6 111</u>		<u>160</u>
Augmentation (diminution) des liquidités au cours de l'exercice		3 285		(49)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE		<u>3 199</u>		<u>3 248</u>
LIQUIDITÉS À LA FIN DE L'EXERCICE ⁽²⁾		<u><u>6 484</u></u>		<u><u>3 199</u></u>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(1) Les chiffres comparatifs de 2006 n'ont pas été retraités pour tenir compte des modifications comptables, les informations pour le faire ne pouvant être établies au prix d'un effort raisonnable. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

(2) Les liquidités comprennent les espèces en banque (annexe 13) et les placements temporaires (annexe 8).

État consolidé des besoins financiers et des opérations de financement

	<u>2007</u>	<u>2006</u> ⁽¹⁾
Liquidités provenant des activités de fonctionnement	2 729	3 138
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	<u>(5 555)</u>	<u>(3 347)</u>
BESOINS FINANCIERS NETS	<u><u>(2 826)</u></u>	<u><u>(209)</u></u>
Liquidités provenant des activités de financement	6 111	160
Variation des liquidités au cours de l'exercice	<u>(3 285)</u>	<u>49</u>
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	<u><u>2 826</u></u>	<u><u>209</u></u>

Notes complémentaires aux états financiers

1. Principales conventions comptables

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon les conventions ci-après énumérées. Les renseignements compris dans ses états financiers consolidés sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs jugements et estimations.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement englobe les opérations financières de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par cette dernière, des ministères ainsi que de tous les organismes, fonds et entreprises qui sont sous le contrôle du gouvernement. Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'une entité de sorte que les activités de celle-ci procureront des avantages attendus au gouvernement ou l'exposeront à un risque de perte. L'ensemble des entités du périmètre comptable du gouvernement est énuméré aux annexes 1 à 4 des états financiers consolidés.

Les opérations fiduciaires exercées par les entités mentionnées à l'annexe 5 sont exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Méthode de consolidation

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du gouvernement, exception faite des entreprises du gouvernement et des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les conventions comptables du gouvernement et combinés ligne par ligne; les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Les participations dans les entreprises du gouvernement sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, les participations sont enregistrées au coût, lequel est ajusté annuellement des quotes-parts du gouvernement dans les résultats de ces entreprises, avec contrepartie aux revenus, et dans les autres éléments de leur résultat étendu, avec contrepartie aux déficits cumulés. La valeur de la participation est réduite des dividendes déclarés et est ajustée de l'élimination des gains et pertes interorganismes non réalisés relatifs à des opérations sur des actifs demeurés dans le périmètre comptable du gouvernement. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des conventions comptables des entreprises avec celles du gouvernement. Une entreprise du gouvernement possède toutes les caractéristiques suivantes :

- a) elle constitue une entité juridique distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice;

1. Principales conventions comptables (suite)

- b) elle est investie des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales;
- c) elle a pour principale activité la vente de biens ou la prestation de services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement;
- d) elle peut, dans le cours normal de ses affaires, poursuivre ses activités et faire face à ses dettes au moyen de revenus tirés de sources non comprises dans le périmètre comptable du gouvernement.

Les comptes des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation sont comptabilisés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Cette consolidation se fait sur la base des états financiers des organismes, après ajustements pour éliminer les écarts importants entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement, notamment en ce qui a trait aux immobilisations. Selon cette méthode, l'avoir net de ces organismes, représentant la somme de leurs actifs financiers et non financiers diminués de leurs passifs, est comptabilisé à titre de composante de l'investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Le surplus ou déficit annuel des organismes est comptabilisé aux dépenses de la mission concernée. Lorsque la fin d'année financière d'un organisme est différente de celle du gouvernement, ses résultats financiers sont ajustés seulement si les transactions financières réalisées durant la période de décalage affectent de manière significative la situation financière ou les résultats du gouvernement.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les revenus non perçus à la fin de l'année financière et les remboursements qui ne sont pas encore émis sont comptabilisés sur la base d'estimations établies à partir des transactions qui seront réalisées dans les trois mois qui suivent la fin de l'année financière. Les revenus qu'il serait trop difficile de mesurer avant leur encaissement sont comptabilisés au moment de la réception des fonds. Les sommes reçues ou à recevoir concernant des revenus qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de revenus reportés.

Plus spécifiquement :

- Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu et les biens sont constatés lorsque le contribuable a gagné le revenu qui est assujéti à l'impôt.
- Les revenus provenant des taxes à la consommation sont constatés au moment de la vente des produits ou de la prestation des services, déduction faite des crédits de taxes.

1. Principales conventions comptables (suite)

- Les revenus provenant de l'impôt des sociétés sont comptabilisés au moment de la réception des fonds car les sommes à recevoir ou à rembourser ne peuvent être estimées avec précision. En effet, les revenus imposables des sociétés sont très variables d'une année à l'autre et le délai de production des déclarations des sociétés ne permet pas d'obtenir l'information à temps pour établir les ajustements aux revenus à la date de clôture des états financiers du gouvernement. Un ajustement est fait pour tenir compte des avis de cotisation émis avant la fin de l'année financière.
- Les revenus fiscaux ne comprennent pas d'estimations pour des montants d'impôts ou de taxes non déclarés. Ces montants seront comptabilisés lors de l'émission de cotisations, à la suite de travaux de vérification.
- Les revenus de droits et permis sont constatés lorsqu'ils sont exigibles. Lorsque le revenu de droit ou de permis est remboursable sur demande et est lié à des biens et services clairement identifiables que le gouvernement doit rendre au titulaire du droit ou du permis, le revenu est reporté et constaté sur la période de référence de ce droit ou permis.
- Les transferts du gouvernement fédéral sont comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où ils sont autorisés, les critères d'admissibilité sont rencontrés et une estimation raisonnable des montants en cause est possible.
- À l'égard des intérêts créditeurs, la comptabilisation cesse lorsque leur recouvrement ou celui du capital n'est pas raisonnablement certain.

Dépenses

Les dépenses comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'année financière, incluant l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les transferts, que ce soit des transferts de droit, des transferts relatifs à des programmes à frais partagés ou des subventions, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où les transferts ont été autorisés et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Le facteur déterminant pour constater un transfert de droit est la satisfaction par le bénéficiaire des critères d'admissibilité prévus dans une loi ou un règlement, celui pour un transfert relatif à un programme à frais partagés est l'engagement par le bénéficiaire des coûts admissibles et celui pour une subvention est son autorisation par le gouvernement.

1. Principales conventions comptables (suite)

La dépense d'intérêts du service de la dette résultant d'opérations conclues en devises étrangères est convertie en dollars canadiens au cours en vigueur au moment des opérations.

Actifs financiers

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de marché. Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation annuelle de cette provision est imputée aux dépenses.

Les participations dans les entreprises du gouvernement sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Pour les prêts et autres placements assortis de conditions avantageuses importantes, leur valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de l'élément subvention, lequel est constaté à titre de dépense de transfert au moment où ces placements prennent effet. L'écart d'actualisation des prêts et autres placements est amorti sur leur durée, selon la méthode de l'intérêt réel, et est constaté à titre de revenu d'intérêts.

Les placements à long terme sont réduits au moyen de provisions pour moins-values. Une provision est comptabilisée pour les prêts et avances lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte. Pour les autres placements à long terme, une provision est comptabilisée lorsqu'une baisse de valeur durable est constatée. La variation annuelle de ces provisions est imputée aux dépenses. Toute radiation de placement réduit le coût des placements ainsi que la provision pour moins-values relative à ce placement; le solde résiduel est comptabilisé aux dépenses. Le recouvrement subséquent est comptabilisé en réduction des dépenses.

Fonds des générations

Les dépôts à vue et à participation dans un fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont comptabilisés au coût.

Au moment de la disposition des dépôts à participation, l'écart entre le montant encaissé et la valeur comptable de ces unités établie selon la méthode du coût moyen, est imputé aux résultats. Lorsque les dépôts à participation subissent une baisse de valeur durable, leur valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction est prise en compte dans la détermination des résultats de l'exercice.

1. Principales conventions comptables (suite)

Les revenus et les dépenses du Fonds des générations sont comptabilisés selon les conventions comptables au gouvernement.

Passifs

Autres passifs

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Les obligations découlant des emprunts et des autres interventions financières garantis par le gouvernement sont comptabilisées sur la base des pertes probables. La provision est établie sur le solde des interventions financières garanties, diminuée de la valeur de réalisation estimative des sûretés et des cautions obtenues. La variation annuelle de la provision est portée aux dépenses.

L'évaluation des pertes probables est établie en regroupant les interventions financières en différentes classes de risque et en appliquant à chaque classe un taux moyen de perte, basé sur l'expérience passée et la nature des interventions. Dans le cas des entreprises pour lesquelles les interventions financières garanties par le gouvernement affichent un solde cumulatif exceptionnellement élevé ou présentent des caractéristiques particulières, l'évaluation des pertes probables relatives à ces interventions est effectuée selon une analyse cas par cas, peu importe leur classe de risque. Les pertes probables sont révisées annuellement.

Passif environnemental

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité du gouvernement, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif environnemental dès que la contamination survient ou dès que le gouvernement en est informé. Le passif environnemental comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

En raison des difficultés inhérentes à l'évaluation d'un tel passif, les obligations du gouvernement, qui seront constatées jusqu'au 31 mars 2010 à l'égard de terrains contaminés existants au 31 mars 2006, seront imputées aux déficits cumulés.

1. Principales conventions comptables (suite)

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du gouvernement, les obligations au titre des prestations constituées sont évaluées selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement concernant notamment l'inflation, l'intérêt et les salaires des employés. La méthode utilisée est toutefois redressée pour tenir compte de la façon dont les prestations sont gagnées par les salariés.

Charge totale relative aux régimes

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes, y compris le coût des modifications aux régimes ainsi que les amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels, est porté aux dépenses avec contrepartie au compte « Régimes de retraite », soit le passif au titre des régimes. Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels.

Dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite de certains enseignants (RRCE) et des transferts du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE, les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels sont amortis en ligne droite (méthode linéaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à l'ensemble de ces régimes. Les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels des autres régimes de retraite sont toutefois amortis sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à chacun des régimes.

La charge totale relative aux régimes comprend également les frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées avec contrepartie au passif du compte « Régimes de retraite ».

Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)

En vertu de la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)*, le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au passif au titre des régimes de retraite, pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite. Les placements du fonds d'amortissement

1. Principales conventions comptables (suite)

sont évalués à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Les revenus de placement du FARR sont soustraits dans le calcul des frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées.

Autres avantages sociaux futurs

Les obligations à long terme découlant d'autres avantages sociaux accordés à des salariés sont évaluées à l'aide de méthodes actuarielles, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Les obligations et les dépenses correspondantes qui en résultent sont comptabilisées sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les salariés, c'est-à-dire soit en fonction des services rendus, soit en fonction de la survenance du fait donnant droit à cet avantage relié à l'emploi.

Le coût de ces avantages sociaux acquis au cours de l'année, le coût des modifications des dispositions de ces avantages sociaux, les amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels et les frais d'intérêts sur ces obligations sont portés aux dépenses de l'année financière avec contrepartie au compte « Autres avantages sociaux futurs ».

Tout fonds ou caisse institué pour pourvoir au paiement d'obligations reliées à ces autres avantages sociaux futurs, et les revenus qui en découlent, sont comptabilisés sur la base des mêmes conventions comptables que le FARR, en y effectuant les ajustements nécessaires s'il y a lieu.

Dettes

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes.

1. Principales conventions comptables (suite)

Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur au 31 mars.

Les gains ou les pertes de change résultant de la conversion des emprunts sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de chaque emprunt selon la méthode linéaire.

Instruments financiers dérivés

Le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion des risques de change et de taux d'intérêt relatifs aux dettes. Ces instruments financiers sont inscrits au coût.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change associé au remboursement des intérêts et du principal des emprunts et à la gestion de la trésorerie qui en découle, comme les contrats d'échange de devises et les contrats de change à terme, sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur au 31 mars. Les composantes de ces instruments, soit les actifs et les passifs financiers, font l'objet d'une compensation entre elles et sont présentées dans les postes « Dettes ».

Les échanges d'intérêts qui découlent des contrats d'échange de taux d'intérêt utilisés pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt sont rapprochés de la dépense d'intérêts des emprunts auxquels ils se rattachent.

Les gains ou pertes sur les instruments financiers dérivés sont reportés et amortis sur la durée de chaque contrat.

Fonds d'amortissement des dettes

Les titres détenus par le Fonds d'amortissement sont comptabilisés au montant payé au moment de l'achat, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à recevoir à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque titre.

Au moment de la disposition, l'écart entre la valeur comptable et le montant encaissé est imputé aux résultats.

Actifs non financiers

Les terres du domaine public et les ressources naturelles, comme les forêts, l'eau et les ressources minières, dont le gouvernement est titulaire du fait qu'elles ont été dévolues à l'État et non pas achetées, ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés du gouvernement. Les éléments incorporels ne constituent pas des actifs non financiers pour le gouvernement.

1. Principales conventions comptables (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Elles comprennent les terrains, les bâtiments, les aménagements (ex. : ceux des parcs et des bases de plein air), les réseaux complexes (ex. : les barrages, les canaux, les routes et les ponts), le matériel et l'équipement (ex. : les véhicules et les meubles), et le développement informatique.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon une méthode logique et systématique, sur une période correspondant à leur durée de vie utile. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les œuvres d'art et les trésors historiques ne sont pas comptabilisés à titre d'immobilisations; leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec contrepartie aux revenus reportés, à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée aux revenus dans l'année d'acquisition. Les contributions pour l'acquisition d'immobilisations, reçues d'organisations externes au périmètre comptable, sont comptabilisées aux revenus reportés, à l'exception de celles destinées à l'achat de terrains qui sont constatées aux revenus dans l'année d'acquisition. Les revenus reportés sont amortis aux revenus au même rythme que l'amortissement du coût des immobilisations correspondantes.

Investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

L'investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation comprend l'avoir net des organismes de ces réseaux inclus dans le périmètre comptable, les avances qui leur sont accordées par le gouvernement et les fonds d'amortissement afférents à leurs emprunts pour le financement d'immobilisations. L'avoir net est comptabilisé selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation décrite à la section « méthode de consolidation » alors que les avances et les fonds d'amortissement sont comptabilisés selon la convention comptable sur les placements à long terme.

1. Principales conventions comptables (suite)

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les stocks destinés à la vente sont présentés à titre d'actifs financiers.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'année financière pour des services dont le gouvernement bénéficiera au cours de la ou des prochaines années financières. Ces frais seront imputés aux dépenses au moment où le gouvernement bénéficiera des services acquis.

2. Incertitude relative à la mesure

Dans le cadre de la préparation de ses états financiers, le gouvernement doit composer avec l'incertitude relative à la mesure sur certains éléments constatés ou présentés aux états financiers. La détermination de leur valeur repose sur des estimations basées sur différentes hypothèses.

Les estimations sont fondées sur les données les plus fiables disponibles au moment de la préparation des états financiers. Elles sont rajustées chaque année en fonction des nouvelles données disponibles.

L'utilisation d'estimations se rapporte notamment aux sommes à recevoir ou à rembourser relatives à l'impôt sur le revenu et les biens et aux taxes à la consommation établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, aux obligations des régimes de retraite et des autres avantages sociaux évaluées à l'aide de méthodes actuarielles, à la durée de vie utile des immobilisations, au passif environnemental et aux provisions pour créances douteuses des débiteurs, pour moins-values des placements, pour pertes sur les interventions financières garanties et pour pertes résultant de poursuites et réclamations intentées contre le gouvernement.

3. Modifications comptables

Modifications de conventions comptables

Dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007 et de la mesure annoncée au *Budget 2007-2008*, plusieurs conventions comptables du gouvernement ont été modifiées pour les rendre conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public en vigueur en 2006-2007.

Les principales modifications apportées concernent les éléments suivants :

Périmètre comptable et méthode de consolidation

Le critère d'inclusion dans le périmètre comptable du gouvernement repose maintenant sur le contrôle exercé par ce dernier. Par conséquent, le périmètre comptable du gouvernement inclut dorénavant la très grande majorité des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation du gouvernement. Ces entités sont intégrées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Leurs actifs nets sont comptabilisés comme actifs non financiers dans le nouveau poste « Investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ».

Revenus

Les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens, des taxes à la consommation et de droits et permis sont dorénavant comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Auparavant, certains de ces revenus étaient constatés sur la base des montants reçus, lesquels revenus étaient ajustés pour tenir compte des cotisations et des comptes émis avant la fin de l'année financière.

Dépenses

Les facteurs déterminant le moment de constatation des dépenses de transfert, selon le type de transfert, ont été précisés dans les conventions comptables. Ceci implique une réévaluation du moment de la constatation de la dépense.

Placements à long terme

La portion subvention découlant des conditions avantageuses importantes accordées sur des placements et des prêts consentis à des tiers est dorénavant comptabilisée à titre de dépense de transfert.

3. Modifications comptables (suite)

Autres passifs

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité du gouvernement, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont maintenant comptabilisées à titre de passif environnemental dès que la contamination survient ou dès qu'il en est informé. Auparavant, seul le coût des travaux de réhabilitation réalisés et non payés était inscrit à titre de passif.

La provision pour pertes sur les interventions financières garanties s'établit à présent sur le solde restant de ces interventions, alors qu'auparavant elle se calculait sur le montant autorisé au moment de leur autorisation.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Le revenu annuel du Fonds d'amortissement des régimes de retraite est maintenant calculé sur la valeur de marché redressée des placements, alors qu'auparavant il était établi à partir de la valeur aux livres du fonds. De plus, les gains et pertes actuariels à amortir reliés au rendement du fonds sont constatés sur une base annuelle, au lieu de les établir seulement lors des évaluations actuarielles triennales.

La provision pour congés de maladie est établie maintenant sur la base d'une méthode actuarielle, alors qu'auparavant elle était établie sur la base du coût des journées de maladie inutilisées cumulées par les employés.

Les gains et pertes actuariels reliés à la comptabilisation du régime de rentes de survivants sont maintenant amortis sur la durée restante de l'espérance de vie des bénéficiaires au lieu d'être amortis sur une période de cinq ans. De plus, le revenu annuel des actifs est à présent établi sur la base du taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles au lieu d'être basé sur le rendement matérialisé au cours de l'année financière.

Dettes

Les gains et pertes de change sur les contrats de change à court terme sont maintenant constatés sur la durée de ces contrats plutôt que sur la durée restante du portefeuille d'emprunts dans la devise concernée.

3. Modifications comptables (suite)

Stocks et frais payés d'avance

Les stocks et frais payés d'avance sont dorénavant constatés comme actifs non financiers du gouvernement et imputés aux dépenses de l'année financière où les biens sont consommés et les services reçus, alors qu'auparavant ces coûts étaient imputés à la dépense au moment où les biens et services étaient acquis. De plus, les stocks destinés à la vente sont maintenant constatés à titre d'actif financier au lieu d'être imputés à la dépense lors de leur acquisition.

Autres modifications comptables

De plus, la réforme comptable a donné lieu également à certains autres ajustements.

Les principaux ajustements concernent la consolidation ligne par ligne de certains organismes, qui auparavant étaient comptabilisés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation à titre de participation dans des entreprises du gouvernement. Ce changement découle principalement de l'intégration au périmètre comptable du gouvernement des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

L'effet de l'ensemble de ces modifications comptables sur les opérations antérieures au 31 mars 2006 a été comptabilisé rétroactivement, au 1^{er} avril 2006, à titre de redressements à l'état des déficits cumulés de l'année financière se terminant le 31 mars 2007.

Toutefois, les données comparatives de l'année financière se terminant le 31 mars 2006 n'ont pas été retraitées pour tenir compte de ces modifications, les informations financières pour le faire ne pouvant être établies au prix d'un effort raisonnable.

3. Modifications comptables (suite)

	Au 31 mars 2007										
				Passifs			Dettes nettes				
	Revenus	Dépenses	Surplus	Actifs financiers	Dettes	Autres passifs	Déficits cumulés	Investissement net dans les réseaux	Immobilisations	Autres actifs non financiers	Déficits cumulés au 1er avril 2006
	(en millions de dollars)										
Réforme comptable											
Inclusion des réseaux	--	219	(219)	(483)	--	(483)	3 439	(3 439)	--	--	3 220
Revenus selon la comptabilité d'exercice	315	29	286	1 840	--	3 458	1 618	--	--	--	1 904
Dépenses de transfert	(10)	(76)	66	--	--	418	418	--	--	--	484
Prêts et placements à conditions avantageuses	31	27	4	(331)	--	--	331	--	--	--	335
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	--	(68)	68	69	--	(57)	(126)	--	--	--	(58)
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	--	42	(42)	--	--	167	167	--	--	--	125
Avantages sociaux futurs	(30)	11	(41)	9	--	30	21	--	--	--	(20)
Dettes - contrats de change à court terme	--	33	(33)	38	779	--	741	--	--	--	708
Stocks et frais payés d'avance	--	(10)	10	6	--	--	(162)	--	--	156	(152)
Autres	10	21	(11)	(2 854) ⁽¹⁾	(2 946) ⁽¹⁾	50	(66)	--	24	--	(77)
Statut de certains organismes											
Corporation d'hébergement du Québec	(1)	(6)	5	(737)	3 483	222	(27)	2 491	1 976	2	(22)
Financement-Québec	(8)	(9)	1	1 434	12 086	178	(1)	10 831	--	--	--
Autres organismes	302	299	3	(101)	154	35	(24)	--	310	4	(21)
Sous-total: sujets de la réforme comptable	609	512	97	(1 110)	13 556	4 018	6 329	9 883	2 310	162	6 426
Mesure du Budget 2007-2008											
Passif environnemental	--	(5)	5	--	--	463	463	--	--	--	468
Total des impacts	609	507	102	(1 110)	13 556	4 481	6 792	9 883	2 310	162	6 894

(1) Incluant la compensation des dettes au montant de 2 946 millions de dollars au 1^{er} avril 2006 du Fonds de Financement pour le financement des avances à la Corporation d'hébergement du Québec (1 916 millions de dollars) et à Financement-Québec (1 030 millions de dollars).

4. Impôt sur le revenu et les biens

Selon la législation pertinente, les revenus provenant de l'impôt sur le revenu et les biens sont inscrits après déduction des montants suivants :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Impôt sur le revenu des particuliers		
Crédits d'impôt remboursables		
Soutien aux enfants	2 112	2 030
Taxe de vente	495	486
Frais de garde d'enfants	161	177
Maintien à domicile d'une personne âgée	127	97
Nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée	8	75
Prime au travail	355	77
Autres	114	82
Remboursement d'impôts fonciers	276	252
	<u>3 648</u>	<u>3 276</u>
Impôt des sociétés		
Crédits d'impôt remboursables		
Recherche scientifique et développement expérimental	729	609
Production cinématographique	90	94
Déclaration de pourboires	46	48
Salaire des employés travaillant dans la Cité du commerce électronique	56	88
Création d'emplois dans une région désignée	91	61
Crédit en faveur des sociétés établies dans la Cité du multimédia	41	41
Autres	338	268
	<u>1 391</u>	<u>1 209</u>
	<u>5 039</u>	<u>4 485</u>

5. Droits et permis

Selon la législation pertinente, les revenus de droits et permis sont inscrits après déduction des montants suivants :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Revenus bruts	1 841	1 756
Déductions		
Traitements sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	187	188
Contrôle routier	--	56
Autres	13	6
	<u>200</u>	<u>250</u>
Revenus nets	<u>1 641</u>	<u>1 506</u>

6. Transferts du gouvernement fédéral à rembourser

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation et Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux ⁽¹⁾	2 271	2 640
Autres programmes	<u>247</u>	<u>317</u>
	<u><u>2 518</u></u>	<u><u>2 957</u></u>

(1) Incluant un solde de 2 140 millions de dollars, sur un montant original de 2 377 millions de dollars remboursable sur 10 ans à compter de 2006-2007, relatif aux mesures adoptées par le gouvernement fédéral pour atténuer la baisse de transferts en 2003-2004 et 2004-2005. Incluant également un solde de 131 millions de dollars, à rembourser en 2007-2008, sur un montant original de 656 millions de dollars relatif à une modification par le gouvernement fédéral de la méthodologie utilisée pour mesurer la capacité fiscale des provinces à l'impôt foncier en février 2002.

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Passif au titre des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

	Obligations actuarielles constituées	Redresse- ments	Passif au 31 mars 2007	Passif au 31 mars 2006
	(en millions de dollars)			
Régimes de retraite	64 627	(4 906)	59 721	57 193
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	(26 569)	(308)	(26 877)	(22 563)
	<u>38 058</u>	<u>(5 214)</u>	<u>32 844</u>	<u>34 630</u>
Autres avantages sociaux futurs	1 149	27	1 176	1 149
Fonds dédié aux autres avantages sociaux futurs	(400)	(24)	(424)	(357)
	<u>749</u>	<u>3</u>	<u>752</u>	<u>792</u>
	<u>38 807</u>	<u>(5 211)</u>	<u>33 596</u>	<u>35 422</u>

Régimes de retraite

Le gouvernement du Québec contribue à plusieurs régimes de retraite pour l'ensemble de ses employés. Les participants à ces régimes sont les employés des secteurs public et parapublic, les membres de l'Assemblée nationale et les juges de la Cour du Québec.

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 2006	Nombre de prestataires au 31 décembre 2006
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	485 000	146 953
Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)	26 150	17 595
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	825 *	49 037 *
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	950 *	23 974 *
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	5 200	4 269
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	3 100	1 268
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	270	314
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	245	100
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	123	297
	<u>521 863</u>	<u>243 807</u>

* Depuis le 1^{er} juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux participants.

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

Ces régimes sont à « prestations déterminées », ce qui signifie qu'ils garantissent un revenu déterminé aux participants au moment de la retraite, calculé en fonction du revenu moyen des meilleures années, généralement cinq, et du nombre d'années de service des participants. Les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie acquise avant le 1^{er} juillet 1982 et après cette date, elles sont partiellement indexées.

Il y a deux catégories de régimes de retraite : — les régimes de retraite à coûts partagés;
— les régimes de retraite à solde du coût.

Régimes de retraite à coûts partagés

Dans le cas du RREGOP et du RRPE, le gouvernement assume 50 % des coûts pour les années de service à partir du 1^{er} juillet 1982, et 58,33 % (7/12), pour les années de service avant le 1^{er} juillet 1982. Les cotisations des participants et les contributions des employeurs autonomes sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans le cas du RRAPSC, le gouvernement assume 46 % des coûts et les employés une proportion de 54 %. Les cotisations des employés sont versées au Fonds consolidé du revenu.

Dans le cas du RRMSQ, le gouvernement assume 2/3 des coûts du régime pour les années de service à partir du 1^{er} janvier 2007. Le régime était à solde du coût avant cette date. À compter du 1^{er} janvier 2007, les cotisations des participants et les contributions des employeurs relatives à ces années de service sont versées dans deux caisses distinctes à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser mensuellement sa contribution. Sur la base d'évaluations actuarielles que le ministre des Finances requiert, celle-ci détermine les contributions qui pourraient, d'année en année mais au plus tard à tous les trois ans, être capitalisées pour tenir compte des engagements du gouvernement envers ce régime pour les années de service postérieures au 31 décembre 2006.

Régimes de retraite à solde du coût

Les régimes de retraite à solde du coût sont des régimes pour lesquels les employeurs assument la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants. C'est le cas de tous les régimes du gouvernement autres que ceux à coûts partagés énumérés ci-dessus.

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes de tous ces régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu. Le gouvernement assume la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants et les employeurs autonomes.

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

Valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite

La valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite pour le service rendu à une date donnée est évaluée, par les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique les plus probables.

Hypothèses économiques à long terme :

- Rendement, net d'inflation	4,75 %
- Taux d'inflation	2,75 %
- Progression des salaires, nette d'inflation	0,50 %
- Taux d'actualisation des obligations actuarielles au titre des prestations constituées	7,50 %

Passif au titre des régimes de retraite

La comptabilisation du passif du gouvernement au titre des régimes de retraite est effectuée conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard des régimes de retraite du secteur public.

Le passif inscrit des régimes de retraite est établi sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite, en tenant compte de certains redressements relatifs aux gains et pertes actuariels constatés lors des évaluations actuarielles triennales et des extrapolations effectuées entre deux évaluations. Ces gains et pertes sont amortis selon la convention comptable établie à cet égard. Les redressements cumulés en fin d'année financière correspondent principalement au solde non amorti des gains et pertes actuariels et aux ajustements en raison de l'écart de trois mois entre la date d'évaluation des obligations actuarielles au titre de prestations constituées, soit le 31 décembre, et celle du passif au titre des régimes de retraite.

Le passif inscrit au titre des régimes de retraite du gouvernement est estimé à 59 721 millions de dollars au 31 mars 2007 pour l'ensemble des régimes, dont 37 148 millions de dollars pour le RREGOP et le RRPE comme le montre le tableau ci-dessous pour les principaux régimes.

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

	Obligations actuarielles au titre des prestations constituées	Redresse- ments	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2007	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2006
	(en millions de dollars)			
RREGOP				
- service régulier	30 131	(1 891)	28 240	26 063
- service transféré	2 484	(212)	2 272	2 289
RRPE				
- service régulier	6 284	(754)	5 530	5 013
- service transféré	1 236	(130)	1 106	1 109
RRE et RRCE	14 736	(1 330)	13 406	13 724
RRF	4 942	(258)	4 684	4 797
Autres	4 814	(331)	4 483	4 198
Passif au titre des régimes de retraite	64 627	(4 906)	59 721	57 193
Fonds d'amortissement ^{(1) (2)}	(26 569) ⁽³⁾	(308)	(26 877)	(22 563)
	38 058	(5 214)	32 844	34 630

(1) Au cours de l'année financière 2006-2007, la ministre des Finances a investi 3 000 millions de dollars (3 000 millions de dollars en 2005-2006) au Fonds d'amortissement des régimes de retraite; un revenu de placement de 1 440 millions de dollars (1 230 millions de dollars en 2005-2006) a été réinvesti au Fonds d'amortissement pour cette période.

(2) En 2006-2007, le rendement prévu des actifs du Fonds d'amortissement est de 6,79 % (6,98 % en 2005-2006); son rendement réel est de 11,93 % (14,70 % en 2005-2006).

(3) La juste valeur des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 mars 2007 est de 28 859 millions de dollars (23 042 millions de dollars au 31 mars 2006).

Évaluations actuarielles et estimations subséquentes

La valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées est établie sur la base d'évaluations actuarielles et d'extrapolations de ces dernières pour les années entre deux évaluations.

Les extrapolations les plus récentes produites et émises en 2007 ont été établies à partir des évaluations actuarielles :

- au 31 décembre 2005 pour le RRF, le RRE, le RREGOP et le RRPE autre que le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE et le RRPE (RRAS) ;
- au 31 décembre 2004 pour le RRMAN, le RRAPSC, le RRJCQ, le RREFQ et le RRPE (RRAS);
- au 31 décembre 2003 pour le RRCE, le RRMSQ et le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE.

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

Charge totale relative aux régimes

	2007	2006
	(en millions de dollars)	
Charge de retraite		
Coût des prestations constituées excluant les frais d'intérêts	1 542	1 394
Cotisations des salariés	(68)	(78)
Cotisations des employeurs autonomes	(5)	(6)
	<u>1 469</u>	<u>1 310</u>
Coût des modifications	24 ⁽¹⁾	--
Amortissement des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou des pertes actuariels	382	372
	<u>1 875</u>	<u>1 682</u>
Intérêts au titre des régimes de retraite	2 643 ⁽²⁾	2 831 ⁽²⁾
Total	<u><u>4 518</u></u>	<u><u>4 513</u></u>

(1) Un jugement de la Cour supérieure, rendu le 4 juin 2007, implique des modifications aux modalités d'indexation des rentes du Régime de retraite des juges de la Cour du Québec. De plus, la *Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.Q., 2006, c. 10)* introduit également des modifications aux modalités d'indexation des rentes du Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale. Les impacts respectifs de ces modifications sont de 20 millions et 4 millions de dollars, pour un total de 24 millions de dollars au 31 mars 2007.

(2) Après déduction des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite de 1 440 millions de dollars en 2006-2007 (1 230 millions de dollars en 2005-2006).

Financement des régimes de retraite

Évaluations actuarielles à des fins de financement pour le service régulier des régimes de retraite à « coûts partagés » (RREGOP, RRPE, et RRAPSC)

Conformément à la loi, les actuaires de la CARRA effectuent tous les trois ans une évaluation actuarielle à des fins de financement pour chacun des régimes, c'est-à-dire pour déterminer les taux de cotisation des régimes. Pour les fins de ces évaluations, les actuaires tiennent compte des dispositions législatives et des conventions collectives en utilisant la méthode d'évaluation convenue entre les parties de même que des hypothèses économiques plus conservatrices que celles utilisées pour les évaluations aux fins de la comptabilisation.

Selon ces évaluations, l'engagement du gouvernement aux fins de financement est calculé comme étant la caisse qu'il aurait constituée s'il avait eu à verser, depuis 1973, ses cotisations sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer le taux de cotisation des participants. Cette caisse, dans le cas du RREGOP et du RRPE, était estimée, au 31 décembre 2006, à 52 113 millions de dollars à la juste valeur

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

et 54 780 millions de dollars au coût (46 164 millions de dollars à la juste valeur et 50 165 millions de dollars au coût au 31 décembre 2005). Dans le cas du RRAPSC, pour lequel les cotisations des employés ont été versées au Fonds consolidé du revenu, la valeur de la caisse qu'auraient constituée les employés et le gouvernement était de 921 millions de dollars au coût au 31 décembre 2006 (860 millions de dollars au 31 décembre 2005).

L'écart entre ces caisses et le passif inscrit au titre de ces trois régimes représente une somme non exigible qui n'a pas à être comptabilisée au passif du gouvernement. Des associations d'employés-cadres du gouvernement ont présenté une requête à la Cour supérieure du Québec demandant que cette dernière reconnaisse que cet écart constitue un engagement du gouvernement. En juillet 2004, le jugement de la Cour supérieure du Québec relatif à cette requête conclut que :

- le gouvernement, dans ses exercices financiers depuis 1973, a dévoilé convenablement ses engagements financiers, le tout, selon les normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, en regard du partage du coût du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et de celui du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC), partage prévu par les lois concernées;
- le partage du coût dans le financement du régime de retraite concerné, soit le RREGOP, le RRPE et le RRAPSC, ne crée pas un engagement pour le gouvernement d'utiliser les mêmes bases actuarielles que celles employées pour constituer la caisse de retraite des employés participants, d'autant plus que la preuve démontre que le patrimoine de retraite de chacun des employés participants couverts ne risque aucunement d'en subir préjudice, à quelque date que ce soit.

En août 2004, les associations d'employés-cadres du gouvernement ont porté ce jugement en appel. En janvier 2006, la Cour d'appel du Québec a suspendu cet appel pour permettre à des organisations syndicales d'employés participant à ces régimes d'instituer, devant la Cour supérieure du Québec, une nouvelle requête pour jugement déclaratoire sur ce même sujet. En avril 2006, une telle requête a été déposée par ces organisations. Par conséquent, la suspension de l'appel demeurera en vigueur jusqu'au prononcé d'un jugement final de la Cour supérieure sur cette nouvelle requête.

Autres avantages sociaux futurs

En plus des régimes de retraite, le gouvernement parraine deux autres programmes d'avantages sociaux futurs à l'égard de ses employés, soit le programme d'accumulation des congés de maladie et le régime de rentes de survivants. Ces programmes donnent lieu à des obligations à long terme pour le gouvernement, qui assume la totalité des coûts de ces deux programmes.

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Le régime de rentes de survivants prévoit le paiement d'une rente au conjoint et aux enfants à charge à la suite du décès d'une personne admissible. Ce régime vise principalement le personnel d'encadrement et celui assimilé des secteurs public et parapublic, lesquels représentent une proportion de 90 % de la population assurée. Le gouvernement verse des sommes dans un fonds à la Caisse de dépôt et placement du Québec, dédié spécifiquement au paiement des prestations acquises par les bénéficiaires du régime.

Passif au titre des autres avantages sociaux futurs

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie s'accumulent au fur et à mesure que les employés rendent des services au gouvernement. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés. Cette méthode prend en considération la façon dont les avantages sont acquis par les employés.

Pour le régime de rentes de survivants, une obligation est constatée au moment où survient le décès d'une personne admissible. La valeur des obligations est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui établit la valeur actualisée des rentes acquises alors par les bénéficiaires.

Les redressements découlant de gains et pertes actuariels, constatés lors des évaluations actuarielles des obligations de ces deux programmes, sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants dans le cas du programme d'accumulation de congés de maladie et, dans le cas du régime de rentes de survivants, sur la durée moyenne restante de l'espérance de vie des bénéficiaires. Les redressements cumulés en fin d'année financière correspondent principalement au solde non amorti des gains et pertes actuariels.

Évaluations actuarielles et estimations subséquentes

La valeur des obligations actuarielles au titre des droits et rentes acquis est établie sur la base d'évaluations actuarielles ou d'extrapolations de ces dernières pour les années entre deux évaluations. Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une évaluation sur une base actuarielle au 31 mars 2006. Le régime de rentes de survivants a été établi sur la base d'une évaluation

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

actuarielle au 31 décembre 2005. Pour ces deux programmes, des extrapolations au 31 mars 2007 ont été produites.

La valeur des obligations actuarielles est évaluée selon les hypothèses à long terme de nature économique les plus probables suivantes :

	Programme d'accumulation des congés de maladie	Régime de rentes de survivants
- Rendement, net d'inflation	4,75 %	4,75 %
- Taux d'inflation	2,75 %	2,75 %
- Progression des salaires, nette d'inflation	0,50 %	
- Taux d'actualisation des obligations actuarielles au titre des droits et rentes acquis	7,50 %	7,50 %

Passif au titre des autres avantages sociaux futurs

	Obligations actuarielles constituées	Redresse- ments	Passif au titre des autres avantages sociaux futurs au 31 mars 2007	Passif au titre des autres avantages sociaux futurs au 31 mars 2006
	(en millions de dollars)			
Programme d'accumulation de congés de maladie	788		788	791
Régime de rentes de survivants	361	27	388	358
	<u>1 149</u>	<u>27</u>	<u>1 176</u>	<u>1 149</u>
Fonds du régime de rentes de survivants ^{(1) (2)}	<u>(400) ⁽³⁾</u>	<u>(24)</u>	<u>(424)</u>	<u>(357)</u>
	<u><u>749</u></u>	<u><u>3</u></u>	<u><u>752</u></u>	<u><u>792</u></u>

(1) Au cours de l'année financière 2006-2007, un montant de 13 millions de dollars (17 millions de dollars en 2005-2006) a été investi au Fonds du régime de rentes de survivants; un revenu de placement de 24 millions de dollars (33 millions de dollars en 2005-2006) a été réinvesti dans ce fonds pour cette période. Au cours de la même période, des prestations de rentes de 29 millions de dollars (28 millions de dollars en 2005-2006) ont été versées à même les sommes investies dans ce fonds.

(2) En 2006-2007, le rendement prévu des actifs du Fonds du régime de rentes de survivants est de 6,75 % (6,85 % en 2005-2006); son rendement réel est de 13,61 % (16,56 % en 2005-2006).

(3) La juste valeur des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 mars 2007 est de 456 millions de dollars (417 millions au 31 mars 2006).

7. Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite)

Charge totale relative aux autres avantages sociaux futurs

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Charge des autres avantages sociaux futurs		
Coût des droits et rentes acquis	63	17
Amortissement des redressements découlant des gains ou des pertes actuariels	(2)	--
	<u>61</u>	<u>17</u>
Intérêts au titre des autres avantages sociaux futurs	50 ⁽¹⁾	(10) ⁽¹⁾
Total	<u><u>111</u></u>	<u><u>7</u></u>

(1) Après déduction des revenus de placement du Fonds du régime de rentes de survivants de 24 millions de dollars en 2006-2007 (33 millions de dollars en 2005-2006).

8. Gestion du risque et instruments financiers dérivés

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations de remboursement des emprunts venant à échéance et de maintenir ses liquidités au niveau désiré, le gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement et de gestion de la dette axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

La participation à ces marchés implique différents types de risque. Le gouvernement élabore donc des stratégies de gestion du risque par l'utilisation des divers instruments financiers dérivés à sa disposition.

Risque de change

Le risque de change est le risque que les flux monétaires nécessaires au remboursement des intérêts et du capital des emprunts en devises étrangères varient selon les fluctuations des marchés. Afin de gérer ce risque, le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés tels les contrats d'échange de devises ainsi que les contrats de change à terme. Ces contrats ont pour objectif d'échanger des flux monétaires d'une devise contre une autre. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2036.

La structure de la dette au 31 mars 2007, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change, est de 92 % en dollars canadiens, 1 % en dollars américains, 1 % en yens, 3 % en francs suisses et 3 % en euros (au 31 mars 2006 : 89 % en dollars canadiens, 2 % en dollars américains, 3 % en yens et 6 % en francs suisses).

Pour l'exercice 2006-2007, 134 millions de dollars ont été comptabilisés aux résultats à titre d'amortissement du gain de change reporté inclus au service de la dette (126 millions de dollars pour l'exercice 2005-2006).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que le service de la dette varie de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt. Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt, le gouvernement a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt ou à des produits dérivés à court terme. Les contrats d'échange de taux d'intérêt permettent d'échanger le paiement d'intérêts à taux fixe contre des paiements calculés à taux variable ou vice versa, sur une valeur nominale de référence.

La structure de la dette au 31 mars 2007, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt, est de 68 % à taux fixe et de 32 % à taux variable (au 31 mars 2006 : 69 % à taux fixe et 31 % à taux variable).

La dette à taux fixe est celle qui ne viendra pas à échéance et dont les taux ne seront pas modifiés au cours de la prochaine année.

8. Gestion du risque et instruments financiers dérivés (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un contrepartiste fasse défaut à ses obligations contractuelles; un tel événement pouvant entraîner des pertes financières pour le gouvernement. Dans le but de se prémunir contre un tel risque dans le cadre de transactions d'instruments financiers dérivés, le gouvernement s'est doté d'une politique de gestion du risque de crédit qui limite les pertes potentielles par contrepartiste.

Une limite de crédit est fixée pour chaque contrepartiste en fonction principalement de sa cote de crédit. Lors d'un dépassement de cette limite, un processus est mis en place afin que les montants dus par le contrepartiste se retrouvent à l'intérieur des limites fixées.

Le gouvernement transige avec de grandes institutions financières qui possèdent une cote de crédit équivalente ou supérieure à la sienne en prenant comme référence les cotes des grandes agences de cotation. Au 31 mars 2007, la totalité du portefeuille des instruments financiers dérivés était associée à des contrepartistes ayant une cote de crédit équivalente ou supérieure à celle de la province de Québec avec au moins une de ces agences.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que le gouvernement ne puisse rencontrer, à court terme, ses engagements financiers. Afin de contrer ce risque, le gouvernement dispose, auprès de différentes institutions bancaires canadiennes, de marges de crédit totalisant 1 175 millions de dollars canadiens.

De plus, le gouvernement dispose, auprès d'un syndicat bancaire canadien et international, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains.

Au 31 mars 2007, aucun tirage n'est en cours sur ces marges et conventions de crédit.

9. Dettes

Monnaie	2007			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ^{(1) (2)}	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	67 602	67 602	14 031	14 031
En dollar américain	13 046	15 041	500	576
En yen	450 054	4 413		
En euro	7 518	11 591	650	1 002
En franc suisse	1 496	1 423		
Autres devises ⁽⁵⁾		1 571		
Moins				
Instruments financiers dérivés - net		888		(136)
Fonds d'amortissement ⁽⁴⁾		4 190		145
Dettes avant gain (perte) de change reporté		<u>96 563</u>		<u>15 600</u>
Gain (perte) de change reporté		1 885		
		<u>98 448</u>		<u>15 600</u>

(1) Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

Monnaie	2007			
	Fonds de financement	Financement-Québec	Corporation d'hébergement du Québec	Total en équivalent canadien
	Total en équivalent canadien	Total en équivalent canadien	Total en équivalent canadien	Total en équivalent canadien
			(en millions de dollars)	
En dollar canadien	3 054	9 342	1 635	14 031
En dollar américain		576		576
En yen				
En euro		1 002		1 002
En franc suisse				
Autres devises ⁽⁵⁾				--
Moins				
Instruments financiers dérivés - net		(136)		(136)
Fonds d'amortissement	77		68	145
Dettes avant gain (perte) de change reporté	<u>2 977</u>	<u>11 056</u>	<u>1 567</u>	<u>15 600</u>
Gain (perte) de change reporté				--
	<u>2 977</u>	<u>11 056</u>	<u>1 567</u>	<u>15 600</u>

(2) Incluant un montant de 31 millions de dollars au 31 mars 2007 (31 millions de dollars au 31 mars 2006) pour un organisme fiduciaire et un sans but lucratif.

2007					2006	
Travaux d'organismes municipaux ⁽³⁾		Total		Instruments financiers dérivés - net	Total après incidence des instruments financiers dérivés	Total après incidence des instruments financiers dérivés
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)		(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
2 581	2 581	84 214	84 214	25 462	109 676 ⁽⁴⁾	85 700 ⁽⁴⁾
		13 546	15 617	(14 542)	1 075	1 853
		450 054	4 413	(2 331)	2 082	2 849
		8 168	12 593	(9 449)	3 144	(22)
		1 496	1 423	1 681	3 104	5 622
			1 571	(1 573)	(2)	(2)
			752	(752)	--	--
	59		4 394		4 394	3 989
	<u>2 522</u>		<u>114 685</u>	--	<u>114 685</u>	<u>92 011</u>
			1 885		1 885	1 606
	<u>2 522</u>		<u>116 570</u>	--	<u>116 570</u>	<u>93 617</u>

(3) Dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, le gouvernement s'engage, selon une entente signée conjointement avec les municipalités et la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE), à contribuer au financement du coût des travaux en remboursant le capital et les intérêts selon les échéances des emprunts contractés par la SQAE.

(4) Le gouvernement détenait 3 472 millions de dollars de ses titres au 31 mars 2007 (3 815 millions de dollars en 2006), dont 2 206 millions de dollars (2 303 millions de dollars au 31 mars 2006) détenus par le Fonds d'amortissement.

(5) Les autres devises regroupent en 2006 et en 2007 la livre sterling, le peso mexicain et les dollars australien, néo-zélandais et hong-kongais. Un tableau détaillé par monnaie et par catégorie de dette est présenté à l'annexe 17.

9. Dettes (suite)

Taux d'intérêt moyen pondéré ⁽¹⁾

Monnaie	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation		Travaux d'organismes municipaux	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
En dollar canadien	5,62 %	5,42 %	5,01 %	5,93 %	5,40 %	5,44 %
En dollar américain	6,16	6,25	5,10	3,45		5,78
En yen	3,52	3,52				
En euro	4,53	4,47	4,13			7,72
En franc suisse	2,72	2,71				
Taux moyen pondéré	5,47 %	5,36 %	4,95 %	5,93 %	5,40 %	5,59 %

(1) Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux effectif des emprunts.

Échéanciers des dettes après incidence des instruments financiers dérivés

Directe

Échéance au 31 mars ⁽¹⁾	En dollar canadien ⁽⁴⁾	En dollar américain ⁽⁴⁾	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
	(en millions de dollars)						
2008	11 569	(653)	(500)	(587)	(54)		9 775
2009	5 015	22		(1)	2		5 038
2010	6 335	21	(1)	1			6 356
2011	5 472	19	39				5 530
2012	6 527	319	433	(6)		(1)	7 272
	34 918	(272)	(29)	(593)	(52)	(1)	33 971
2013-2017	24 834	93	1 673	3 583	2 686		32 869
2018-2022	2 474	448	242	154	470	(1)	3 787
2023-2027	7 921	(354)	196				7 763
2028-2032	3 945	282					4 227
2033 et plus	13 763	183					13 946
	87 855	380	2 082	3 144	3 104	(2)	96 563

9. Dettes (suite)

Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

Échéance au 31 mars ⁽²⁾	En dollar canadien ⁽⁴⁾	En dollar américain	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2008	2 832						2 832
2009	2 059						2 059
2010	2 012						2 012
2011	487						487
2012	1 971						1 971
	9 361						9 361
2013-2017	4 718						4 718
2018-2022	52						52
2023-2027	402						402
2028-2032	39						39
2033 et plus	1 028						1 028
	15 600						15 600

Travaux d'organismes municipaux

Échéance au 31 mars ⁽³⁾	En dollar canadien ⁽⁴⁾	En dollar américain	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2008	224						224
2009	113						113
2010	319						319
2011	575						575
2012	115						115
	1 346						1 346
2013-2017	1 176						1 176
	2 522						2 522

(1) Cet échéancier tient compte, en 2008, de 2 950 millions de dollars pour les bons du trésor et de 1 951 millions de dollars pour les emprunts temporaires. Il est également établi en tenant compte, pour les produits d'épargne remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 938 millions de dollars en 2008, 410 millions de dollars en 2009, 335 millions de dollars en 2010, 542 millions de dollars en 2011, 450 millions de dollars en 2012 et 2 205 millions de dollars pour les années 2013-2017.

(2) Cet échéancier tient compte, en 2008, de 1 415 millions de dollars pour les emprunts temporaires et de 323 millions de dollars pour les bons du trésor.

(3) Cet échéancier inclut un montant de 23 millions de dollars venant à échéance en 2008 pour les bons du trésor.

(4) Ces échéanciers tiennent compte du Fonds d'amortissement, soit 3 699 millions de dollars pour des dettes en dollars canadiens et 695 millions de dollars pour des dettes en dollars américains.

9. Dettes (suite)

Remboursement de la dette par les fonds d'amortissement ⁽¹⁾

Échéance au 31 mars	En dollar canadien	En dollar américain	Total
	(en millions de dollars)		
2008	22		22
2009	53		53
2010	753		753
2011	418		418
2012	346		346
	<u>1 592</u>		<u>1 592</u>
2013-2017	91		91
2018-2022	26		26
2023-2027	1 362	695	2 057
2028-2032	628		628
	<u>3 699</u>	<u>695</u>	<u>4 394</u>

(1) Les versements aux fonds d'amortissement découlent des engagements pris par le gouvernement dans les prospectus établis lors de l'émission des emprunts.

10. Obligations contractuelles

Dans le cadre de ses opérations, le gouvernement a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles suivantes :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Transferts		
Financement d'acquisition d'immobilisations	7 697	22 878
Ententes	8 237	6 455
	<u>15 934</u>	<u>29 333</u>
Paiements minimaux exigibles non actualisés en vertu de baux de location-exploitation	1 442	1 363
Acquisition d'immobilisations	974	882
Approvisionnement en biens et services	572	306
Autres contrats	599	411
	<u>19 521</u>	<u>32 295</u>

Échéancier

Échéance au 31 mars	Transferts - Financement d'acquisition d'immobilisations	Transferts - Ententes	Baux de location- exploitation	Acquisition d'immobilisations	Approvi- sionnement en biens et services	Autres contrats	Total
	(en millions de dollars)						
2008	805	1 134	235	629	372	282	3 457
2009	742	703	208	210	103	198	2 164
2010	737	589	169	64	50	44	1 653
2011	548	500	140	22	32	24	1 266
2012	801	495	117	2	8	16	1 439
	<u>3 633</u>	<u>3 421</u>	<u>869</u>	<u>927</u>	<u>565</u>	<u>564</u>	<u>9 979</u>
2013-2017	1 876	1 444	389	15	5	23	3 752
2018-2022	479	794	128				1 401
2023-2027	147	777	24				948
2028-2032	61	394	12				467
2033 et plus	13	1 407	18			12	1 450
	<u>6 209</u>	<u>8 237</u>	<u>1 440</u>	<u>942</u>	<u>570</u>	<u>599</u>	<u>17 997</u>
Échéancier indéterminé	1 488		2	32	2		1 524
	<u>7 697</u>	<u>8 237</u>	<u>1 442</u>	<u>974</u>	<u>572</u>	<u>599</u>	<u>19 521</u>

Les obligations contractuelles à l'égard des transferts sont détaillées à l'annexe 20.

11. Éventualités

- A) Dans le cadre de ses différents programmes d'aide financière, le gouvernement garantit des emprunts et d'autres interventions financières effectués par des tiers, pour un montant de 10 487 millions de dollars au 31 mars 2007 (10 774 millions de dollars au 31 mars 2006). Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 21.
- B) Le gouvernement fait l'objet de certaines réclamations; il est également partie impliquée dans des causes devant les tribunaux. Ces différents litiges découlent notamment d'inexécutions de contrats, de dommages subis par des personnes ou des biens et de certains éléments connexes. Dans certains cas, les sommes réclamées sont mentionnées, dans d'autres cas, aucune mention n'en est faite. Les causes pour lesquelles le montant de la réclamation a été établi représentent 1 039 millions de dollars. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. C'est seulement lorsqu'il est probable que ces causes donneront lieu à un déboursé et qu'une estimation raisonnable du montant peut en être faite que le gouvernement inscrit une provision à cet effet dans ses créditeurs et frais à payer.
- C) Différentes Premières Nations du Québec ont intenté des poursuites en dommages et intérêts contre le gouvernement, totalisant 15 925 millions de dollars, en lien avec des revendications territoriales, la reconnaissance de certains droits ancestraux et d'autres éléments connexes. Ces dossiers, à différents stades d'avancement (certains recours sont actuellement suspendus), suivent leur cours et devraient trouver leur dénouement par le biais de négociations ou de jugements à intervenir. La conclusion de ces dossiers étant incertaine, la perte éventuelle que le gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée.
- D) Le gouvernement comptabilise, depuis 2006-2007, un passif environnemental relatif aux coûts de réhabilitation des terrains contaminés dont il a la responsabilité, ou il est probable qu'il en aura la responsabilité, dans la mesure où le montant peut en être estimé. Un recensement des terrains contaminés a été effectué en ce sens. Le 1^{er} avril 2006, un montant de 468 millions de dollars a été inscrit aux autres passifs pour quelque 450 terrains répertoriés.

Dans certains cas, la probabilité que le gouvernement soit appelé à assumer les coûts de réhabilitation n'a pu être établie, dans d'autres cas, la valeur des coûts qu'il devra engager n'a pu être estimée. Le gouvernement s'est donné jusqu'au 31 mars 2010 pour implanter sa nouvelle convention comptable, en raison des difficultés inhérentes à l'évaluation d'un tel passif. Ainsi, les obligations du gouvernement, qui seront constatées jusqu'au 31 mars 2010 à l'égard de terrains contaminés existants au 31 mars 2006, seront imputées aux déficits cumulés.

11. Éventualités (suite)

- E) Le gouvernement peut être appelé à garantir l'exécution de toute obligation à laquelle l'Association des hôpitaux du Québec est tenue relativement à la gestion d'une franchise afférente à un contrat d'assurance responsabilité civile et professionnelle qu'elle a négocié et conclu à l'avantage de ses membres. Il peut aussi avancer à cette association toute somme jugée nécessaire dans le cadre de cette gestion. Cette garantie représente un montant de 90 millions de dollars au 31 mars 2007.

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾

Affaires municipales et Régions

Commission municipale du Québec
Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Commission de protection du territoire agricole du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Assemblée nationale

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Commission de la fonction publique

Conseil exécutif

Commission d'accès à l'information

Culture et Communications

Commission des biens culturels du Québec
Conseil supérieur de la langue française
Office québécois de la langue française

Développement durable, Environnement et Parcs

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Développement économique, Innovation et Exportation

Éducation, Loisir et Sport

Commission consultative de l'enseignement privé
Conseil supérieur de l'éducation

Emploi et Solidarité sociale

Famille, Aînés et Condition féminine

Conseil du statut de la femme
Curateur public ⁽²⁾

Finances

Immigration et Communautés culturelles

Conseil des relations interculturelles

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾ (suite)

Justice

- Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Conseil de la justice administrative
- Conseil de la magistrature
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- Office de la protection du consommateur
- Tribunal des droits de la personne

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

- Commissaire au lobbyisme
- Directeur général des élections – Commission de la représentation
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

Relations internationales

Ressources naturelles et Faune

Revenu

- Registraire des entreprises

Santé et Services sociaux

- Commissaire à la santé et au bien-être
- Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité publique

- Bureau du coroner
- Commission québécoise des libérations conditionnelles

Services gouvernementaux

Tourisme

Transports

- Commission des transports du Québec

Travail

- Commission de l'équité salariale
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
- Conseil des services essentiels

(1) Ces entités ont une année financière qui se termine le 31 mars.

(2) Cette entité effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Organismes, fonds spéciaux, fonds d'amortissement et autre fonds du gouvernement

Organismes ⁽¹⁾

Agence de l'efficacité énergétique
Agence des partenariats public-privé du Québec
Agence métropolitaine de transport (31 décembre)
Autorité des marchés financiers
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec ⁽²⁾ (31 décembre)
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre de services partagés du Québec
Commissaire de l'industrie de la construction
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs
Commission des lésions professionnelles
Commission des normes du travail
Commission des relations du travail
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé
École nationale de police du Québec ⁽²⁾ (30 juin)
École nationale des pompiers du Québec ⁽²⁾ (30 juin)
Financement-Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
Héma-Québec
Institut de la statistique du Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec ⁽²⁾ (30 juin)
Institut national de santé publique du Québec
Investissement Québec
La Financière agricole du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (30 juin)
Office des professions du Québec
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Régie de l'assurance maladie du Québec

Organismes, fonds spéciaux, fonds d'amortissement et autre fonds du gouvernement (suite)

Organismes ⁽¹⁾ (suite)

Régie de l'énergie
Régie des installations olympiques (31 octobre)
Régie du bâtiment du Québec
Régie du cinéma
Services Québec
Société de développement de la Baie James (31 décembre)
Société de développement des entreprises culturelles
Société de financement des infrastructures locales du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal ⁽²⁾ (31 août)
Société de l'assurance automobile du Québec (31 décembre)
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
Société des établissements de plein air du Québec
Société des parcs de sciences naturelles du Québec
Société des Traversiers du Québec
Société d'habitation du Québec (31 décembre)
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec (31 août)
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société immobilière du Québec
Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique
Tribunal administratif du Québec

Fonds spéciaux ⁽¹⁾

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
Fonds de développement du marché du travail
Fonds de développement régional
Fonds de financement
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu
Fonds de gestion de l'équipement roulant
Fonds de l'assurance médicaments

Organismes, fonds spéciaux, fonds d'amortissement et autre fonds du gouvernement (suite)

Fonds spéciaux ⁽¹⁾ (suite)

Fonds de l'état civil
Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds de partenariat touristique
Fonds de perception
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires ⁽³⁾
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police
Fonds des services de santé
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
Fonds d'information foncière
Fonds d'information géographique
Fonds du Centre financier de Montréal
Fonds du patrimoine culturel québécois
Fonds du service aérien gouvernemental
Fonds forestier
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique
Fonds québécois d'initiatives sociales
Fonds relatif à la tempête de verglas
Fonds spécial olympique
Fonds vert

Fonds d'amortissement

Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement (Fonds d'amortissement des dettes)
Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement
Fonds d'amortissement des régimes de retraite
Fonds d'amortissement du Fonds du service aérien gouvernemental

**Organismes, fonds spéciaux, fonds d'amortissement et autre fonds
du gouvernement (suite)**

Autre fonds

Fonds des générations

- (1) Les organismes et les fonds spéciaux ont généralement une année financière qui se termine le 31 mars. Dans le cas contraire, la date de fin d'exercice est indiquée entre parenthèses.
- (2) Ces entités ont une date de fin d'année financière différente du 31 mars 2007, pour lesquelles aucune donnée n'était disponible pour la période comprise entre la fin de leur année financière et le 31 mars 2007.
- (3) Ce fonds effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement**

*Réseau de la santé et des services sociaux***Agences**

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches
Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale
Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière
Agence de la santé et des services sociaux de Laval
Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie
Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides
Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent
Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean
Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James ⁽¹⁾
Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James ⁽¹⁾
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

Établissements publics

Centre André-Boudreau
Centre d'accueil Dixville inc.
Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord
Centre de réadaptation Constance-Lethbridge
Centre de réadaptation de la Gaspésie (Le)
Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal
Centre de réadaptation en alcoolisme et toxicomanie de Chaudière-Appalaches
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) Chaudière-Appalaches
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Bas-Saint-Laurent
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Gabrielle-Major
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Montérégie-Est
Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches
Centre de réadaptation en déficience physique Le Bouclier

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)**

*Réseau de la santé et des services sociaux (suite)***Établissements publics (suite)**

Centre de réadaptation Estrie inc.
Centre de réadaptation Interval
Centre de réadaptation La Maison
Centre de réadaptation La Myriade
Centre de réadaptation Lisette-Dupras
Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve
Centre de santé et de services sociaux Cavendish
Centre de santé et de services sociaux Champlain
Centre de santé et de services sociaux Cléophas-Claveau
Centre de santé et de services sociaux d'Ahuntsic et Montréal-Nord
Centre de santé et de services sociaux d'Antoine-Labelle
Centre de santé et de services sociaux d'Argenteuil
Centre de santé et de services sociaux d'Arthabaska-et-de-L'Érable
Centre de santé et de services sociaux de Beauce
Centre de santé et de services sociaux de Bécancour–Nicolet-Yamaska
Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent
Centre de santé et de services sociaux de Charlevoix
Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi
Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-Lasalle
Centre de santé et de services sociaux de Gatineau
Centre de santé et de services sociaux de Jonquière
Centre de santé et de services sociaux de Kamouraska
Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs
Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord
Centre de santé et de services sociaux de la Côte-de-Gaspé
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Gaspésie
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
Centre de santé et de services sociaux de la Matapédia
Centre de santé et de services sociaux de la Minganie
Centre de santé et de services sociaux de la Mitis
Centre de santé et de services sociaux de la Montagne
Centre de santé et de services sociaux de la MRC-de-Coaticook
Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford
Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Batiscan
Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Gatineau
Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)***Réseau de la santé et des services sociaux (suite)***Établissements publics (suite)**

Centre de santé et de services sociaux du Coeur-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux du Grand Littoral
Centre de santé et de services sociaux du Granit
Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice
Centre de santé et de services sociaux du Haut-St-François
Centre de santé et de services sociaux du Haut-St-Laurent
Centre de santé et de services sociaux du Lac-des-Deux-Montagnes
Centre de santé et de services sociaux du Lac-Témiscamingue
Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière
Centre de santé et de services sociaux du Pontiac
Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé
Centre de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière
Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest-Verdun
Centre de santé et de services sociaux du Suroit
Centre de santé et de services sociaux du Val-St-François
Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville
Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke
Centre de santé et de services sociaux Jardins-Roussillon
Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance
Centre de santé et de services sociaux La Pommeraie
Centre de santé et de services sociaux Les Eskers de l'Abitibi
Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale
Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapdelaine
Centre de santé et de services sociaux Pierre Boucher
Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska
Centre de santé Inuulitsivik
Centre de santé Tulattavik de l'Ungava
Centre de services en déficience intellectuelle Mauricie/Centre-du-Québec
Centre de soins prolongés Grace Dart
Centre d'hébergement et de soins de longue durée de St-Andrew-de-Father-Dowd-et-de-St-Margaret
Centre Dollard-Cormier (Le)
Centre du Florès
Centre hospitalier affilié universitaire de Québec
Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Centre hospitalier de soins de longue durée Juif de Montréal
Centre hospitalier de St. Mary
Centre hospitalier régional de Trois-Rivières
Centre hospitalier Robert-Giffard

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)***Réseau de la santé et des services sociaux (suite)***Établissements publics (suite)**

Centre hospitalier universitaire de Québec
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Centre hospitalier universitaire Ste-Justine
Centre Jean-Patrice-Chiasson/Maison Saint-Georges (Le)
Centre Jellinek
Centre jeunesse de la Mauricie et de Centre-du-Québec (Le)
Centre jeunesse de la Montérégie
Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue
Centre jeunesse de Laval
Centre jeunesse de l'Estrie
Centre jeunesse de Montréal (Le)
Centre jeunesse de Québec
Centre jeunesse des Laurentides
Centre jeunesse du Bas St-Laurent
Centre jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Le)
Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles
Centre local de services communautaire Naskapi
Centre Miriam
Centre montérégien de réadaptation
Centre Normand
Centre Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) inc.
Centre régional de réadaptation La Ressource
Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James ⁽¹⁾
Centre universitaire de santé McGill
Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw (Les)
Centres jeunesse Chaudière-Appalaches (Les)
Centres jeunesse de Lanaudière (Les)
Centres jeunesses de l'Outaouais (Les)
Clair Foyer inc.
Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James ⁽¹⁾
Corporation du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau (La)
Corporation du Centre hospitalier gériatrique Maimonides (La)
Corporation du Centre hospitalier Pierre-Janet (La)
CRDI Normand-Laramée (Centre de réadaptation en déficience intellectuelle)
Domrémy Mauricie/Centre-du-Québec
Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
Hôpital Charles Lemoyne
Hôpital chinois de Montréal (L')
Hôpital de réadaptation Lindsay (L')
Hôpital Douglas

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)**

*Réseau de la santé et des services sociaux (suite)***Établissements publics (suite)**

Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis (L')
Hôpital Jeffery Hale (L')
Hôpital juif de réadaptation
Hôpital Laval
Hôpital Louis-H. Lafontaine
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Hôpital Mont-Sinaï
Hôpital Rivière-des-Prairies
Hôpital Santa Cabrini
Hôtel-Dieu de Lévis
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être inc.
Institut de cardiologie de Montréal
Institut de réadaptation de Montréal (L')
Institut de réadaptation en déficience physique de Québec
Institut Nazareth et Louis-Braille
Institut Philippe-Pinel de Montréal
Institut Raymond-Dewar
Institut universitaire de gériatrie de Montréal
La Résidence de Lachute
Pavillon du Parc
Saint Brigid's Home Inc.
Services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort
Services de réadaptation L'Intégrale
Virage, réadaptation en alcoolisme et toxicomanie (Le)

(1) Ces entités agissent en tant qu'agence et établissement.

*Réseau de l'éducation***Commissions scolaires**

Commission scolaire au Coeur-des-Vallées
Commission scolaire Central Québec
Commission scolaire Crie
Commission scolaire de Charlevoix
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
Commission scolaire de l'Énergie
Commission scolaire de l'Estuaire

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)**

*Réseau de l'éducation (suite)***Commissions scolaires (suite)**

Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
Commission scolaire de la Baie-James
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
Commission scolaire de la Capitale
Commission scolaire de la Côte-du-Sud
Commission scolaire De La Jonquière
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Commission scolaire de la Rivéraine
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
Commission scolaire de Laval
Commission scolaire de Montréal
Commission scolaire de Portneuf
Commission scolaire de Rouyn-Noranda
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
Commission scolaire de Sorel-Tracy
Commission scolaire des Affluents
Commission scolaire des Appalaches
Commission scolaire des Bois-Francs
Commission scolaire des Chênes
Commission scolaire des Chic-Chocs
Commission scolaire des Découvreurs
Commission scolaire des Draveurs
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
Commission scolaire des Hautes-Rivières
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Commission scolaire des Hauts-Cantons
Commission scolaire des Îles
Commission scolaire des Laurentides
Commission scolaire des Monts-et-Marées
Commission scolaire des Navigateurs
Commission scolaire des Patriotes
Commission scolaire des Phares
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Commission scolaire des Premières-Seigneuries
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)**

*Réseau de l'éducation (suite)***Commissions scolaires (suite)**

Commission scolaire des Samares
Commission scolaire des Sommets
Commission scolaire des Trois-Lacs
Commission scolaire du Chemin-du-Roy
Commission scolaire du Fer
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs
Commission scolaire du Lac-Abitibi
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
Commission scolaire du Littoral
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
Commission scolaire du Val-des-Cerfs
Commission scolaire Eastern Shores
Commission scolaire Eastern Townships
Commission scolaire English-Montréal
Commission scolaire Harricana
Commission scolaire Kativik
Commission scolaire Lester-B.-Pearson
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire Marie-Victorin
Commission scolaire New Frontiers
Commission scolaire Pierre-Neveu
Commission scolaire René-Lévesque
Commission scolaire Riverside
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
Commission scolaire Western Québec

Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal

Collèges d'enseignement général et professionnel (Cégeps)

Cégep André-Laurendeau
Cégep Beauce-Appalaches
Cégep d'Ahuntsic
Cégep d'Alma
Cégep de Baie-Comeau
Cégep de Bois-de-Boulogne
Cégep de Chicoutimi
Cégep de Drummondville

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)**

*Réseau de l'éducation (suite)***Collèges d'enseignement général et professionnel (Cégeps) (suite)**

Cégep de Granby–Haute-Yamaska
Cégep de Jonquière
Cégep de la Gaspésie et des Îles
Cégep de La Pocatière
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
Cégep de Lévis-Lauzon
Cégep de Limoilou
Cégep de l'Outaouais
Cégep de Maisonneuve
Cégep de Matane
Cégep de Rimouski
Cégep de Rivière-du-Loup
Cégep de Rosemont
Cégep de Sainte-Foy
Cégep de Saint-Félicien
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep de Saint-Jérôme
Cégep de Saint-Laurent
Cégep de Sept-Îles
Cégep de Sherbrooke
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep de Thetford
Cégep de Trois-Rivières
Cégep de Valleyfield
Cégep de Victoriaville
Cégep du Vieux Montréal
Cégep Édouard Montpetit
Cégep François-Xavier Garneau
Cégep Gérard-Godin
Cégep John Abbott
Cégep Lionel Groulx
Cégep Marie-Victorin
Cégep Montmorency
Cégep régional de Lanaudière
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Champlain Regional College
Collège Dawson
Collège Héritage
Collège Shawinigan
Vanier College

**Organismes des réseaux de la santé et des services sociaux
et de l'éducation du gouvernement (suite)**

Réseau de l'éducation (suite)

Université du Québec et ses universités constituantes

École de technologie supérieure
École nationale d'administration publique
Institut national de la recherche scientifique
Université du Québec
Université du Québec à Chicoutimi
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Rimouski
Université du Québec à Trois-Rivières
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Université du Québec en Outaouais

Entreprises du gouvernement ⁽¹⁾

Capital Financière agricole inc.
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier (31 décembre)
Hydro-Québec ⁽²⁾ (31 décembre)
Immobilière SHQ (31 décembre)
IQ FIER inc.
IQ Immigrants Investisseurs inc.
Loto-Québec
Société des alcools du Québec
Société générale de financement du Québec (31 décembre)
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
Société Innovatech Régions ressources

(1) Les entreprises du gouvernement ont généralement une année financière qui se termine le 31 mars. Dans le cas contraire, la date de fin d'exercice est indiquée entre parenthèses.

(2) Cette entreprise effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

**Ministère, organismes et fonds exerçant des opérations fiduciaires
exclues du périmètre comptable du gouvernement ⁽¹⁾**

Caisse de dépôt et placement du Québec (31 décembre)
Cautionnements individuels des agents de voyages
Comité Entraide – secteurs public et parapublic (31 décembre)
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (31 décembre)
Commission de la construction du Québec (31 décembre)
Conseil de gestion de l'assurance parentale (31 décembre)
Curateur public (partie fiduciaire) (31 décembre)
Fonds central de soutien à la réinsertion sociale (31 décembre)
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'assurance parentale (31 décembre)
Fonds d'assurance-récolte
Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles
Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)
Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages
Fonds d'indemnisation des services financiers
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole
Fonds en fidéicommiss
Fonds en fidéicommiss – Taxe sur les produits et services
Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Hydro-Québec – Régime de retraite (31 décembre)
Ministère du Revenu – Biens sous administration (31 décembre)
Régie des rentes du Québec

(1) Ces organismes et fonds ont généralement une année financière qui se termine le 31 mars. Dans le cas contraire, la date de fin d'exercice est indiquée entre parenthèses.

Détail des revenus

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

	2007		2006
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
	(en millions de dollars)		
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers		18 480	16 450
Cotisations au Fonds des services de santé		5 601	5 563
Impôt des sociétés		4 779	4 787
	<u>27 523</u>	<u>28 860</u>	<u>26 800</u>
Taxes à la consommation			
Vente		9 931	9 656
Carburants		1 728	1 708
Tabac		758	818
Boissons alcooliques		422	414
Pari mutuel		12	13
	<u>13 237</u>	<u>12 851</u>	<u>12 609</u>
Droits et permis			
Véhicules automobiles		1 006	828
Ressources naturelles		208	354
Autres		427	324
	<u>1 265</u>	<u>1 641</u>	<u>1 506</u>
Revenus divers			
Ventes de biens et services		2 341	2 330
Intérêts		705	583
Amendes, confiscations et recouvrements		516	514
	<u>2 934</u>	<u>3 562</u>	<u>3 427</u>
Revenus provenant des entreprises du gouvernement			
Société des alcools du Québec		710	657
Loto-Québec		1 391	1 537
Hydro-Québec		4 043	2 323
Autres		84	37
Revenus affectés au Fonds des générations		(500)	
	<u>4 758</u>	<u>5 728</u>	<u>4 554</u>
Revenus du Fonds des générations	<u>74</u>	<u>584</u>	
Total des revenus autonomes	<u>49 791</u>	<u>53 226</u>	<u>48 896</u>
Transferts du gouvernement fédéral			
Péréquation		5 539	4 798
Transferts pour la santé		3 649	3 185
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		1 070	1 034
Autres programmes		1 712	2 105
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>11 999</u>	<u>11 970</u>	<u>11 122</u>
Total des revenus	<u>61 790</u>	<u>65 196</u>	<u>60 018</u>

Détail des dépenses

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

	2007		2006
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
	(en millions de dollars)		
PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE			
Transfert			
Rémunération		23 780	22 632
Fonctionnement		5 510	5 387
Capital ⁽¹⁾		1 679	1 507
Intérêt ⁽¹⁾		1 125	1 223
Support		13 429	12 971
		45 523	43 720
Rémunération		5 033	4 513
Fonctionnement ⁽²⁾		3 938	3 446
Créances douteuses et autres provisions		596	743
Sous-total	53 828	55 090	52 422
Service de la dette			
Intérêts sur la dette ⁽³⁾		5 981	4 964
Moins			
Revenus d'intérêts sur les prêts et avances aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation		647	208
Revenus sur les placements temporaires		133	28
		5 201	4 728
Intérêts au titre des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs ⁽⁴⁾		2 693	2 831
Sous-total	7 888	7 894	7 559
Déficit annuel des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation		219	
Total des dépenses	61 716	63 203	59 981

(1) Après déduction de 53 millions de dollars, en 2006-2007 de revenus des fonds d'amortissement afférents à des emprunts des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (55 millions de dollars en 2005-2006).

(2) Incluant 1 154 millions de dollars en 2006-2007 (961 millions de dollars en 2005-2006) au titre d'amortissement et réductions de valeur des immobilisations.

(3) Après déduction de 219 millions de dollars de revenus de placement des fonds d'amortissement des emprunts (268 millions de dollars en 2005-2006).

(4) Après déduction de 1 440 millions de dollars de revenus de placement en 2006-2007 du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (1 230 millions de dollars en 2005-2006) et 24 millions de dollars du Fonds du régime de rentes de survivants.

Placements temporaires ^{(1) (2)}
AU 31 MARS 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Bons du trésor	1 021	514
Billets	1 795	1 893
Certificats de dépôt	825	165
Acceptations bancaires	2 100	235
Obligations	38	62
Papiers commerciaux	272	25
Autres	<u>73</u>	<u>33</u>
	<u><u>6 124</u></u>	<u><u>2 927</u></u>

(1) Les taux de rendement des placements temporaires varient principalement de 2,0 % à 11,75 %.

(2) Incluant 1 179 millions de dollars au 31 mars 2007 (1 340 millions de dollars au 31 mars 2006) de titres émis par le gouvernement.

Débiteurs
 AU 31 MARS 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Agents et mandataires		
Impôt sur le revenu et les biens	1 276	1 105
Taxes à la consommation	2 272	1 851
Droits et permis	2	112
	<u>3 550</u>	<u>3 068</u>
Débiteurs		
Impôt sur le revenu et les biens	5 072	2 729
Taxes à la consommation	1 123	934
Droits et permis	194	153
Revenus divers	1 925	1 597
Recouvrements de dépenses et autres	377	376
	<u>8 691</u>	<u>5 789</u>
Provision pour créances douteuses	<u>(1 097)</u>	<u>(999)</u>
	<u>7 594</u>	<u>4 790</u>
Revenus provenant des entreprises du gouvernement - dividendes	225	117
Transferts du gouvernement fédéral	1 699	1 440
Comptes à fin déterminée	168	152
Intérêts courus sur placements	199	8
	<u>13 435</u>	<u>9 575</u>

Participations dans les entreprises du gouvernement

AU 31 MARS 2007

Participations dans les entreprises du gouvernement

		2007	2006
	Prêts et avances	Participations dans les entreprises du gouvernement	Participations dans les entreprises du gouvernement
	Valeur de consoli- dation	(en millions de dollars)	
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾	23	23	22
Corporation d'hébergement du Québec ⁽⁶⁾	--	--	164
Financement-Québec ⁽⁶⁾	--	--	77
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ⁽²⁾	3	3	6
Hydro-Québec ^{(2) (5)}	7	21 009	18 418
Immobilière SHQ ⁽³⁾	61	61	49
IQ FIER inc. ^{(1) (5)}	87	83	44
IQ Immigrants Investisseurs inc. ⁽¹⁾	45	45	33
Loto-Québec ⁽¹⁾	135	135	135
Société de développement de la Baie-James ⁽⁶⁾	--	--	7
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽⁶⁾	--	--	(75)
Société des alcools du Québec ⁽¹⁾	37	37	36
Société des établissements de plein air du Québec ⁽⁶⁾	--	--	41
Société générale de financement du Québec ⁽²⁾	1 996	1 996	1 848
Société Innovatech du Grand Montréal ⁽⁴⁾	5	5	5
Société Innovatech du Sud du Québec ⁽¹⁾	14	14	10
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches ⁽¹⁾	57	57	70
Société Innovatech Régions ressources ⁽⁴⁾	29	29	28
Total	94	23 497	20 918

(1) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 mars 2007.

(2) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2006 et ajustée avec les résultats intermédiaires non vérifiés au 31 mars 2007.

(3) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2006.

(4) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers non vérifiés au 31 mars 2007.

(5) Les prêts et avances à Hydro-Québec ont une échéance indéterminée, alors que ceux de IQ FIER inc. ne portent pas intérêt et viennent à échéance entre juin 2020 et septembre 2021.

(6) En 2006-2007, le statut d'entreprise de ces entités a été modifié pour celui d'organisme du gouvernement, en raison soit de l'intégration au périmètre comptable des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, soit de l'évolution de leurs activités d'exploitation et de leur situation financière.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
 AU 31 MARS 2007

Sommaire des états financiers des entreprises du gouvernement

	2007		
	État des résultats		
	Revenus	Dépenses	Surplus (déficit)
	(en millions de dollars)		
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾	1	2	(1)
Corporation d'hébergement du Québec ⁽⁶⁾			
Financement-Québec ⁽⁶⁾			
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ⁽²⁾	1	4	(3)
Hydro-Québec ⁽²⁾	12 105	8 364	3 741
Immobilière SHQ ⁽²⁾	201	189	12
IQ FIER inc. ⁽¹⁾	1	4	(3)
IQ Immigrants Investisseurs inc. ⁽¹⁾	104	92	12
Loto-Québec ⁽¹⁾	3 700	2 232	1 468
Société de développement de la Baie-James ⁽⁶⁾			
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽⁶⁾			
Société des alcools du Québec ⁽¹⁾	2 367	1 657	710
Société des établissements de plein air du Québec ⁽⁶⁾			
Société générale de financement du Québec ⁽²⁾	1 565	1 490	75
Société Innovatech du Grand Montréal ⁽³⁾			
Société Innovatech du Sud du Québec ⁽¹⁾	7	3	4
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ⁽¹⁾	4	16	(12)
Société Innovatech Régions ressources ⁽³⁾			
	<u>20 056</u>	<u>14 053</u>	<u>6 003</u>
Revenus affectés au Fonds des générations			(500)
Redressements ⁽⁴⁾			
Ajustements ⁽⁵⁾			225
			<u>5 728</u>

(1) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 mars 2007.

(2) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2006.

(3) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers non vérifiés au 31 mars 2007.

(4) Les redressements découlent principalement de l'application depuis le 1^{er} janvier 2007, par certaines entreprises du gouvernement, des nouvelles normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur privé relatives aux instruments financiers.

(5) Les ajustements découlent principalement des résultats intérimaires non vérifiés au 31 mars 2007.

(6) En 2006-2007, le statut d'entreprise de ces entités a été modifié pour celui d'organisme du gouvernement, en raison soit de l'intégration au périmètre comptable des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, soit de l'évolution de leurs activités d'exploitation et de leur situation financière.

						2007	2006
Actifs			Passifs				
Actifs financiers	Actifs non financiers	Total	Dettes	Autres	Total	Avoir net	Avoir net
(en millions de dollars)							
23		23				23	22
						--	164
						--	77
3		3				3	6
7 808	55 440	63 248	35 828 ⁽⁷⁾	8 580	44 408	18 840	17 376
452	1 639	2 091	1 975	55	2 030	61	49
85		85	87	2	89	(4)	(1)
2 581	80	2 661	2 610	6	2 616	45	33
305	772	1 077		942	942	135	135
						--	7
						--	(71)
305	268	573	7	529	536	37	36
						--	41
1 262	1 267	2 529	410 ⁽⁸⁾	219	629	1 900	1 824
13		13	8		8	5	5
14		14				14	10
57		57				57	70
29		29				29	28
<u>12 937</u>	<u>59 466</u>	<u>72 403</u>	<u>40 925</u>	<u>10 333</u>	<u>51 258</u>	<u>21 145</u>	<u>19 811</u>
						830	
						<u>1 428</u>	<u>1 055</u>
						<u>23 403</u>	<u>20 866</u>

(7) Le gouvernement garantit des emprunts contractés en différentes monnaies par cette entreprise. La valeur nette de ces emprunts s'élève à 34 742 millions de dollars au 31 mars 2007 (33 917 millions de dollars au 31 mars 2006). Ce montant inclut une garantie financière pour Gentilly-2 de 685 millions de dollars en 2007 (525 millions de dollars en 2006), pour laquelle Hydro-Québec a constitué une fiducie de 36 millions de dollars (32 millions de dollars en 2006).

(8) Les emprunts au montant de 341 millions de dollars au 31 décembre 2006 (368 millions de dollars en 2005) de certaines entreprises et filiales de la Société sont garantis par différents types de sûretés sur les débiteurs, stocks et autres actifs corporels et incorporels ainsi que par des hypothèques sur l'universalité des biens dont la valeur comptable totalise 962 millions de dollars au 31 décembre 2006 (956 millions de dollars en 2005).

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
 AU 31 MARS 2007

Échéancier des dettes après incidence des instruments financiers dérivés

	Remboursement des dettes à long terme pour les prochains exercices					2013 et	Total
	2008	2009	2010	2011	2012	suivants	
	(en millions de dollars)						
Hydro-Québec	1 352	1 520	1 585	386	3 058	27 927	35 828
Immobilière SHQ	70	74	79	85	91	1 576	1 975
IQ FIER inc.						87	87
IQ Immigrants Investisseurs inc.	319	535	706	516	534		2 610
Société des alcools du Québec	1	1	1	2	2		7
Société générale de financement du Québec	106	24	19	21	27	213	410
Société Innovatech du Grand Montréal						8	8
	<u>1 848</u>	<u>2 154</u>	<u>2 390</u>	<u>1 010</u>	<u>3 712</u>	<u>29 811</u>	<u>40 925</u> ⁽¹⁾

(1) Dont 236 millions de dollars de dettes contractées auprès du gouvernement.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2007

Quotes-parts du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement

Depuis le 1^{er} janvier 2007, certaines entreprises du gouvernement doivent se conformer aux nouvelles normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur privé relatives aux instruments financiers. Elles ont adopté les recommandations du chapitre 3855 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », qui présente les exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des instruments financiers, et du chapitre 3865, « Couvertures », qui précise la manière d'appliquer la comptabilité de couverture et les informations à fournir dans ce contexte. Elles ont aussi adopté les recommandations du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et du chapitre 1530, « Résultat étendu ». Ce dernier établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu, qui regroupe le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

Hydro-Québec

L'application de ces nouvelles normes a eu pour effet d'augmenter les bénéfices non répartis de la Société de 298 millions de dollars au 1^{er} janvier 2007. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'abolition des règles transitoires liées à l'application de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13 du Manuel de l'ICCA, intitulée « Relations de couverture », par l'inefficacité cumulée des couvertures et par le passage de la méthode linéaire à la méthode du taux d'intérêt effectif pour l'amortissement des actifs et des passifs financiers.

Également, l'application de ces nouvelles normes a eu pour effet d'augmenter de 479 millions de dollars le cumul des autres éléments du résultat étendu au 1^{er} janvier 2007. Cette hausse découle essentiellement de la comptabilisation de la partie efficace des relations de couverture de flux de trésorerie.

Le gouvernement a donc corrigé et augmenté au 1^{er} avril 2006 sa participation dans cette entreprise de 777 millions de dollars, sans redresser les résultats des années antérieures.

Société générale de financement du Québec

L'application de ces nouvelles normes a eu pour effet de diminuer le déficit cumulé de la Société de 4 millions de dollars au 1^{er} janvier 2007. Cette diminution s'explique essentiellement par la comptabilisation de l'ajustement de la juste valeur de la dette à long terme au 1^{er} janvier 2007 d'une filiale consolidée ligne par ligne dans les états financiers de la Société.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2007

Quotes-parts du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement (suite)**Société générale de financement du Québec** (suite)

Également, l'application de ces nouvelles normes a eu pour effet d'augmenter de 49 millions de dollars le cumul des autres éléments du résultat étendu au 1^{er} janvier 2007. Cette hausse découle essentiellement de la comptabilisation de l'ajustement de la juste valeur des actifs disponibles à la vente au 1^{er} janvier 2007, soit les placements à long terme dans les filiales de la Société.

Le gouvernement a donc corrigé et augmenté au 1^{er} avril 2006 sa participation dans cette entreprise de 53 millions de dollars, sans redresser les résultats des années antérieures.

Impact total

Ces redressements ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants:

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
Participations dans les entreprises du gouvernement	830
Déficits cumulés et dette nette au début de l'exercice	(830)

L'impact de ces nouvelles normes sur les revenus provenant des entreprises du gouvernement de l'exercice ne peut être établi.

*Engagements***Hydro-Québec**

Hydro-Québec prévoit des investissements en immobilisations de 4 204 millions de dollars en 2007 (3 972 millions de dollars en 2006).

Au 31 décembre 2006, la Société avait pris des engagements en vertu de contrats d'achat d'électricité, ces contrats représentant une puissance installée d'environ 3 960 MW. Elle prévoit acheter annuellement environ 13 TWh d'énergie au cours de la durée de ces contrats, qui s'étalent jusqu'en 2045. La plupart de ces contrats comportent des clauses de renouvellement.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2007

*Engagements (suite)***Hydro-Québec (suite)**

Compte tenu de l'ensemble des contrats d'achat d'électricité, la Société prévoit effectuer les paiements suivants au cours des cinq prochains exercices :

	<u>31 décembre 2006</u>
	(en millions de dollars)
2007	942
2008	1 047
2009	1 132
2010	1 166
2011	1 189
Total	<u><u>5 476</u></u>

IQ Immigrants Investisseurs inc.

Dans le cours normal de ses activités, cette entreprise a contracté divers engagements pour un montant de 142 millions de dollars en 2007 (142 millions de dollars en 2006). Ceux-ci représentent les montants de contributions financières non remboursables dont le déboursement n'a pas été autorisé, de même que les sommes affectées aux contributions financières à Emploi-Québec dont la dépense n'a pas été encourue par celui-ci. Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins de liquidités futurs, car certains de ceux-ci peuvent être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Par ailleurs, la Société s'est engagée pour un montant de 35 millions de dollars en 2007 (24 millions de dollars en 2006) à verser des honoraires aux intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander et pour la fermeture de dossiers d'immigrants investisseurs.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2007

*Engagements (suite)***IQ FIER inc.**

Dans le cours normal de ses activités, cette entreprise a contracté divers engagements pour un montant de 219 millions de dollars (205 millions en 2006). Ceux-ci représentent les ententes d'investissements autorisées par la Société. Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins de liquidités futurs, car certains de ceux-ci expireront ou pourront être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Société générale de financement du Québec

La Société s'est engagée à faire l'acquisition d'immobilisations corporelles et l'achat de services et de matières premières totalisant 37 millions de dollars au cours des prochains exercices (31 millions en 2006).

Diverses entreprises

Certaines entreprises du gouvernement se sont engagées, au 31 mars 2007, en vertu de contrats de location-exploitation et de baux à long terme à effectuer des paiements minimaux exigibles non actualisés pour des montants totalisant 491 millions de dollars (556 millions de dollars en 2006).

Échéancier

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
2008	72
2009	70
2010	65
2011	59
2012	<u>47</u>
	313
2013-2017	<u>178</u>
	<u><u>491</u></u>

Dans le cours normal de leurs activités, certaines entreprises contractent divers engagements. Ces derniers totalisant 141 millions de dollars (164 millions de dollars en 2006) représentent des engagements autorisés qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2007. Certains de ces montants pourraient ne pas être versés si les événements ne sont pas réalisés.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2007

*Éventualité***Hydro-Québec**

Hydro-Québec a fourni aux acquéreurs de ses participations des garanties concernant l'ensemble des déclarations et garanties contenues dans les conventions de vente, pour lesquelles aucun passif n'a été comptabilisé. Le risque éventuel maximal quantifiable en vertu de ces garanties représente environ 322 millions de dollars. Les déclarations et garanties d'Hydro-Québec sont valables pour une période se terminant au plus tard le 24 février 2008, sauf en ce qui a trait aux passifs fiscaux éventuels et à certaines autres déclarations usuelles, qui sont en vigueur jusqu'à l'échéance des périodes de prescription applicables.

Au 31 mars 2007, la responsabilité potentielle maximale au titre des lettres de crédit ou des cautionnements s'élevait à 391 millions de dollars (410 millions de dollars en 2006). De ce montant, 310 millions de dollars (313 millions de dollars en 2006) concernent les achats d'énergie et un passif de 14 millions de dollars (23 millions de dollars en 2006) a été comptabilisé à cet égard. Certaines garanties viennent à échéance entre 2007 et 2019, alors que d'autres ont une échéance indéterminée.

Opérations et soldes importants des entreprises avec les ministères, les organismes et les fonds spéciaux

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
Opérations interorganismes	
Revenus	156
Dépenses	855
Soldes interorganismes	
Actifs financiers	2 885
Actifs non financiers- Revenus reportés en diminution des immobilisations	71
Dette à long terme	248
Autres passifs	454
Avoir net	
Dividendes	
Hydro-Québec	2 342
Loto-Québec	1 391
Société des alcools du Québec	709
Contributions au gouvernement du Québec pour des comptes à fin déterminée	61

Placements à long terme

AU 31 MARS 2007

	2007			2006	
	Actions et mise de fonds ⁽⁶⁾	Obligations et billets	Prêts et avances ⁽⁶⁾	Total	Total
	(en millions de dollars)				
Municipalités et organismes municipaux					
Municipalités		5 ⁽¹⁾		5	3
Organismes municipaux			1 ⁽¹⁾	1	2
		<u>5</u>	<u>1</u>	<u>6</u>	<u>5</u>
Particuliers, organismes, entreprises et autres					
Étudiants			831 ⁽²⁾	831	817
Entreprises	198	18 ⁽⁸⁾	1 120 ^{(3) (4) (5)}	1 336	1 726
Universités exclues du périmètre comptable		1 265 ^{(1) (8)}		1 265	--
Organismes fiduciaires et sans but lucratif			31 ⁽⁸⁾	31	31
Autres		121 ⁽⁸⁾	803 ⁽⁸⁾	924	910
	<u>198</u>	<u>1 404</u>	<u>2 785</u>	<u>4 387</u>	<u>3 484</u>
Provisions pour moins-values	<u>(38)</u>		<u>(828)</u>	<u>(866)</u>	<u>(1 007)</u>
	<u>160</u>	<u>1 404</u>	<u>1 957</u>	<u>3 521</u>	<u>2 477</u>
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec			161 ⁽⁹⁾	161	201
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation					
Financement-Québec				--	1 030
Corporation d'hébergement du Québec				--	1 916
Actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation				--	544
				<u>--</u>	<u>3 490</u>
	<u>160</u>	<u>1 409</u>	<u>2 119</u>	<u>3 688</u>	<u>6 173</u>

- (1) Les obligations et billets et les prêts et avances aux municipalités et aux organismes municipaux portent intérêt à des taux variant de 3,55 % à 10,0 %.
- (2) Les prêts et avances aux étudiants portent intérêt à des taux variant de 4,25 % à 14,875 %.
- (3) Les prêts aux entreprises portent intérêt à des taux pouvant atteindre 15,0 %.
- (4) Les garanties reçues à l'égard des prêts et avances sont de 151 millions de dollars au 31 mars 2007 (118 millions de dollars au 31 mars 2006).
- (5) Les prêts et avances comprennent, entre autres, des prêts qui présentent des clauses particulières de remboursement basées sur des redevances, pour un montant total de 100 millions de dollars.
- (6) Ces placements ont été réduits de 331 millions de dollars au 31 mars 2007 pour refléter la portion subvention reliée à des conditions avantageuses importantes.
- (7) Les obligations et billets aux universités exclues du périmètre comptable du gouvernement ont financé des investissements en immobilisations et sont remboursables principalement au moyen de crédits budgétaires ultérieurs du gouvernement.
- (8) Tous les autres prêts et avances ainsi que les obligations et billets portent intérêt à des taux pouvant atteindre 12,25 %.
- (9) En vertu de la *Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17)*, le gouvernement a créé un fonds d'amortissement dont les sommes déposées par le ministre responsable sont affectées exclusivement au remboursement d'emprunts (principal et intérêts) pour le financement d'immobilisations des établissements universitaires du Québec.

Placements à long terme (suite)
AU 31 MARS 2007

Échéancier des placements

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
2008	488
2009	401
2010	360
2011	251
2012	<u>551</u>
	2 051
2013-2017	1 208
2018-2022	58
2023-2027	15
2028-2032	23
2033 et plus	<u>270</u>
	3 625
Échéance indéterminée	<u>394</u>
	4 019
Montant imputé aux résultats pour refléter la portion subvention reliée à des placements à long terme assortis de conditions avantageuses importantes	<u>(331)</u>
	<u>3 688</u>

Fonds des générations

AU 31 MARS 2007

Le Fonds des générations, créé le 1^{er} janvier 2007 en vertu de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (L.R.Q., c. R-2.2.0.1)*, a pour objet de réduire la dette du gouvernement. En vertu de la loi, ce fonds est affecté exclusivement au remboursement de la dette du gouvernement.

Revenus
pour l'année financière terminée le 31 mars 2007

	2007	
	Budget	Résultats réels
	(en millions de dollars)	
Revenus propres		
Redevances hydrauliques	73	76
Biens non réclamés		5
Revenus de placement		
Revenus sur dépôts à participation	1	2
Intérêts sur dépôts à vue		1
Total des revenus propres	<u>74</u>	<u>84</u>
Revenus affectés par le gouvernement		
Revenus provenant de la vente de la participation d'Hydro-Québec dans Transelec Chile		500
Revenus	<u><u>74</u></u>	<u><u>584</u></u>

Fonds des générations (suite)
 AU 31 MARS 2007

 Évolution du solde du fonds
 pour l'année financière terminée le 31 mars 2007

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
Solde au début	--
Plus	
Revenus	<u>584</u>
Solde à la fin	<u><u>584</u></u>

 État de la situation financière
 au 31 mars 2007

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
Dépôts à la Caisse de dépôt et placement du Québec	
Dépôts à vue	28
Revenus de placement à recevoir	2
Dépôts à participation ⁽¹⁾	<u>544</u>
	<u>574</u>
Débiteurs	<u>10</u>
Solde du fonds	<u><u>584</u></u>

(1) Les dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds à la fin de chaque mois. Au 31 mars 2007, le Fonds des générations possédait 543 479 unités de participation dont la juste valeur des unités était de 546 millions de dollars.

Découvert bancaire
AU 31 MARS 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	<u>764</u>	<u>624</u>
Moins		
Espèces en banque	360	272
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	<u>220</u>	<u>125</u>
	<u>580</u>	<u>397</u>
	<u><u>184</u></u>	<u><u>227</u></u>

Créditeurs et frais à payer

AU 31 MARS 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Rémunération ^{(1) (2)}	1 548	1 117
Impôts et taxes à rembourser		
Impôt sur le revenu et les biens	2 532	187
Taxes à la consommation	1 362	189
Fournisseurs	1 758	1 373
Avances des fonds en fidéicomis	187	434
Comptes d'accord de perception fiscale	21	101
Intérêts courus sur emprunts	2 766	2 342
Transferts ⁽¹⁾	<u>2 737</u>	<u>3 039</u>
	<u><u>12 911</u></u>	<u><u>8 782</u></u>

(1) Incluant une provision pour l'équité salariale de 450 millions de dollars (1 171 millions de dollars au 31 mars 2006) répartie entre les postes Rémunération et Transferts.

(2) Incluant les vacances et le temps supplémentaire à payer.

Revenus reportés

AU 31 MARS 2007

	2007	2006
	(en millions de dollars)	
Droits d'immatriculation et de permis de conduire	591	572
Transferts du gouvernement fédéral ⁽¹⁾	1 311	1 028
Contributions reportées liées à l'acquisition d'immobilisations	715	485
Frais de garantie d'emprunts d'Hydro-Québec	127	--
Comptes à fin déterminée	70	96
Autres	105	39
	2 919	2 220

(1) Ces sommes sont grevées d'affectations d'origine externe et doivent être utilisées pour les fins suivantes :

	2007			2006	
	Solde au début	Nouveaux transferts	Constatation aux revenus	Solde à la fin	Solde à la fin
	(en millions de dollars)				
Infrastructures municipales et locales	233	233	105	361	233
Réduction du temps d'attente (en santé)	704		423	281	704
Infrastructures en matière d'éducation postsecondaire		235		235	
Logement abordable		188		188	
Infrastructures de transport en commun		116		116	
Entretien de barrages reçus du gouvernement fédéral		44		44	
Logement des autochtones hors réserve		38		38	
Autres	91	16	59	48	91
	1 028	870	587	1 311	1 028

Autres passifs
AU 31 MARS 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	601	711
Passif environnemental	463	--
Provision pour financer les immobilisations d'établissements universitaires du Québec	161	201
Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	<u>--</u>	<u>544</u>
	<u><u>1 225</u></u>	<u><u>1 456</u></u>

Dettes

AU 31 MARS 2007

Monnaie	2007							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation		Travaux d'organismes municipaux		Total	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
EN DOLLAR CANADIEN								
Emprunts temporaires ⁽¹⁾	1 951	1 951	1 415	1 415			3 366	3 366
Bons du trésor	2 950	2 950	323	323	23	23	3 296	3 296
Produits d'épargne	4 879	4 879					4 879	4 879
Obligations et billets	57 692	57 692	12 293	12 293	2 558	2 558	72 543	72 543
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	130	130					130	130
Contrats d'échange de devises	23 748	23 748	1 714	1 714			25 462	25 462
	91 350	91 350	15 745	15 745	2 581	2 581	109 676	109 676
EN DOLLAR AMÉRICAIN								
Obligations et billets	13 046	15 041	500	576			13 546	15 617
Contrats d'échange de devises	(12 114)	(13 966)	(500)	(576)			(12 614)	(14 542)
	932	1 075	--	--			932	1 075
EN YEN								
Obligations et billets	450 054	4 413					450 054	4 413
Contrats d'échange de devises	(237 700)	(2 331)					(237 700)	(2 331)
	212 354	2 082					212 354	2 082
EN EURO								
Obligations et billets	7 518	11 591	650	1 002			8 168	12 593
Contrats d'échange de devises	(5 478)	(8 447)	(650)	(1 002)			(6 128)	(9 449)
	2 040	3 144	--	--			2 040	3 144
EN FRANC SUISSE								
Obligations et billets	1 496	1 423					1 496	1 423
Contrats d'échange de devises	1 768	1 681					1 768	1 681
	3 264	3 104					3 264	3 104
Montants à reporter		100 755		15 745		2 581		119 081

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2007

Monnaie	2007							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation		Travaux d'organismes municipaux		Total	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
Montants reportés		100 755		15 745		2 581		119 081
EN LIVRE STERLING								
Obligations et billets	199	452					199	452
Contrats d'échange de devises	(200)	(454)					(200)	(454)
	(1)	(2)					(1)	(2)
EN PESO MEXICAIN								
Obligations et billets	1 500	157					1 500	157
Contrats d'échange de devises	(1 500)	(157)					(1 500)	(157)
	--	--					--	--
EN DOLLAR AUSTRALIEN								
Obligations et billets	647	604					647	604
Contrats d'échange de devises	(647)	(604)					(647)	(604)
	--	--					--	--
EN DOLLAR NÉO-ZÉLANDAIS								
Obligations et billets	299	247					299	247
Contrats d'échange de devises	(299)	(247)					(299)	(247)
	--	--					--	--
EN DOLLAR HONG-KONGAIS								
Obligations et billets	750	111					750	111
Contrats d'échange de devises	(750)	(111)					(750)	(111)
	--	--					--	--
		100 753		15 745		2 581		119 079
Moins								
Fonds d'amortissement		4 190		145		59		4 394
Dettes avant gain (perte) de change reporté		96 563		15 600		2 522		114 685
Gain (perte) de change reporté		1 885						1 885
		98 448		15 600		2 522		116 570

(1) Les emprunts temporaires en 2007 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 240 millions de dollars et des billets à escompte pour 3 126 millions de dollars.

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2007

	2006							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation		Travaux d'organismes municipaux		Total	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
Monnaie								
EN DOLLAR CANADIEN								
Emprunts temporaires ⁽¹⁾	1 376	1 376					1 376	1 376
Bons du trésor	2 895	2 895	331	331	74	74	3 300	3 300
Produits d'épargne	4 580	4 580					4 580	4 580
Obligations et billets	48 129	48 129	2 711	2 711	2 274	2 274	53 114	53 114
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	136	136					136	136
Contrats d'échange de devises	22 791	22 791	3	3	400	400	23 194	23 194
	79 907	79 907	3 045	3 045	2 748	2 748	85 700	85 700
EN DOLLAR AMÉRICAIN								
Obligations et billets	13 168	15 369	3	3	143	167	13 314	15 539
Contrats d'échange de devises	(11 579)	(13 516)	(3)	(3)	(143)	(167)	(11 725)	(13 686)
	1 589	1 853	--	--	--	--	1 589	1 853
EN YEN								
Obligations et billets	452 450	4 494					452 450	4 494
Contrats d'échange de devises	(165 599)	(1 645)					(165 599)	(1 645)
	286 851	2 849					286 851	2 849
EN EURO								
Obligations et billets	7 562	10 714			99	141	7 661	10 855
Contrats d'échange de devises	(7 577)	(10 736)			(99)	(141)	(7 676)	(10 877)
	(15)	(22)			--	--	(15)	(22)
EN FRANC SUISSE								
Obligations et billets	1 003	899					1 003	899
Contrats d'échange de devises	5 272	4 723					5 272	4 723
	6 275	5 622					6 275	5 622
Montants à reporter		90 209		3 045		2 748		96 002

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2007

		2006							
		Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation				Travaux d'organismes municipaux		Total	
Monnaie	Directe	En millions d'unités monétaires		Total en équivalent canadien		En millions d'unités monétaires		Total en équivalent canadien	
		(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
Montants reportés		90 209		3 045		2 748		96 002	
EN LIVRE STERLING									
	Obligations et billets	199	404					199	404
	Contrats d'échange de devises	(200)	(406)					(200)	(406)
		(1)	(2)					(1)	(2)
EN PESO MEXICAIN									
	Obligations et billets	1 500	161					1 500	161
	Contrats d'échange de devises	(1 500)	(161)					(1 500)	(161)
		--	--					--	--
EN DOLLAR AUSTRALIEN									
	Obligations et billets	646	541					646	541
	Contrats d'échange de devises	(646)	(541)					(646)	(541)
		--	--					--	--
EN DOLLAR NÉO-ZÉLANDAIS									
	Obligations et billets	299	215					299	215
	Contrats d'échange de devises	(299)	(215)					(299)	(215)
		--	--					--	--
		90 207	3 045			2 748		96 000	
Moins									
	Fonds d'amortissement		3 851		68		70		3 989
	Dettes avant gain (perte) de change reporté		86 356		2 977		2 678		92 011
	Gain (perte) de change reporté		1 606						1 606
			87 962		2 977		2 678		93 617

(1) Les emprunts temporaires en 2006 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 149 millions de dollars, des billets au pair pour 958 millions de dollars et des billets à escompte pour 269 millions de dollars.

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2007

Fonds d'amortissement

Évolution du solde du fonds
pour l'année financière terminée le 31 mars 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Solde au début	3 989	3 525
Redressement	<u>64</u>	
Solde au début redressé	4 053	<u>3 525</u>
Plus		
Versement du Fonds consolidé du revenu	150	196
Revenu net	<u>219</u>	<u>268</u>
	4 422	3 989
Moins		
Sommes utilisées pour le remboursement des dettes	<u>(28)</u>	<u>--</u>
Solde à la fin	<u><u>4 394</u></u> ⁽¹⁾	<u><u>3 989</u></u> ⁽¹⁾

État de la situation financière
au 31 mars 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Placements		
Bons du trésor	77	62
Obligations et billets	<u>4 245</u>	<u>3 824</u>
	4 322	3 886
Autres éléments d'actifs		
Débiteurs et intérêts courus	51	75
Perte de change reportée	<u>21</u>	<u>28</u>
	72	103
Solde du fonds	<u><u>4 394</u></u> ⁽¹⁾	<u><u>3 989</u></u> ⁽¹⁾

(1) Incluant un montant de 204 millions de dollars (138 millions de dollars en 2006), dont 145 millions de dollars (68 millions de dollars en 2006) pour le Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, et 59 millions de dollars (70 millions de dollars en 2006) pour le Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux.

**Investissement net dans les réseaux de la santé
et des services sociaux et de l'éducation**
AU 31 MARS 2007

Investissement net dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

	2007		Investisse- ment net dans les réseaux
	Prêts et avances ⁽¹⁾	Surplus (déficits) cumulés	
	(en millions de dollars)		
Réseau de la santé et des services sociaux			
Agences et établissements publics	6 467	(2 306) ⁽²⁾	4 161
Réseau de l'éducation			
Commissions scolaires	4 585	(774) ⁽³⁾	3 811
Collèges	1 486	(474) ⁽³⁾	1 012
Université du Québec et ses constituantes	784	115 ⁽³⁾	899
	<u>13 322</u>	<u>(3 439)</u>	<u>9 883</u>

(1) Ces prêts et avances ont financé des investissements en immobilisations et sont remboursables principalement au moyen de crédits budgétaires ultérieurs du gouvernement.

(2) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 31 mars 2007, ajustés pour éliminer les écarts importants entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement.

(3) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 30 juin 2006, pour les commissions scolaires et les collèges et au 31 mai 2006 pour l'Université du Québec et ses constituantes (à l'exception de l'Université du Québec à Montréal, pour laquelle les données proviennent d'états financiers non vérifiés), ajustés pour éliminer les écarts importants entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement.

**Investissement net dans les réseaux de la santé
et des services sociaux et de l'éducation (suite)**
AU 31 MARS 2007

Sommaire des renseignements financiers sur les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

	2007		
	Réseau de la santé et des services sociaux ⁽¹⁾	Réseau de l'éducation ⁽²⁾	Total
	(en millions de dollars)		
RÉSULTATS ET SURPLUS (DÉFICITS) CUMULÉS			
Dépenses			
Rémunération	9 868	8 320	18 188
Fonctionnement	6 323	3 009	9 332
Service de la dette	301	479	780
Total des dépenses	16 492	11 808	28 300
Revenus			
Impôts fonciers scolaires		1 313	1 313
Revenus provenant des usagers	943		943
Droits		179	179
Autres	1 038	1 277	2 315
Total des revenus	1 981	2 769	4 750
Dépenses nettes	14 511	9 039	23 550
Transferts du gouvernement	14 274	9 057	23 331
Surplus (déficit) annuel des réseaux	(237)	18	(219)
Surplus (déficits) cumulés au début	(2 069)	(1 151)	(3 220)
Surplus (déficits) cumulés à la fin	(2 306)	(1 133)	(3 439)

(1) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 31 mars 2007, ajustés pour éliminer les écarts importants entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement.

(2) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 30 juin 2006, pour les commissions scolaires et les collèges et au 31 mai 2006 pour l'Université du Québec et ses constituantes (à l'exception de l'Université du Québec à Montréal, pour laquelle les données proviennent d'états financiers non vérifiés), ajustés pour éliminer les écarts importants entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement.

**Investissement net dans les réseaux de la santé
et des services sociaux et de l'éducation (suite)**
AU 31 MARS 2007

Sommaire des renseignements financiers sur les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

	2007		Total
	Réseau de la santé et des services sociaux ⁽¹⁾	Réseau de l'éducation ⁽²⁾	
	(en millions de dollars)		
SITUATION FINANCIÈRE			
Actifs financiers	2 227	1 827	4 054
Passifs			
Emprunt auprès de la Corporation d'hébergement du Québec ⁽³⁾	2 491		2 491
Emprunt auprès de Financement-Québec ⁽³⁾	3 976	6 855	10 831
Emprunt auprès des marchés financiers ⁽⁴⁾	1 239	2 249	3 488
Autres passifs	3 257	2 014	5 271
Total des passifs	10 963	11 118	22 081
Dette nette	(8 736)	(9 291)	(18 027)
Immobilisations	6 176	8 127	14 303
Stocks et frais payés d'avance	254	31	285
Total des actifs non financiers	6 430	8 158	14 588
Surplus (déficits) cumulés à la fin	(2 306)	(1 133)	(3 439)

(1) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 31 mars 2007, ajustés pour éliminer les écarts importants entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement.

(2) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 30 juin 2006, pour les commissions scolaires et les collèges et au 31 mai 2006 pour l'Université du Québec et ses constituantes (à l'exception de l'Université du Québec à Montréal, pour laquelle les données proviennent d'états financiers non vérifiés), ajustés pour éliminer les écarts importants entre leurs conventions comptables et celles du gouvernement.

(3) En 2006-2007, le statut d'entreprise de ces entités a été modifié pour celui d'organisme du gouvernement, en raison de l'intégration au périmètre comptable des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

(4) Certains de ces emprunts ont financé des investissements en immobilisations et sont remboursables au moyen de crédits budgétaires ultérieurs du gouvernement.

**Investissement net dans les réseaux de la santé
et des services sociaux et de l'éducation (suite)**
AU 31 MARS 2007

Engagements

Dans le cours normal de leurs activités, les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation contractent divers engagements, tels que des contrats de location-exploitation, de baux à long terme, d'approvisionnement en biens et services et d'acquisition en immobilisations. Ces derniers totalisant 2 724 millions de dollars représentent des engagements autorisés qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2007. Certains de ces montants pourraient ne pas être versés si les événements ne sont pas réalisés.

Le total des paiements minimums futurs exigibles non actualisés en vertu de ces contrats se répartit comme suit :

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
Agences et établissements publics ⁽¹⁾	1 657
Commissions scolaires ⁽²⁾	596
Collèges ⁽²⁾	107
Université du Québec et ses constituantes ⁽³⁾	364
	<u>2 724</u>

Éventualités

Certains organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation font l'objet de diverses poursuites dont l'issue ne peut être déterminée et accordent des garanties d'emprunt consenties à des tiers. Ces éventualités représentent un montant total de 459 millions de dollars se répartissant ainsi :

	<u>2007</u>
	(en millions de dollars)
Agences et établissements publics ⁽¹⁾	354
Commissions scolaires ⁽²⁾	47
Collèges ⁽²⁾	13
Université du Québec et ses constituantes ⁽³⁾	45
	<u>459</u>

(1) Au 31 mars 2007.

(2) Au 30 juin 2006.

(3) Au 31 mai 2006.

Immobilisations

AU 31 MARS 2007

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes suivantes en fonction de leur durée de vie utile :

Catégorie	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments, y compris ceux loués en vertu de contrats de location-acquisition	Linéaire et intérêts composés	10 à 50 ans
Aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Réseaux complexes	Linéaire	10 à 40 ans
Matériel et équipement, y compris ceux loués en vertu de contrats de location-acquisition	Linéaire	3 à 20 ans
Développement informatique	Linéaire	5 à 10 ans

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et de vidéos et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

Le tableau suivant présente un sommaire des opérations et des soldes des principales catégories d'immobilisations corporelles :

	Terrains	Bâtiments	Aménagements	Réseaux complexes	Matériel et équipement	Développement informatique	2007 Total	2006 Total
(en millions de dollars)								
Coût des immobilisations								
Solde d'ouverture	423	4 747	223	17 876	2 561	1 840	27 670	25 634
Redressements	157	2 306	4	(108)	200	128	2 687	
Solde redressé	580	7 053	227	17 768	2 761	1 968	30 357	25 634
Acquisitions	51	302	40	1 501	258	291	2 443	2 224
Dispositions et réductions de valeur	(5)	(12)	(16)	(27)	(118)	(44)	(222)	(188)
Solde de clôture	626	7 343	251	19 242	2 901	2 215	32 578	27 670
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture		2 321	128	9 724	1 640	873	14 686	13 816
Redressements		359	1	(33)	122	54	503	
Solde redressé		2 680	129	9 691	1 762	927	15 189	13 816
Dépenses d'amortissement		214	11	529	208	192	1 154	917
Incidence des dispositions et réductions de valeur		(17)	(8)		(105)	(22)	(152)	(47)
Solde de clôture	--	2 877	132	10 220	1 865	1 097	16 191	14 686
Immobilisations	626	4 466	119	9 022	1 036	1 118	16 387 ⁽¹⁾	12 984 ⁽¹⁾

(1) Incluant des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition pour 160 millions de dollars en 2006-2007 (148 millions de dollars en 2005-2006). Le montant d'amortissement lié à ces immobilisations s'est élevé à 14 millions de dollars en 2006-2007 (12 millions de dollars en 2005-2006). Le total des immobilisations comprend 1 891 millions de dollars en 2006-2007 (1 393 millions de dollars en 2005-2006) de biens en cours de construction, en développement ou en mise en valeur pour lesquels aucun amortissement n'est pris.

Détail des obligations contractuelles

AU 31 MARS 2007

Transferts – Financement d'acquisition d'immobilisations

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Remboursement du principal des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations		
Universités exclues du périmètre comptable du gouvernement	1 934	9 408 ⁽¹⁾
Établissements et agences de santé et de services sociaux	--	4 411 ⁽¹⁾
Municipalités et organismes municipaux	2 791	2 874
Autres bénéficiaires	1 128	872
	<u>5 853</u> ⁽²⁾	<u>17 565</u> ⁽²⁾
Financement de projets d'acquisition d'immobilisations autorisés ⁽³⁾		
Universités exclues du périmètre comptable du gouvernement	353	1 454 ⁽¹⁾
Établissements et agences de santé et de services sociaux	--	2 651 ⁽¹⁾
Municipalités et organismes municipaux	1 104	850
Autres bénéficiaires	226	304
	<u>1 683</u>	<u>5 259</u>
Remboursement du coût d'immobilisations	<u>161</u>	<u>54</u>
	<u>7 697</u> ⁽⁴⁾	<u>22 878</u> ⁽⁴⁾

(1) Les données au 31 mars 2006 incluaient les obligations contractuelles envers l'ensemble des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation qui sont, depuis la réforme comptable 2006-2007, intégrés au périmètre comptable du gouvernement.

(2) Les organismes bénéficiaires des transferts ont contracté leurs emprunts auprès :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Organismes du gouvernement		
Fonds de financement		20
Financement-Québec	1 238	10 984
Corporation d'hébergement du Québec		453
	<u>1 238</u>	<u>11 457</u>
Institutions financières externes au gouvernement	<u>4 776</u>	<u>6 853</u>
	<u>6 014</u>	<u>18 310</u>
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	<u>(161)</u>	<u>(745)</u>
	<u>5 853</u>	<u>17 565</u>

(3) Ces obligations contractuelles représentent la valeur des montants autorisés, dont une partie fait déjà l'objet d'un financement pour l'acquisition d'immobilisations réalisée.

(4) Les obligations contractuelles en monnaies étrangères sont indiquées en équivalent canadien aux taux en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

Détail des obligations contractuelles (suite)

AU 31 MARS 2007

*Échéancier sommaire des transferts pour le remboursement du principal
des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations ⁽¹⁾*

Échéance	Universités exclues du périmètre comptable du gouvernement	Municipalités et organismes municipaux	Autres bénéficiaires	Total
			(en millions de dollars)	
2008	239	366	139	744
2009	237	326	124	687
2010	271	281	118	670
2011	146	275	101	522
2012	439	230	112	781
	1 332	1 478	594	3 404
2013-2017	593	839	318	1 750
2018-2022	5	280	193	478
2023-2027	4	126	16	146
2028-2032		55	7	62
2033 et plus		13		13
	1 934	2 791	1 128	5 853

(1) L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets à la date de fin d'exercice. Tout refinancement effectué après cette date affectera l'échéancier ci-dessus.

Détail des obligations contractuelles (suite)

AU 31 MARS 2007

*Transferts – Ententes**Ententes entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec*

Une entente a été signée en février 2002 entre le gouvernement et les Cris du Québec dans le but de favoriser une plus grande autonomie et une prise en charge par ces derniers de leur développement. Elle permet également une implication accrue des Cris dans les activités de développement économique sur le territoire conventionné de la Baie James.

Dans ce cadre, il est prévu notamment le versement sur une durée de 50 ans, soit de 2002-2003 à 2051-2052, de paiements de transfert annuels au bénéfice des Cris de la Baie James. En contrepartie, ces derniers assument les obligations du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James relativement à certaines dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sur le développement économique et communautaire des Cris. Les versements annuels minimums prévus au cours des prochaines années sont de 70 millions de dollars, sujets à indexation, jusqu'en 2052. Au 31 mars 2007, le solde à verser est de 3 150 millions de dollars (3 220 millions de dollars en 2006).

Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik

Une entente a été signée en mars 2004, entre le gouvernement du Québec et l'Administration régionale Kativik, dans le but de simplifier le versement de paiements de transfert de différents ministères du gouvernement du Québec. Elle permet également d'accorder à cette dernière une plus grande autonomie dans l'affectation de fonds en fonction des priorités de la région.

Dans ce cadre, il est prévu le versement sur une durée de 24 ans, soit de 2004-2005 à 2027-2028, de paiements de transfert annuels de 27,5 millions de dollars, sujets à indexation, à compter du 1^{er} janvier 2005. Au 31 mars 2007, le solde à verser est de 744 millions de dollars (737 millions de dollars en 2006).

Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire Nunavik

Une entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik a été signée en avril 2002, modifiée le 1^{er} août 2006 par le décret 696-2006, entre le gouvernement du Québec, la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik, dans le but de répondre aux besoins spécifiques de la population du Nunavik, en finançant des projets communautaires et économiques et en fournissant aux communautés locales de meilleures perspectives de développements économiques et communautaires. Cette entente a une durée de 25 ans, soit de 2002-2003 à 2026-2027.

Détail des obligations contractuelles (suite)
AU 31 MARS 2007

*Transferts – Ententes (suite)**Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire Nunavik (suite)*

À compter de 2006-2007, les paiements de transfert annuels prévus au bénéfice des Inuits du Nunavik sont de 25 millions de dollars, lesquels sont sujets à indexation jusqu'en 2027. Au 31 mars 2007, le solde à verser est de 541 millions de dollars (331 millions de dollars en 2006).

Autres ententes

Les autres ententes comprennent notamment les ententes sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour 1 970 millions de dollars au 31 mars 2007 (389 millions de dollars au 31 mars 2006), sur la politique nationale sur la ruralité pour 280 millions de dollars au 31 mars 2007 (21 millions de dollars au 31 mars 2006), sur la convention de subvention avec la Ville de Montréal pour 227 millions de dollars au 31 mars 2007 (235 millions de dollars au 31 mars 2006), concernant le financement global des villages nordiques de la région Kativik pour 224 millions de dollars au 31 mars 2007 (209 millions de dollars au 31 mars 2006), de répartition du réinvestissement gouvernemental de 172 millions de dollars en enseignement supérieur, et d'autres contributions pour 915 millions de dollars au 31 mars 2007 (678 millions de dollars au 31 mars 2006).

Éventualités

AU 31 MARS 2007

Interventions financières garanties

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)	
Organismes du gouvernement		
Garanties d'emprunts accordées par Investissement Québec ⁽¹⁾	2 449	2 919
Garanties accordées par la Société d'habitation du Québec ⁽¹⁾	980	977
Autres	<u>227</u>	<u>244</u>
	<u>3 656</u>	<u>4 140</u>
Particuliers et sociétés		
Garanties de prêts aux producteurs agricoles et forestiers ⁽¹⁾	4 206	4 173
Garanties de prêts aux étudiants ⁽¹⁾	3 139	3 091
Autres prêts	<u>87</u>	<u>81</u>
	<u>7 432</u>	<u>7 345</u>
Total des interventions financières garanties	11 088	11 485
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	<u>(601)</u>	<u>(711)</u>
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	<u>10 487</u>	<u>10 774</u>

(1) Voir l'information additionnelle dans les pages suivantes.

Éventualités (suite)
AU 31 MARS 2007

Garanties d'emprunts accordées par Investissement Québec ⁽¹⁾

	2007		2006
	Autorisé ⁽²⁾	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
Garanties d'emprunts en vigueur ⁽³⁾	2 785	2 449	2 382
Garanties d'emprunts autorisées non en vigueur	534		537
	<u>3 319</u>	<u>2 449</u>	<u>2 919</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		<u>(173)</u>	<u>(276)</u>
		<u>2 276</u>	<u>2 643</u>

(1) Le gouvernement garantit le paiement en capital et intérêts en vertu de la *Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1)*.

(2) Représentant la valeur des montants initialement autorisés lors de la conclusion des ententes de financement.

(3) La valeur totale des sûretés et des cautions reçues en contrepartie des garanties est de 1 445 millions de dollars au 31 mars 2007 (1 721 millions de dollars au 31 mars 2006).

Éventualités (suite)
 AU 31 MARS 2007

Garanties accordées par la Société d'habitation du Québec ⁽¹⁾

	2007		2006
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
Garanties de prêts			
Programmes Achat-rénovation, AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec - Volet social et communautaire ⁽²⁾	625	625	605
Autres garanties			
Programmes Aide au logement populaire, OBNL - Privé et Logement en régions éloignées ⁽³⁾	355	355	372
	<u>980</u>	<u>980</u>	<u>977</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(12)	(11)
		<u>968</u>	<u>966</u>

(1) La Société d'habitation du Québec (SHQ) accorde des garanties en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)*.

(2) Prêts garantis par la SHQ auprès des institutions financières et accordés à des organismes à but non lucratif ou à des coopératives pour une période de 25 ans ou de 35 ans suite à une acceptation de prolongation de la part de la SHQ. Le capital et les intérêts sont assumés par l'organisme. Ces prêts financent le coût de l'immeuble.

(3) Prêts garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) avec laquelle la SHQ a conclu des accords en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par la SCHL, à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé plus les frais accessoires. Les garanties accordées pour les programmes mentionnés ci-dessus couvrent des périodes de 25 ans, sauf celles ayant trait aux prêts accordés dans les régions urbaines pour les programmes OBNL-Privé qui sont de 35 ans. Le capital et les intérêts sur ces prêts sont à la charge des organismes. Ces prêts financent le coût de l'immeuble.

Garanties des prêts aux producteurs agricoles et forestiers ⁽¹⁾

	2007		2006
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
<i>Loi sur La Financière agricole du Québec</i> <i>(L.R.Q., c. L-0.1)</i>	4 096	4 069	4 022
Diverses lois	137	137	151
	<u>4 233</u>	<u>4 206</u>	<u>4 173</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(65)	(58)
		<u>4 141</u>	<u>4 115</u>

(1) Les soldes des montants en principal et en intérêts des prêts à l'égard desquels le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers assure le remboursement des pertes ainsi que les frais y afférents.

Éventualités (suite)
 AU 31 MARS 2007

Garanties des prêts aux étudiants ⁽¹⁾

	2007		2006
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
Prêts pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge du gouvernement tant que l'emprunteur est étudiant	1 312	1 312	1 317
Prêts pour lesquels le remboursement du capital et des intérêts est à la charge de l'emprunteur	1 817	1 817	1 760
Prêts pour l'achat d'un micro-ordinateur pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge de l'emprunteur	10	10	14
	<u>3 139</u>	<u>3 139</u>	<u>3 091</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		<u>(341)</u>	<u>(356)</u>
		<u>2 798</u>	<u>2 735</u>

(1) Le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts en vertu de la *Loi sur l'aide financière aux études* (L.R.Q., c. A-13.3).

**Sommaire des opérations fiduciaires exercées
par un ministère, des organismes et fonds du gouvernement
AU 31 MARS 2007**

	2007			2006	
	Passifs	Actifs	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé (en millions de dollars)	Avoir net	Avoir net (Redressé)
Caisse de dépôt et placement du Québec ⁽¹⁾	64 379	207 858	21 320	143 479	122 159
Cautionnements individuels des agents de voyages	4	4			
Comité Entraide - secteurs public et parapublic ⁽¹⁾	9	9			
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ⁽¹⁾					
RREGOP	59	44 422	5 271	44 363	39 092
RRPE	5	7 447	961	7 442	6 481
Autres régimes	68	486	49	418	369
Commission de la construction du Québec ⁽¹⁾					
Fonds général d'administration	66	91	8	25	17
Régime supplémentaire de rentes - compte général	38	3 783	251	3 745	3 494
Régime supplémentaire de rentes - compte des retraités	2	5 000	544	4 998	4 454
Autres	698	3 422	549	2 724	2 175
Conseil de gestion de l'assurance parentale ⁽¹⁾	24	24			
Curateur public ⁽¹⁾	22	282	(15)	260	275
Fonds central de soutien à la réinsertion sociale ⁽¹⁾		2		2	2
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		5		5	5
Fonds d'assurance parentale ⁽¹⁾	389	599	208	210	2
Fonds d'assurance-récolte	19	95	1	76	75
Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	819	222	(225)	(597)	(372)
Fonds des pensions alimentaires	319	319			
Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages	6	23	10	17	7
Fonds d'indemnisation des services financiers	44	10	(15)	(34)	(19)
Montants à reporter	66 970	274 103	28 917	207 133	178 216

**Sommaire des opérations fiduciaires exercées
par un ministère, des organismes et fonds du gouvernement (suite)**
AU 31 MARS 2007

	2007			2006	
	Passifs	Actifs	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé (en millions de dollars)	Avoir net	Avoir net (Redressé)
Montants reportés	66 970	274 103	28 917	207 133	178 216
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole	2	2			
Fonds en fidéicommis	107	107			
Fonds en fidéicommis - Taxe sur les produits et services	101	101			
Fonds national de formation de la main-d'œuvre	2	68	(16)	66	82
Hydro-Québec - Régime de retraite ⁽¹⁾	22	12 833	1 480	12 811	11 331
Régie des rentes du Québec					
Fonds du régime de rentes du Québec	643	34 238	4 622	33 595	28 973
Autres	17	28	2	11	9
Ministère du Revenu - Biens sous administration ⁽¹⁾	61	95	34	34	
	<u>67 925</u>	<u>321 575</u>	<u>35 039</u>	<u>253 650</u>	<u>218 611</u>
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		(96 633)	(11 761)	(96 633)	(84 872)
	<u>67 925</u>	<u>224 942</u>	<u>23 278</u>	<u>157 017</u>	<u>133 739</u>

(1) États financiers au 31 décembre 2006.

Réserve

AU 31 MARS 2007

	Versement additionnel au Fonds des générations	Maintien de l'équilibre budgétaire	2007	2006
Solde au début	--	--	--	--
Affectation à la réserve	200	1 100	1 300	--
Solde à la fin	200	1 100	1 300	--

En vertu de la *Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q., c. R-25.1)*, le gouvernement a institué une réserve pour financer des projets d'immobilisations et d'autres projets dont la réalisation a une durée déterminée. Toutefois, lorsque le gouvernement estime que l'intérêt public l'exige, il peut utiliser la réserve pour des projets autres que ceux pour lesquels elle a été constituée. De plus, le gouvernement peut affecter en totalité ou en partie la réserve au maintien de l'équilibre budgétaire.

À l'occasion du Discours sur le budget, la ministre des Finances détermine la portion du surplus de l'année financière excédant l'objectif budgétaire devant être affectée à la réserve et les allocations entre les différents volets.

Ainsi, lors du *Discours sur le budget 2007-2008*, la ministre a annoncé qu'un excédent de 1 300 millions de dollars des revenus sur les dépenses, à l'exclusion des revenus du Fonds des générations, pour l'année financière terminée le 31 mars 2007 a été affecté à la réserve.

Le gouvernement prévoit effectuer en 2007-2008 un versement additionnel de 200 millions de dollars au Fonds des générations à même les sommes affectées à la réserve budgétaire en 2006-2007. Quant au solde de la réserve, soit 1 100 millions de dollars, celui-ci est prévu être utilisé au maintien de l'équilibre budgétaire en 2008-2009.

VOLUME

2

2006
2007

COMPTES PUBLICS

Revenus, crédits, dépenses et investissements du
Fonds consolidé du revenu et informations financières
sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2007

Québec 

COMPTES PUBLICS 2006-2007

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2007

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances
Québec 

Comptes publics 2006-2007 – Volume 2

**Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Décembre 2007**

ISBN 978-2-550-50927-1 (Imprimé)

ISBN 978-2-550-50928-8 (PDF)

ISSN 0706-2869

© Gouvernement du Québec, 2007

TABLE DES MATIÈRES

SECTION**NOTES EXPLICATIVES**

Contenu du volume

Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1
Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts.....	2
Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.....	3

NOTES EXPLICATIVES

CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est publié en trois sections**. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux : revenus et dépenses, actif et passif, et, solde du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

- ◇ *Rémunération*
Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;
- ◇ *Fonctionnement*
Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;
- ◇ *Service de la dette*
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;
- ◇ *Affectation à un fonds spécial*
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;
- ◇ *Transfert*
Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes;

NOTES EXPLICATIVES (suite)

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- ◇ *Créances douteuses et autres provisions*
Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement»;
- ◇ *Immobilisations*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;
- ◇ *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquiescer certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'acquisition de stocks. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes :

- ◇ Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ◇ Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ◇ Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- ◇ Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- ◇ Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SECTION 1
SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories.....	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts du gouvernement du Canada.....	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses.....	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles.....	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions.....	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses.....	1-32
Sommaire des dépenses de transfert.....	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial.....	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories.....	1-43

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES**Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale		
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	2-19	Affaires municipales et Régions		4 485
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation		12 953
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
6	2-53	Conseil exécutif		
7	2-63	Culture et Communications		
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs		4 696
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation		1 122
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport		20
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale		
12	2-111	Famille, Aînés et Condition féminine		9 278
13	2-120	Finances	5 052 540	
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles		32 003
15	2-138	Justice		1 274
16	2-149	Relations internationales		
17	2-155	Ressources naturelles et Faune		162 076
18	2-164	Revenu	23 258 749	48 216
19	2-173	Santé et Services sociaux		1 580
20	2-182	Sécurité publique		36 101
21	2-191	Services gouvernementaux		
22	2-204	Transports		741 512
23	2-213	Travail		
		28 311 289	12 651 015	1 055 316

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA**Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

Détail page		Revenus divers et autres retrécies	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 801
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	794
3	2-19	Affaires municipales et Régions	2 104
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	15 861
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	16 219
6	2-53	Conseil exécutif	178
7	2-63	Culture et Communications	3 057
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs	7 028
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation	9 205
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport	51 311
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	108 399
12	2-111	Famille, Aînés et Condition féminine	3 686
13	2-120	Finances	355 221
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles	1 714
15	2-138	Justice	126 308
16	2-149	Relations internationales	679
17	2-155	Ressources naturelles et Faune	52 657
18	2-164	Revenu	853 629
19	2-173	Santé et Services sociaux	153 107
20	2-182	Sécurité publique	17 279
21	2-191	Services gouvernementaux	742
22	2-204	Transports	15 777
23	2-213	Travail	(2 044)
		1 795 712	355 717

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus		
				2007 ¹	2006	
191		191		191	225	1
794		794		794	854	2
2 104		6 589		6 589	6 753	3
6 798		19 751		19 751	12 531	4
16 219		16 219		16 219	9 077	5
137		137		137	366	6
999		999		999	1 248	7
3 159		7 855		7 855	7 491	8
9 011		10 133		10 133	11 752	9
50 039		50 059	108 975	159 034	134 497	10
108 218		108 218	654 658	762 876	780 879	11
3 686		12 964		12 964	12 523	12
217 103	5 728 586	10 998 229	9 939 029	20 937 258	18 703 521	13
1 595		33 598	199 570	233 168	202 773	14
122 801		124 075	26 154	150 229	171 160	15
115		115		115	87	16
50 687		212 763		212 763	229 976	17
726 159		36 684 139		36 684 139	34 385 980	18
98 985		100 565	86 914	187 479	221 548	19
9 048		45 149	8	45 157	43 061	20
742		742		742	656	21
15 595		757 107	131	757 238	746 267	22
(4 190)		(4 190)		(4 190)	29 475	23
1 439 995	5 728 586	49 186 201	11 015 439	60 201 640	55 712 700	

Revenus divers	Total des transferts du gouvernement du Canada	Comptes à fin déterminée	Transferts du gouvernement du Canada	
191				1
794				2
2 104	59 484	59 484		3
6 798	208 257	208 257		4
16 219				5
137				6
999				7
3 159	694	694		8
9 011				9
50 039	240 933	131 958	108 975	10
108 218	655 044	386	654 658	11
3 686				12
217 103	9 939 029		9 939 029	13
1 595	199 570		199 570	14
122 801	26 615	461	26 154	15
115				16
50 687	407	407		17
726 159				18
98 985	86 914		86 914	19
9 048	4 822	4 814	8	20
742				21
15 595	43 057	42 926	131	22
(4 190)				23
1 439 995	11 464 826	449 387	11 015 439	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses	Dépenses ne nécessitant pas de crédits ¹	Crédits initiaux ²
		(-)	=
1 Assemblée nationale	100 262	4 836	95 426
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	63 577	2 152	61 425
3 Affaires municipales et Régions	1 847 445	3 135	1 844 310
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	673 377	9 445	663 932
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	823 165	30	823 135
6 Conseil exécutif	266 436	715	265 721
7 Culture et Communications	579 583	1 535	578 048
8 Développement durable, Environnement et Parcs	190 170	8 717	181 453
9 Développement économique, Innovation et Exportation	618 500	2 825	615 675
10 Éducation, Loisir et Sport	12 797 857	14 003	12 783 854
11 Emploi et Solidarité sociale	4 033 266	1 165	4 032 101
12 Famille, Aînés et Condition féminine	1 734 877	3 728	1 731 149
13 Finances (excluant le service de la dette)	162 304	611	161 693
14 Immigration et Communautés culturelles	105 760	2 560	103 200
15 Justice	630 861	15 169	615 692
16 Relations internationales	99 696	1 031	98 665
17 Ressources naturelles et Faune	380 169	15 735	364 434
18 Revenu	804 173	1 848	802 325
19 Santé et Services sociaux	22 114 507	1 575	22 112 932
20 Sécurité publique	916 041	17 227	898 814
21 Services gouvernementaux	40 860	750	40 110
22 Tourisme	139 268		139 268
23 Transports	1 959 654	115 936	1 843 718
24 Travail	32 196	848	31 348
Total des programmes	51 114 004	225 576	50 888 428
Finances (service de la dette)	7 205 000		7 205 000
Total	58 319 004	225 576	58 093 428

1 Prévisions pour des dépenses d'amortissement de 225 576.

2 Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.

3 Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

4 Incluant un montant de 60 793 relatif à un transfert de crédits pour l'acquisition de stocks dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

5 Incluant des dépenses d'amortissement de 234 399 et d'utilisation des stocks de 60 793.

Variations de crédits ³	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits ⁵	Dépenses	
+, (-)	=		+	=	
6 682	102 108	101 464	5 282	106 746	1
71 830	133 255	128 593	1 967	130 560	2
12 824	1 857 134	1 856 842	2 686	1 859 528	3
20 851	684 783	684 174	9 057	693 231	4
(109 363)	713 772	697 168	16	697 184	5
(12 213)	253 508	232 824	443	233 267	6
11 934	589 982	589 254	1 924	591 178	7
3 737	185 190	181 479	9 429	190 908	8
(4 471)	611 204	517 012	2 205	519 217	9
(132 539)	12 651 315	12 624 335	13 616	12 637 951	10
53 587	4 085 688	4 084 571	132	4 084 703	11
9 622	1 740 771	1 718 604	6 329	1 724 933	12
(42 343)	119 350	85 401	1 201	86 602	13
20 078	123 278	123 260	1 745	125 005	14
103 396	719 088	712 866	14 552	727 418	15
974	99 639	99 639	2 070	101 709	16
83 343	447 777	447 702	15 053	462 755	17
303 341	1 105 666	1 084 597	1 065	1 085 662	18
274 755	22 387 687	22 450 977	1 528	22 452 505	19
70 254	969 068	969 064	16 600	985 664	20
81 573	121 683	112 556	4 075	116 631	21
4 150	143 418	143 418		143 418	22
(22 878) ⁴	1 820 840	1 820 342	183 354	2 003 696	23
6 552	37 900	34 565	863	35 428	24
815 676	51 704 104	51 500 707	295 192	51 795 899	
(204 850)	7 000 150	7 000 150		7 000 150	
610 826	58 704 254	58 500 857	295 192	58 796 049	

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS**Année financière terminée le 31 mars 2007

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2007 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 141 510 milliers de dollars au programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités – du portefeuille Affaires municipales et Régions, de 218 857 milliers de dollars au programme 2 – Fonctions régionales – du portefeuille Santé et Services sociaux, de 505 355 milliers de dollars au programme 1 – Secrétariat du Conseil du trésor – du Conseil du trésor et Administration gouvernementale, de 84 200 milliers de dollars au programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire ainsi que 41 420 milliers de dollars au programme 5 – Enseignement supérieur – du portefeuille Éducation, Loisir et Sport, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2007-2008, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances,



Jean Houde

Le contrôleur des finances,



Carole Boisvert, CA

Québec, le 29 novembre 2007

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		110 982		108 705			2 277
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	37 660	99 324	34 411	96 771	1 000	2 249	2 553
Affaires municipales et Régions	1 870 047	1 283	2 011 556	989		(141 509)	294
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	697 695	213	697 285	211	257	153	2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	497 498	436 757	1 002 023	420 752	100	(504 625)	16 005
Conseil exécutif	250 481	4 193	229 192	4 193	2 113	19 176	
Culture et Communications	591 234	850	590 505	850	549	180	
Développement durable, Environnement et Parcs	209 225	320	198 343	208	2 109	8 773	112
Développement économique, Innovation et Exportation	971 616	13 986	879 410	13 986	2 880	89 326	
Éducation, Loisir et Sport	12 246 582	764 880	12 367 976	757 683	4 226	(125 620)	7 197
Emploi et Solidarité sociale	4 080 068	6 154	4 078 952	6 153		1 116	1
Famille, Aînés et Condition féminine	1 763 240	10 052	1 714 847	8 971	1 222	47 171	1 081
Finances (excluant le service de la dette)	112 131	11 343	80 345	8 055	2 429	29 357	3 288
Immigration et Communautés culturelles	128 676	16	128 650	16	15	11	
Justice	512 904	217 852	506 667	217 404		6 237	448
Relations internationales	124 566	543	124 566	543			
Ressources naturelles et Faune	452 469	18 177	452 469	17 940			237
Revenu	529 998	652 898	499 016	652 866	4 747	26 235	32
Santé et Services sociaux	13 337 926	9 051 023	13 556 536	8 895 703	247	(218 857)	155 320
Sécurité publique	970 822	16 304	970 822	16 301			3
Services gouvernementaux	139 599	10	120 234	9		19 365	1
Tourisme	143 409	10	143 408	10		1	
Transports	1 918 188	5 870	1 917 453	5 869		735	1
Travail	36 556	3 022	32 195	2 718	588	3 773	304
	41 622 590	11 426 062	42 336 861	11 236 906	22 482	(736 753)	189 156
Finances (service de la dette)		7 833 239		7 833 239			
	41 622 590	19 259 301 ¹	42 336 861	19 070 145	22 482	(736 753)	189 156
Dépenses *	40 384 887	18 319 369	40 390 028	18 132 985	22 482	(27 623)	186 384
Prêts, placements, avances et autres	994 489	927 708	1 750 934	927 624		(756 445)	84
Immobilisations	243 214	12 224	195 899	9 536		47 315	2 688
	41 622 590	19 259 301 ¹	42 336 861	19 070 145	22 482	(736 753)	189 156
1 Crédits permanents:							
Inclus dans les prévisions budgétaires		17 722 645		17 533 489			189 156
Non inclus dans les prévisions budgétaires		1 536 656		1 536 656			
		19 259 301		19 070 145			189 156

* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 234 399 et l'utilisation des stocks pour 60 793 qui ne requièrent pas de crédits ainsi que des ajustements négatifs de provisions pour 22 156.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PORTEFEUILLES**
Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

Détail page	CRÉDITS		CRÉDITS INITIAUX		
	Dépenses	Investis- sements ¹	Votés et permanents	Déjà votés	
				Reports	Votés sur plus d'un an
			+	+	+
1 2-4	Assemblée nationale	95 426	8 768	104 194	
2 2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	61 425	3 273	63 521	1 177
3 2-20	Affaires municipales et Régions	1 844 310	10 776	1 855 083	3
4 2-36	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	663 932	19 371	683 151	152
5 2-44	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	823 135	375 359	1 198 397	97
6 2-54	Conseil exécutif	265 721	984	265 306	1 399
7 2-64	Culture et Communications	578 048	6 323	584 284	87
8 2-76	Développement durable, Environnement et Parcs	181 453	24 167	205 095	525
9 2-84	Développement économique, Innovation et Exportation	615 675	357 370	973 045	
10 2-92	Éducation, Loisir et Sport	12 783 854	170 202	12 954 056	
11 2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 032 101	2 360	3 755 461	279 000
12 2-112	Famille, Aînés et Condition féminine	1 731 149	32 521	1 602 067	1 603
13 2-124	Finances (excluant le service de la dette)	161 693	3 380	162 319	2 754
14 2-132	Immigration et Communautés culturelles	103 200	5 715	108 915	
15 2-140	Justice	615 692	17 797	633 489	
16 2-150	Relations internationales	98 665	2 505	100 455	715
17 2-158	Ressources naturelles et Faune	364 434	30 650	394 172	912
18 2-166	Revenu	802 325	14 094	810 306	6 113
19 2-174	Santé et Services sociaux	22 112 932	1 372	22 114 304 ²	
20 2-184	Sécurité publique	898 814	32 005	930 819	
21 2-192	Services gouvernementaux	40 110	22 125	62 235	
22 2-198	Tourisme	139 268		139 268	
23 2-206	Transports	1 843 718	45 563	1 886 662	2 619
24 2-214	Travail	31 348	1 672	25 831	689
	Total des programmes	50 888 428	1 188 352	51 612 435	18 845
2-126	Finances (service de la dette)	7 205 000		7 205 000	
	Total	58 093 428	1 188 352	58 817 435	18 845
	* Votés	40 408 909	1 176 899	41 121 463 ^a	18 845
	Permanents	17 684 519	11 453	17 695 972 ²	
	Ne nécessitant pas de crédits				
	Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				
	Ajustements négatifs de provisions				
a	Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits				
				du 29 mars 2006, L.Q., 2006, c. 1.	12 615 359
				du 16 mai 2006, L.Q., 2006, c. 5.	28 506 104
					41 121 463

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+, (-)	+	=	
104 194			6 788 ³			110 982	1
64 698			(2) ⁴	13	72 275	136 984	2
1 855 086	1 385	2	292 ⁵	13 585	980	1 871 330	3
683 303	5 659	2		8 742	202	697 908	4
1 198 494				(382 093)	117 854	934 255	5
266 705				(15 129)	3 098	254 674	6
584 371				7 713		592 084	7
205 620	3 102	112		629	82	209 545	8
973 045				(1 419)	13 976	985 602	9
12 954 056				37 653	19 753	13 011 462	10
4 034 461	4 251			46 866	644	4 086 222	11
1 763 670			8 900 ⁶	680	42	1 773 292	12
165 073				(41 599)		123 474	13
108 915	22 201			(2 430)	6	128 692	14
633 489		2		3 250	94 015	730 756	15
101 170				23 505	434	125 109	16
395 084	186	162		62 304	12 910	470 646	17
816 419		31	5 000 ⁷	16 023	345 423	1 182 896	18
22 114 304				60 249	214 396	22 388 949	19
930 819				44 451	11 856	987 126	20
62 235				77 374		139 609	21
139 268				4 150	1	143 419	22
1 889 281		5 381		28 926	470	1 924 058	23
33 020		1		6 557		39 578	24
52 076 780	36 784	5 693	20 978		908 417	53 048 652	
7 205 000					628 239	7 833 239	
59 281 780	36 784	5 693	20 978		1 536 656 ⁸	60 881 891 *	
41 585 808	36 784		(2) ⁴			41 622 590	
17 695 972		5 693	20 980 ^{3, 5 à 7}		1 536 656	19 259 301	

1 Comprend les immobilisations et les prêts, placement, avances et autres.

2 Incluant des crédits initiaux de 5 331 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 2 873 110 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 052 540 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 3 143 907 pour la contribution du gouvernement.

3 110 982 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 104 194 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

4 21 410 de crédits votés en vertu de la Décision de l'Assemblée nationale no. 1304 du 22 mars 2006 alors qu'une prévision de 21 412 de crédits apparaissait pour le Vérificateur général au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

5 292 de crédits reportés en vertu du décret 187-2006 du 22 mars 2006 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

6 8 900 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

7 5 000 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

8 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PORTEFEUILLES (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

Détail page	Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
		Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
	(+)	(-)	(-)	(-)	(-)
1 2-4 Assemblée nationale	110 982			2 277	
2 2-12 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	136 984		1 000	4 802	
3 2-20 Affaires municipales et Régions	1 871 330			(141 215)	
4 2-36 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	697 908	152	257	3	200
5 2-44 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	934 255	97	100	(488 717)	
6 2-54 Conseil exécutif	254 674	2 866	2 113	16 310	
7 2-64 Culture et Communications	592 084	87	549	93	
8 2-76 Développement durable, Environnement et Parcs	209 545	1 602	2 109	7 283	
9 2-84 Développement économique, Innovation et Exportation	985 602	15 344	2 880	73 982	6 400
10 2-92 Éducation, Loisir et Sport	13 011 462		4 226	(118 423)	15 556
11 2-104 Emploi et Solidarité sociale	4 086 222			1 117	
12 2-112 Famille, Aînés et Condition féminine	1 773 292	9 818	1 222	38 434	
13 2-124 Finances (excluant le service de la dette)	123 474	7 014	2 429	25 631	
14 2-132 Immigration et Communautés culturelles	128 692		15	11	
15 2-140 Justice	730 756	5 774		911	
16 2-150 Relations internationales	125 109				
17 2-158 Ressources naturelles et Faune	470 646			237	
18 2-166 Revenu	1 182 896	15 145	4 747	11 122	
19 2-174 Santé et Services sociaux	22 388 949		247	(63 537)	
20 2-184 Sécurité publique	987 126			3	
21 2-192 Services gouvernementaux	139 609	804		18 562	
22 2-198 Tourisme	143 419			1	
23 2-206 Transports	1 924 058			736	
24 2-214 Travail	39 578	1 289	588	2 788	
Total des programmes	53 048 652	59 992	22 482	(607 589)	22 156
2-126 Finances (service de la dette)	7 833 239				
Total	* 60 881 891	59 992	22 482	(607 589)	22 156
* Votés	41 622 590	59 992	22 482	(796 745)	
Permanents	19 259 301			189 156	
Ne nécessitant pas de crédits					
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
Ajustements négatifs de provisions					22 156

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2007 ¹¹	2006	
(-)	(-)	=	+	=		
23	7 218	101 464	5 282	106 746	98 942	1
	2 589	128 593	1 967	130 560	57 876	2
151 656	4 047	1 856 842	2 686	1 859 528	1 752 992	3
536	12 586	684 174	9 057	693 231	657 494	4
725 577 ⁹	30	697 168	16	697 184	468 046	5
6	555	232 824	443	233 267	232 446	6
	2 101	589 254	1 924	591 178	534 613	7
21	17 051	181 479	9 429	190 908	196 285	8
369 027 ¹⁰	957	517 012	2 205	519 217	689 817	9
465 581	20 187	12 624 335	13 616	12 637 951	12 280 272	10
305	229	4 084 571	132	4 084 703	4 037 669	11
87	5 127	1 718 604	6 329	1 724 933	1 610 800	12
23	2 976	85 401	1 201	86 602	87 518	13
23	5 383	123 260	1 745	125 005	115 931	14
31	11 174	712 866	14 552	727 418	653 314	15
187	25 283	99 639	2 070	101 709	102 126	16
12	22 695	447 702	15 053	462 755	399 434	17
63 106	4 179	1 084 597	1 065	1 085 662	1 019 399	18
2	1 260	22 450 977	1 528	22 452 505	21 163 384	19
489	17 570	969 064	16 600	985 664	942 004	20
1	7 686	112 556	4 075	116 631	96 141	21
		143 418		143 418	158 615	22
68 773	34 207	1 820 342	183 354	2 003 696	1 812 997	23
3	345	34 565	863	35 428	60 746	24
1 845 469	205 435	51 500 707	295 192	51 795 899	49 228 861	
833 089		7 000 150		7 000 150	6 875 358	
2 678 558	205 435	58 500 857	295 192	58 796 049	56 104 219 [*]	
1 750 934	195 899	40 390 028		40 390 028	38 553 012	
927 624	9 536	18 132 985		18 132 985	17 354 622	
			234 399	234 399	217 322	
			60 793	60 793		
		(22 156)		(22 156)	(20 737)	

9 Incluant 172 269 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2006.

10 Incluant 351 000 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2006.

11 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS**

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
Portefeuille : Santé et Services sociaux						
Fonctions nationales	2-174	291 667				
Permanents		437				
Ne nécessitant pas de crédits						
Fonctions régionales	2-174	12 974 293				
Permanents		3 297 579				
Office des personnes handicapées du Québec	2-176	11 717				
Ne nécessitant pas de crédits						
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-176					
Permanents		5 538 611				
Total du portefeuille		22 114 304				
TOTAL DE LA MISSION		22 114 304				
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE						
Portefeuille : Culture et Communications						
Charte de la langue française	2-68	22 781	87			
Ne nécessitant pas de crédits						
Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	2-64	65 029				
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-66	495 624				
Permanents		840				
Total du portefeuille		584 284	87			

* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

** Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

- 1 L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la contribution au Fonds de l'assurance médicaments à titre de compensation pour la non-application intégrale de la politique du prix le plus bas lors du remboursement du coût des médicaments.
- 2 La variation s'explique principalement par une augmentation de l'aide accordée aux musées en difficultés financières, la formation spécialisée en musique et en danse, le programme Placements Culture et le service de la dette de certaines entités, sociétés d'État et organismes nationaux liés au domaine de la culture.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(4 489)		287 178		1 230	285 948		285 948	¹ 261 101
	22	459	266		193		193	217
						1 411	1 411	1 669
64 640		13 038 933	(218 857)		13 257 790		13 257 790	12 360 376
	66 984	3 364 563	139 230		3 225 333		3 225 333	3 182 511
98		11 815	247	32	11 536		11 536	11 018
						117	117	167
	147 390	5 686 001	15 824		5 670 177		5 670 177	5 346 325
60 249	214 396	22 388 949	(63 290)	1 262	22 450 977	1 528	22 452 505	21 163 384
60 249	214 396	22 388 949	(63 290)	1 262	22 450 977	1 528	22 452 505	21 163 384
(195)		22 673	729	201	21 743		21 743	21 475
						243	243	229
(1 688)		63 341		1 900	61 441		61 441	56 444
		10			10		10	10
						1 681	1 681	1 391
9 596		505 220			505 220		505 220	² 452 967
		840			840		840	2 097
7 713		592 084	729	2 101	589 254	1 924	591 178	534 613

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE (suite)						
Portefeuille : Éducation, Loisir et Sport						
Administration et consultation	2-92	150 771				
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Aide financière aux études	2-94	496 507				
Permanents		11 000				
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Développement du loisir et du sport	2-96	67 217				
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-94	7 489 208				
Enseignement supérieur	2-96	3 984 613				
Formation en tourisme et hôtellerie	2-92	20 613				
Régimes de retraite	2-98					
Permanents		734 117				
Total du portefeuille		12 954 056				
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles						
Immigration, intégration et communautés culturelles	2-132	108 184		22 201		
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		108 194		22 201		
TOTAL DE LA MISSION		13 646 534	87	22 201		
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT						
Portefeuille : Affaires municipales et Régions						
Habitation	2-24	337 900				
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-20	582 803				
Promotion et développement de la Métropole	2-20	70 433				
Permanents						
Total du portefeuille		991 136				

3 La variation est principalement attribuable à la bonification du régime des prêts et bourses et à la hausse des taux d'intérêt entraînant une augmentation des coûts en intérêt pendant que les étudiants sont aux études.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(7 345)		143 426	3 586	18 928	120 912		120 912	118 949
	49	59			59		59	73
(55 100)		441 407	640	87 640	353 127	4 930	4 930	5 033
	8 883	19 883			19 883		19 883	30 800
			15 556		(15 556)	8 686	8 686	7 128
(6 374)		60 843			60 843		(15 556)	(18 600)
(81 811)		7 407 397	(84 200)	84 200	7 407 397		60 843	60 072
188 283		4 172 896	(41 420)	295 000	3 919 316		7 407 397	7 267 204
		20 613			20 613		3 919 316	3 775 361
	10 821	744 938	7 197		737 741		20 613	18 789
							737 741	713 362
37 653	19 753	13 011 462	(98 641)	485 768	12 624 335	13 616	12 637 951	12 280 272
(2 430)		127 955	11	5 403	122 541		122 541	113 596
	6	16			16		16	16
						1 740	1 740	1 649
(2 430)	6	127 971	11	5 403	122 557	1 740	124 297	115 261
42 936	19 759	13 731 517	(97 901)	493 272	13 336 146	17 280	13 353 426	12 930 146
2 615		340 515			340 515		340 515	318 862
3 231		586 034			586 034		586 034	555 165
5 126		75 559		4 497	71 062		71 062	73 864
	972	972			972		972	1 800
10 972	972	1 003 080		4 497	998 583		998 583	949 691

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)						
Portefeuille : Agriculture, Pêcheries et Alimentation						
Développement des entreprises bioalimentaires,						
formation et qualité des aliments	2-36	366 293		5 040		
Permanents		9			2	
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Organismes d'État	2-36	316 849	152	619		
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		683 151	152	5 659	2	
Portefeuille : Développement durable, Environnement et Parcs						
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement						
Ne nécessitant pas de crédits	2-76	5 289				
Protection de l'environnement et gestion des parcs						
Permanents	2-76	199 772	525	3 102	112	
Ne nécessitant pas de crédits		34				
Total du portefeuille		205 095	525	3 102	112	
Portefeuille : Développement économique, Innovation et Exportation						
Développement économique et aide						
aux entreprises	2-84	318 775				
Permanents						
Ajustements négatifs de provisions						
Direction du Ministère	2-84	39 156				
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Recherche, science et technologie	2-86	263 104				
Total du portefeuille		621 045				
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale						
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	795 292				
Total du portefeuille		795 292				

4 L'augmentation s'explique principalement par la mise en place d'un nouveau Programme d'aide spéciale aux exploitations porcines et par une hausse du nombre de réclamations pour le Programme Prime-Vert.

5 Incluant 351 000 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2006.

6 La variation s'explique principalement par l'augmentation en 2005-2006, des risques de pertes sur certaines interventions financières garanties.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
							2007 *	2006	
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
8 343		379 676		12 753	366 923		366 923	4	332 783
	195	206	2		204		204		254
						8 642	8 642		7 877
			200		(200)		(200)		(757)
399		318 019	410	369	317 240		317 240		316 991
	7	7			7		7		
						415	415		346
8 742	202	697 908	612	13 122	684 174	9 057	693 231		657 494
400		5 689	203	61	5 425		5 425		5 678
						51	51		59
137		203 536	10 679	17 011	175 846		175 846		179 958
92	82	320	112		208		208		453
						9 378	9 378		10 137
629	82	209 545	10 994	17 072	181 479	9 429	190 908		196 285
347 452		666 227	78 178	369 027	219 022		219 022	6	410 971
	13 921	13 921			13 921		13 921		5 123
			6 400		(6 400)		(6 400)		(1 243)
876		40 032	5 201	957	33 874		33 874		34 515
	55	65			65		65		305
						2 205	2 205		2 913
1 253		264 357	7 827		256 530		256 530		237 233
349 581	13 976	984 602	97 606	369 984	517 012	2 205	519 217		689 817
34 573		829 865	17		829 848		829 848		794 985
34 573		829 865	17		829 848		829 848		794 985

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)						
Portefeuille : Relations internationales						
Affaires internationales	2-150	100 346	715			
Permanents		109				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		100 455	715			
Portefeuille : Ressources naturelles et Faune						
Gestion des ressources naturelles et fauniques	2-158	389 067	912	186		
Permanents		5 105			162	
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Total du portefeuille		394 172	912	186	162	
Portefeuille : Tourisme						
Promotion et développement du tourisme	2-198	139 259				
Permanents		9				
Total du portefeuille		139 268				
Portefeuille : Transports						
Administration et services corporatifs	2-208	88 595	1 785			
Permanents		19				
Ne nécessitant pas de crédits						
Infrastructures de transport	2-206	1 342 595			5 381	
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)						
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	2-208	39 472				
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Systèmes de transport	2-206	415 981	834			
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		1 886 662	2 619		5 381	
TOTAL DE LA MISSION		5 816 276	4 923	8 947	5 657	

- 7 La variation s'explique principalement par la nécessité de modifier la structure de financement du Fonds forestier suite à la diminution des revenus de permis d'intervention – approvisionnement de bois sur les terres publiques.
- 8 La variation est attribuable à la diminution des sommes versées pour l'extinction des feux de forêt.
- 9 La hausse est principalement attribuable à l'accroissement des activités dans le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et à l'augmentation des dépenses relatives au programme d'aide à l'entretien du réseau local.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
23 505	434	124 566 543		25 467 3	99 099 540	2 070	99 099 540	100 658 653 815
23 505	434	125 109		25 470	99 639	2 070	101 709	102 126
62 304	12 910	452 469 18 177	237	22 707	429 762 17 940	15 053	429 762 ⁷ 17 940 ⁸ 15 053	340 887 45 092 13 529 (74)
62 304	12 910	470 646	237	22 707	447 702	15 053	462 755	399 434
4 150	1	143 409 10	1		143 408 10		143 408 10	158 606 9
4 150	1	143 419	1		143 418		143 418	158 615
(3 116)	97	87 264 116		5 659	81 605 116	15 518	81 605 116 15 518	71 836 320 6 827
33 013		1 375 608 5 381	1	93 411	1 282 197 5 380	105 682 60 793	1 282 197 ⁹ 5 380 105 682 60 793	1 194 320 6 513 104 184
12 896	373	52 368 373	1	1 541	50 826 373	7	50 826 373 7	36 814 8
(13 867)		402 948	734	2 369	399 845	1 354	399 845 1 354	391 105 1 070
28 926	470	1 924 058	736	102 980	1 820 342	183 354	2 003 696	1 812 997
523 382	29 047	6 388 232	110 203	555 832	5 722 197	221 168	5 943 365	5 761 444

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES						
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale						
Administration	2-106	480 651		4 251		
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Mesures d'aide financière	2-104	2 474 008	279 000			
Permanents		5 500				
Total du portefeuille		2 960 169	279 000	4 251		
Portefeuille : Famille, Aînés et Condition féminine						
Condition des aînés	2-114	2 867	13			
Condition féminine	2-114	6 855	174			
Ne nécessitant pas de crédits						
Curateur public	2-114	44 305	513			
Permanents						8 900
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Mesures d'aide à la famille	2-112	1 517 288	375	160 000		
Permanents		1 100				
Ajustements négatifs de provisions						
Planification, recherche et administration	2-112	29 642	528			
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		1 602 067	1 603	160 000		8 900
Portefeuille : Justice						
Aide aux justiciables	2-142	148 117				
Permanents		61 018				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		209 135				
TOTAL DE LA MISSION		4 771 371	1 603	439 000	4 251	8 900

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(9 782)		475 120		231	474 889		474 889	494 738
	8	18	1		17		17	24
						132	132	276
22 075		2 775 083	1 099	303	2 773 681		2 773 681	2 742 208
	636	6 136			6 136		6 136	5 438
12 293	644	3 256 357	1 100	534	3 254 723	132	3 254 855	3 242 684
100		2 980	105		2 875		2 875	2 617
8		7 037	374	10	6 653		6 653	6 490
						10	10	13
40		44 858	7 896	2 981	33 981		33 981	26 778
	4	8 904			8 904		8 904	12 063
						5 542	5 542	2 052
								(3)
1 000		1 678 663	32 700	139	1 645 824		1 645 824	1 534 423
		1 100	1 081		19		19	4 399
								(60)
(468)		29 702	7 318	2 084	20 300		20 300	21 180
	38	48			48		48	42
						777	777	806
680	42	1 773 292	49 474	5 214	1 718 604	6 329	1 724 933	1 610 800
(2 187)		145 930	5 831	221	139 878		139 878	148 789
	19 592	80 610	36		80 574		80 574	76 379
						188	188	182
(2 187)	19 592	226 540	5 867	221	220 452	188	220 640	225 350
10 786	20 278	5 256 189	56 441	5 969	5 193 779	6 649	5 200 428	5 078 834

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE							
Portefeuille : Assemblée nationale							
Commission spéciale	2-6						
Permanents		344					
Secrétariat général adjoint aux affaires administratives	2-4						
Permanents		36 634					
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	2-4						
Permanents		21 057					
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-4						
Permanents		46 159					6 788
Total du portefeuille		104 194					6 788
Portefeuille : Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Administration du système électoral	2-12						
Permanents		26 756					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire au lobbyisme	2-14						
Ne nécessitant pas de crédits		2 527					
Le Protecteur du citoyen	2-12						
Permanents		12 533	228				
Ne nécessitant pas de crédits		293					
Le Vérificateur général	2-12						
Ne nécessitant pas de crédits		21 412	949				(2)
Total du portefeuille		63 521	1 177				(2)
Portefeuille : Affaires municipales et Régions							
Administration générale	2-22						
Permanents		63 694					
Ne nécessitant pas de crédits		9				2	
Commission municipale du Québec	2-24						
Ne nécessitant pas de crédits		2 269					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-22						
Permanents		714 262					292
Développement des régions et ruralité	2-24						
Régie du logement	2-26						
Permanents		69 025					
Ne nécessitant pas de crédits		14 688	3		1 385		
Total du portefeuille		863 947	3		1 385	2	292

10 L'augmentation s'explique principalement par la tenue d'une élection générale le 26 mars 2007.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
		344	171		173		173	1 950
(526)		36 108	1 560	7 218	27 330	5 282	27 330 5 282	26 642 5 610
(595)		20 462	463	5	19 994		19 994	2 248 17 633
1 121		54 068	83	18	53 967		53 967	44 859
		110 982	2 277	7 241	101 464	5 282	106 746	98 942
	72 275	99 031	2 544	2 296	94 191	1 079	94 191 ¹⁰ 1 079	24 410 670
		2 527	50	25	2 452	73	2 452 73	2 435 104
4		12 765	1 583	136	11 046		11 046	10 476
		293	9		284		284	256
						311	311	295
9		22 368	1 616	132	20 620		20 620	18 719
						504	504	511
13	72 275	136 984	5 802	2 589	128 593	1 967	130 560	57 876
(6 493)		57 201	1	3 797	53 403		53 403	50 459
	8	19	2		17		17	8
						2 456	2 456	2 709
(215)		2 054		3	2 051		2 051	1 689
						7	7	29
6 410		720 672	(141 510)	144 688	717 494		717 494	674 913
		292	292					
		69 025			69 025		69 025	57 279
2 911		18 987		2 718	16 269		16 269	16 004
						223	223	211
2 613	8	868 250	(141 215)	151 206	858 259	2 686	860 945	803 301

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille : Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits	2-44	3 508	97			
Fonds de suppléance	2-48	753 582				
Régimes de retraite et d'assurances Permanents	2-46	4 418				
		318 894				
Secrétariat du Conseil du trésor Permanents	2-44	117 986				
		9				
Total du portefeuille		1 198 397	97			
Portefeuille : Conseil exécutif						
Affaires autochtones Permanents	2-56	167 033	39			
Ne nécessitant pas de crédits		9				
Affaires intergouvernementales canadiennes Permanents	2-56	12 030	268			
Ne nécessitant pas de crédits		10				
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-54	857				
Jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	2-58	9 267	126			
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits	2-58	5 633	167			
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif Permanents	2-54	69 391	799			
Ne nécessitant pas de crédits		1 076				
Total du portefeuille		265 306	1 399			
Portefeuille : Développement économique, Innovation et Exportation						
Provision relative aux interventions financières garanties par le gouvernement	2-86	352 000				
Total du portefeuille		352 000				

11 Incluant 172 269 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2006.

12 L'augmentation est attribuable d'une part, au jugement de juin 2007 relatif à la rémunération des juges et d'autre part à l'équité salariale.

13 L'augmentation est principalement attribuable à la portion de la provision pour l'équité salariale relative à la fonction publique ainsi qu'à l'augmentation de la dépense relative à la provision pour congés de maladie et vacances.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
4		3 609	729	30	2 850		2 850	2 732
						16	16	19
(753 582) (1 587)		2 831			2 831		2 831	2 874
	117 851	436 745	16 005	31 450	389 290		389 290 ¹²	297 343
373 072		491 058	(505 254)	694 127 ¹¹	302 185		302 185 ¹³	162 729
	3	12			12		12	2 349
(382 093)	117 854	934 255	(488 520)	725 607	697 168	16	697 184	468 046
(6 049)		161 023	5 464	39	155 520		155 520	153 933
	61	70			70		70	64
						29	29	30
319		12 617	1 289	72	11 256		11 256	11 158
	44	54			54		54	49
						53	53	26
217		1 074			1 074		1 074	1 071
		9 393	901	4	8 488		8 488	8 704
						9	9	12
8		5 808	379	65	5 364		5 364	5 585
						18	18	17
(9 624)		60 566	13 256	381	46 929		46 929	48 965
	2 993	4 069			4 069		4 069	2 199
						334	334	633
(15 129)	3 098	254 674	21 289	561	232 824	443	233 267	232 446
(351 000)		1 000	1 000					
(351 000)		1 000	1 000					

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille : Finances						
Direction du ministère	2-124	44 027	1 242			
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-124	106 949	1 512			
Permanents		11 333				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		162 319	2 754			
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles						
Organisme relevant du ministre	2-132	721				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		721				
Portefeuille : Justice						
Activité judiciaire	2-140	26 107				
Permanents		52 791				
Administration de la justice	2-140	258 715				
Permanents		10 026			2	
Ne nécessitant pas de crédits						
Justice administrative	2-142	10 165				
Organisme de protection relevant du ministre	2-144	7 627				
Ne nécessitant pas de crédits						
Poursuites criminelles et pénales	2-144	58 923				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		424 354			2	
Portefeuille : Revenu						
Administration fiscale	2-166	487 717	6 113			
Permanents		302 536			31	5 000
Ne nécessitant pas de crédits						
Le Registraire des entreprises	2-168	20 053				
Permanent						
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		810 306	6 113		31	5 000

14 La variation s'explique principalement par l'inscription d'un compte à payer estimé pour la rémunération des juges suite au jugement rendu par la Cour supérieure le 4 juin 2007.

15 La variation est attribuable à la hausse de la dépense de créances douteuses et s'explique principalement par l'augmentation des comptes à recevoir due à l'intensification des travaux de récupération fiscale et par l'ajout à la provision pour créances douteuses de comptes à recevoir en opposition.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
174		45 443 10	6 113 1	1 914	37 416 9		37 416 9	37 438 10
						922	922	1 094
(41 773)		66 688 11 333	25 673 3 287	1 085	39 930 8 046		39 930 8 046	40 860 7 855
						279	279	261
(41 599)		123 474	35 074	2 999	85 401	1 201	86 602	87 518
		721	15	3	703		703	665
						5	5	5
		721	15	3	703	5	708	670
3 257		29 364		940	28 424		28 424	24 548
	70 162	122 953	243		122 710		122 710	60 018
(892)		257 823	4	9 290	248 529		248 529	254 912
	4 261	14 289	169		14 120		14 120	9 845
						14 284	14 284	13 289
23		10 188	198		9 990		9 990	10 828
58		7 685	204	44	7 437		7 437	7 402
						63	63	80
2 991		61 914		710	61 204		61 204	47 042
						17	17	
5 437	74 423	504 216	818	10 984	492 414	14 364	506 778	427 964
16 064		509 894	23 980	4 080	481 834		481 834	480 490
(92)	345 420	652 895	32	63 061	589 802		589 802	522 762
						500	500	1 736
51		20 104	7 002	144	12 958		12 958	13 952
	3	3			3		3	1
						565	565	458
16 023	345 423	1 182 896	31 014	67 285	1 084 597	1 065	1 085 662	1 019 399

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille : Sécurité publique						
Organismes relevant du ministre	2-186	29 237				
Permanents		3				
Sécurité, prévention et gestion interne	2-184	417 254				
Permanents		4 445				
Ne nécessitant pas de crédits						
Sûreté du Québec	2-184	479 880				
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		930 819				
Portefeuille : Services gouvernementaux						
Services gouvernementaux	2-192	62 225				
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		62 235				
Portefeuille : Travail						
Travail	2-214	22 810	689	6 500		
Permanents		3 021			1	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		25 831	689	6 500	1	
TOTAL DE LA MISSION		5 263 950	12 232	6 500	1 385	36
						12 078

- 16 La variation s'explique par l'augmentation des sommes versées pour les affaires policières et sécurité-protection, ainsi que pour les services correctionnels.
- 17 La hausse de 20 896 est principalement attribuable à des dépenses supplémentaires de 17 200 en 2006-2007 pour Services Québec, à la hausse des frais d'exploitation, de formation et d'amortissement de SAGIR pour 41 874 et à la non-réurrence d'une dépense de 44 200 en 2005-2006 pour la création d'une provision pour moins-value sur un actif.
- 18 La baisse est principalement attribuable aux sommes accordées en 2005-2006 à la Régie du bâtiment du Québec qui est devenue un organisme non budgétaire depuis le 1er décembre 2005.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
(1 124)		28 113		507	27 606		27 606	
		3	3					
25 396		442 650		3 478	439 172		439 172	¹⁶
	10 794	15 239		9	15 230		15 230	
						5 047	5 047	
20 179		500 059		14 065	485 994		485 994	
	1 062	1 062			1 062		1 062	
						11 553	11 553	
44 451	11 856	987 126	3	18 059	969 064	16 600	985 664	
77 374		139 599	19 365	7 687	112 547		112 547	¹⁷
		10	1		9		9	
						4 075	4 075	
77 374		139 609	19 366	7 687	112 556	4 075	116 631	
6 557		36 556	4 361	337	31 858		31 858	¹⁸
		3 022	304	11	2 707		2 707	
						863	863	
6 557		39 578	4 665	348	34 565	863	35 428	
(637 353)	624 937	5 283 765	(508 412)	994 569	4 797 608	48 567	4 846 175	4 295 053

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : SERVICE DE LA DETTE						
Portefeuille : Finances						
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents	2-126	7 205 000				
Total du portefeuille		7 205 000				
TOTAL DE LA MISSION		7 205 000				
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		58 817 435	18 845	445 500	36 784	5 693 20 978
Votés		41 121 463	18 845	445 500	36 784	(2)
Permanents		17 695 972				5 693 20 980
Ne nécessitant pas de crédits						
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)						
Ajustements négatifs de provisions						

19 Incluant 4 357 127 (2006: 4 043 803) pour le service de la dette directe et 2 643 023 (2006: 2 831 555) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

20 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2007 *	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
	628 239	7 833 239		833 089	7 000 150		7 000 150	¹⁹ 6 875 358
	628 239	7 833 239		833 089	7 000 150		7 000 150	6 875 358
	628 239	7 833 239		833 089	7 000 150		7 000 150	6 875 358
	1 536 656 ²⁰	60 881 891	(502 959)	2 883 993	58 500 857	295 192	58 796 049	56 104 219
		41 622 590	(714 271)	1 946 833	40 390 028		40 390 028	38 553 012
	1 536 656	19 259 301	189 156	937 160	18 132 985		18 132 985	17 354 622
						234 399	234 399	217 322
						60 793	60 793	
			22 156		(22 156)		(22 156)	(20 737)

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
ASSEMBLÉE NATIONALE	<u>102 108</u>	<u>101 464</u>	<u>79 879</u>
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
Commissaire au lobbyisme	2 502	2 452	1 708
Directeur général des élections - Commission de la représentation	95 932	94 191	57 557
Protecteur du citoyen	12 703	11 330	8 107
Vérificateur général	22 118	20 620	15 226
	<u>133 255</u>	<u>128 593</u>	<u>82 598</u>
AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS			
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 838 814	1 838 522	37 726
Commission municipale du Québec	2 051	2 051	1 617
Régie du logement	16 269	16 269	12 401
	<u>1 857 134</u>	<u>1 856 842</u>	<u>51 744</u>
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	672 135	671 927	113 413
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 609	8 411	6 898
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 039	3 836	2 980
	<u>684 783</u>	<u>684 174</u>	<u>123 291</u>
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	710 323	694 318	635 517
Commission de la fonction publique	3 449	2 850	2 312
	<u>713 772</u>	<u>697 168</u>	<u>637 829</u>
CONSEIL EXÉCUTIF			
Ministère du Conseil exécutif	249 459	228 943	51 292
Commission d'accès à l'information	4 049	3 881	3 122
	<u>253 508</u>	<u>232 824</u>	<u>54 414</u>
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
Ministère de la Culture et des Communications	569 207	568 881	40 232
Commission des biens culturels du Québec	444	444	286
Conseil supérieur de la langue française	1 501	1 327	732
Office québécois de la langue française	18 830	18 602	14 366
	<u>589 982</u>	<u>589 254</u>	<u>55 616</u>

* Excluant l'amortissement des immobilisations et l'utilisation des stocks qui ne requièrent pas de crédits.

** Les dépenses relatives à l'amortissement et à l'utilisation des stocks sont comprises dans la supercatégorie «Fonctionnement».

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
21 556		29			5 282	106 746
744					73	2 525
33 925		2 709			1 079	95 270
3 223					311	11 641
5 394					504	21 124
43 286		2 709			1 967	130 560
15 072	3 669	1 746 649	35 406		2 456	1 840 978
434					7	2 058
3 868					223	16 492
19 374	3 669	1 746 649	35 406		2 686	1 859 528
41 463	976	516 075			8 642	680 569
1 513					373	8 784
849	7				42	3 878
43 825	983	516 075			9 057	693 231
20 894	2	22 037	15 868			694 318
538					16	2 866
21 432	2	22 037	15 868		16	697 184
19 205		158 446			425	229 368
759					18	3 899
19 964		158 446			443	233 267
21 640	397	506 612			1 685	570 566
158						444
580		15			9	1 336
4 007		229			230	18 832
26 385	397	506 856			1 924	591 178

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	179 563	176 054	96 981
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 627	5 425	3 685
	<u>185 190</u>	<u>181 479</u>	<u>100 666</u>
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION			
	<u>611 204</u>	<u>517 012</u>	<u>58 466</u>
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	12 648 996	12 622 016	90 748
Commission consultative de l'enseignement privé	114	114	52
Conseil supérieur de l'éducation	2 205	2 205	1 608
	<u>12 651 315</u>	<u>12 624 335</u>	<u>92 408</u>
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
	<u>4 085 688</u>	<u>4 084 571</u>	<u>161 853</u>
FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE			
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	1 693 064	1 671 480	27 570
Conseil du statut de la femme	4 494	4 239	3 037
Curateur public	43 213	42 885	31 995
	<u>1 740 771</u>	<u>1 718 604</u>	<u>62 602</u>
FINANCES			
	<u>7 119 500</u>	<u>7 085 551</u>	<u>42 766</u>
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	122 561	122 557	63 366
Conseil des relations interculturelles	717	703	471
	<u>123 278</u>	<u>123 260</u>	<u>63 837</u>

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
42 872	107	36 094			9 378	185 432
1 740					51	5 476
<u>44 612</u>	<u>107</u>	<u>36 094</u>			<u>9 429</u>	<u>190 908</u>
<u>35 105</u>	<u>7 521</u>	<u>415 920</u>			<u>2 205</u>	<u>519 217</u>
44 500	4 327	12 482 441			13 597	12 635 613
62						114
597					19	2 224
<u>45 159</u>	<u>4 327</u>	<u>12 482 441</u>			<u>13 616</u>	<u>12 637 951</u>
<u>102 924</u>	<u>6 136</u>	<u>2 769 759</u>	<u>1 043 899</u>		<u>132</u>	<u>4 084 703</u>
9 218	19	1 634 673			777	1 672 257
1 202					10	4 249
10 887	3				5 542	48 427
<u>21 307</u>	<u>22</u>	<u>1 634 673</u>			<u>6 329</u>	<u>1 724 933</u>
<u>24 436</u>		<u>17 749</u>	<u>450</u>	<u>7 000 150</u>	<u>1 201</u>	<u>7 086 752</u>
30 899		28 292			1 740	124 297
232					5	708
<u>31 131</u>		<u>28 292</u>			<u>1 745</u>	<u>125 005</u>

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
JUSTICE			
Ministère de la Justice	633 051	627 330	259 680
Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales	200	1	
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	13 772	13 755	10 702
Conseil de la justice administrative	411	373	166
Conseil de la magistrature	2 139	2 095	331
Directeur des poursuites criminelles et pénales	61 205	61 204	49 739
Office de la protection du consommateur	7 636	7 437	5 630
Tribunal des droits de la personne	674	671	390
	<u>719 088</u>	<u>712 866</u>	<u>326 638</u>
RELATIONS INTERNATIONALES	<u>99 639</u>	<u>99 639</u>	<u>48 639</u>
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE	<u>447 777</u>	<u>447 702</u>	<u>104 570</u>
REVENU			
Ministère du Revenu	1 091 093	1 071 636	294 625
Le Registraire des entreprises	14 573	12 961	9 890
	<u>1 105 666</u>	<u>1 084 597</u>	<u>304 515</u>
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	16 688 508 ¹	16 767 869 ¹	50 783
Commissaire à la santé et au bien-être	1 395	1 395	759
Office des personnes handicapées du Québec	11 783	11 536	8 102
Régie de l'assurance maladie du Québec	5 686 001	5 670 177	
	<u>22 387 687</u>	<u>22 450 977</u>	<u>59 644</u>
1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.			
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Ministère de la Sécurité publique	959 381	959 377	459 623
Bureau du coroner	6 512	6 512	3 533
Commission québécoise des libérations conditionnelles	3 175	3 175	2 009
	<u>969 068</u>	<u>969 064</u>	<u>465 165</u>
SERVICES GOUVERNEMENTAUX	<u>121 683</u>	<u>112 556</u>	<u>9 414</u>

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
140 435	5 333	207 982	13 900		14 284	641 614
1						1
3 053					188	13 943
207						373
1 764						2 095
11 465					17	61 221
1 807					63	7 500
281						671
<u>159 013</u>	<u>5 333</u>	<u>207 982</u>	<u>13 900</u>		<u>14 552</u>	<u>727 418</u>
<u>27 050</u>		<u>23 950</u>			<u>2 070</u>	<u>101 709</u>
<u>43 886</u>	<u>5 540</u>	<u>18 014</u>	<u>275 692</u>		<u>15 053</u>	<u>462 755</u>
113 889	547 717	123	115 282		500	1 072 136
3 068	3				565	13 526
<u>116 957</u>	<u>547 720</u>	<u>123</u>	<u>115 282</u>		<u>1 065</u>	<u>1 085 662</u>
73 462		16 643 624			1 411	16 769 280
536		100				1 395
2 540		894			117	11 653
		5 670 177				5 670 177
<u>76 538</u>		<u>22 314 795</u>			<u>1 528</u>	<u>22 452 505</u>
239 228	33	64 395	196 098		16 600	975 977
2 979						6 512
1 166						3 175
<u>243 373</u>	<u>33</u>	<u>64 395</u>	<u>196 098</u>		<u>16 600</u>	<u>985 664</u>
<u>65 855</u>		<u>37 287</u>			<u>4 075</u>	<u>116 631</u>

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
TOURISME	<u>143 418</u>	<u>143 418</u>	
TRANSPORTS			
Ministère des Transports	1 809 839	1 809 839	173 820
Commission des transports du Québec	<u>11 001</u>	<u>10 503</u>	<u>7 923</u>
	<u>1 820 840</u>	<u>1 820 342</u>	<u>181 743</u>
TRAVAIL			
Ministère du Travail	28 947	26 215	8 721
Commission de l'équité salariale	5 520	5 239	3 860
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	457	413	258
Conseil des services essentiels	<u>2 976</u>	<u>2 698</u>	<u>1 946</u>
	<u>37 900</u>	<u>34 565</u>	<u>14 785</u>
TOTAL GOUVERNEMENTAL	<u>58 704 254</u>	<u>58 500 857</u>	<u>3 183 082</u>

Pour détail par catégories, voir section 2, par portefeuilles.

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
		84 499	58 919			143 418
283 569	470	572 161	779 819		182 000	1 991 839
2 580					1 354	11 857
<u>286 149</u>	<u>470</u>	<u>572 161</u>	<u>779 819</u>		<u>183 354</u>	<u>2 003 696</u>
2 886		14 608			752	26 967
1 379					94	5 333
155					2	415
752					15	2 713
<u>5 172</u>		<u>14 608</u>			<u>863</u>	<u>35 428</u>
<u>1 524 489</u>	<u>582 260</u>	<u>43 675 543</u>	<u>2 535 333</u>	<u>7 000 150</u>	<u>295 192</u>	<u>58 796 049</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		
Établissements de santé et de services sociaux	10 748 211	3 934 584
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	9 218 775	1 503 265
Municipalités et organismes municipaux		10
Organismes à but non lucratif	100 844	53 538
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie	3 947 436	2
Autres	46 653	6
Organismes et entreprises du gouvernement	433 949	237 189
	24 495 868	5 728 594
RÉPARTITION:		
1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Régions	19 886	5 993
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	41 035	12 500
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	21 882	
6 Conseil exécutif		
7 Culture et Communications	101 650	73 197
8 Développement durable, Environnement et Parcs		6 015
9 Développement économique, Innovation et Exportation	2 928	6 627
10 Éducation, Loisir et Sport	9 207 876	1 506 602
11 Emploi et Solidarité sociale	6 943	2 682
12 Famille, Aînés et Condition féminine		30 097
13 Finances	11 858	2 327
14 Immigration et Communautés culturelles		
15 Justice	117 160	17 769
16 Relations internationales		
17 Ressources naturelles et Faune	2 039	
18 Revenu		
19 Santé et Services sociaux	14 915 904	4 020 691
20 Sécurité publique		7 996
21 Services gouvernementaux		
22 Tourisme	22 269	26 105
23 Transports	24 438	9 993
24 Travail		
	24 495 868	5 728 594

Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

Capital		Intérêt	Support	2007	2006
Principal	Autres				
2 899	29 438	3 232	1 033 118	1 068 687	998 522
309 979	15 743	271 252	198 255	15 478 024	14 603 573
512 483	27 405	559 274	310 268	12 131 470	11 821 302
437 341	42 669	322 772	1 128 705	1 931 497	1 759 792
85 699	10 031	86 851	2 309 406	2 646 369	2 531 472
			2 746 038	2 746 038	2 716 575
			1 923 796	5 871 234	5 521 203
4 065	24 135	4 939	632 771	712 569	647 533
87 534	25 600	84 608	220 775	1 089 655	992 243
1 440 000	175 021	1 332 928	10 503 132	43 675 543	41 592 215
			29	29	31
			2 709	2 709	2 778
390 138	16 294	335 216	979 122	1 746 649	1 649 844
103	27 152	156	435 129	516 075	484 366
			155	22 037	24 201
7 447	3 022	6 619	141 358	158 446	157 866
73 564	2 264	46 114	210 067	506 856	455 890
12 683	514	7 071	9 811	36 094	33 322
6 324	1 089	2 792	396 160	415 920	395 650
499 827	29 583	554 663	683 890	12 482 441	12 119 518
	486	21	2 759 627	2 769 759	2 738 544
3 810	593	1 962	1 598 211	1 634 673	1 523 548
			3 564	17 749	16 175
			28 292	28 292	23 260
	513		72 540	207 982	213 944
			23 950	23 950	25 399
	1 454	4 856	9 665	18 014	19 836
			123	123	124
309 931	35 877	271 207	2 761 185	22 314 795	21 021 084
			56 399	64 395	48 160
			37 287	37 287	22 829
16 421		19 704		84 499	84 339
119 752	56 180	82 547	279 251	572 161	515 024
			14 608	14 608	16 483
1 440 000	175 021	1 332 928	10 503 132	43 675 543	41 592 215
	1 615 021				

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	2007	¹	2006
Affaires municipales et Régions					35 406	35 406		27 143
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		220	5 672	9 976		15 868		4 437
Emploi et Solidarité sociale	121 680	47 836	28 727	2 759	842 897	1 043 899		1 024 950
Finances		450				450		450
Justice	260	1 064			12 576	13 900		11 336
Relations internationales								10 750
Ressources naturelles et Faune	92 689	83 748	12 400	12 800	74 055	275 692		220 686
Revenu	52 284	19 951	40 446	2 601		115 282		109 512
Sécurité publique	153 361	37 803	4 934			196 098		199 545
Services gouvernementaux								44 200
Tourisme	15 606	13 636			29 677	58 919		74 276
Transports	64 838	33 266	400 755	279 416	1 544	779 819		673 003
	500 718	237 974	492 934	307 552	996 155	2 535 333		2 400 288

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobilisations	Rémunération totale
Assemblée nationale	79 879			79 879	578	80 457
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 598			82 598	231	82 829
Affaires municipales et Régions	51 744	19 886		71 630	33	71 663
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 291	41 035		164 326	708	165 034
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	637 829	21 882		659 711		659 711
Conseil exécutif	54 414			54 414		54 414
Culture et Communications	55 616	101 650		157 266	19	157 285
Développement durable, Environnement et Parcs	100 666			100 666	1 262	101 928
Développement économique, Innovation et Exportation	58 466	2 928		61 394		61 394
Éducation, Loisir et Sport	92 408	9 207 876		9 300 284	589	9 300 873
Emploi et Solidarité sociale	161 853	6 943	121 680	290 476		290 476
Famille, Aînés et Condition féminine	62 602			62 602	1 358	63 960
Finances	42 766	11 858		54 624	360	54 984
Immigration et Communautés culturelles	63 837			63 837	1 482	65 319
Justice	326 638	117 160	260	444 058	3 919	447 977
Relations internationales	48 639			48 639		48 639
Ressources naturelles et Faune	104 570	2 039	92 689	199 298	2 907	202 205
Revenu	304 515		52 284	356 799		356 799
Santé et Services sociaux	59 644	14 915 904		14 975 548	198	14 975 746
Sécurité publique	465 165		153 361	618 526	2 424	620 950
Services gouvernementaux	9 414			9 414		9 414
Tourisme		22 269	15 606	37 875		37 875
Transports	181 743	24 438	64 838	271 019	5 305	276 324
Travail	14 785			14 785		14 785
	3 183 082	24 495 868	500 718	28 179 668	21 373	28 201 041

SECTION 2
DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale.....	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale.....	2-11
Affaires municipales et Régions.....	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	2-34
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	2-43
Conseil exécutif.....	2-53
Culture et Communications.....	2-63
Développement durable, Environnement et Parcs.....	2-74
Développement économique, Innovation et Exportation.....	2-83
Éducation, Loisir et Sport	2-91
Emploi et Solidarité sociale.....	2-103
Famille, Aînés et Condition féminine.....	2-111
Finances.....	2-120
Immigration et Communautés culturelles.....	2-131
Justice.....	2-138
Relations internationales.....	2-149
Ressources naturelles et Faune	2-155
Revenu.....	2-164
Santé et Services sociaux.....	2-173
Sécurité publique.....	2-182
Services gouvernementaux.....	2-191
Tourisme.....	2-198
Transports.....	2-204
Travail.....	2-213

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 610	2 658
Boutique de l'Assemblée nationale		<u>271</u>
	2 610	2 929
Moins : Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	<u>2 610</u>	<u>2 929</u>

Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	..... 191	..... 225
	<u>191</u>	<u>225</u>
Total des revenus autonomes	<u>191</u>	<u>225</u>
Total des revenus	<u><u>191</u></u>	<u><u>225</u></u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		SECRETARIAT GÉNÉRAL, AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES			
Sommaire : page 1-22					
1. Secrétariat général, affaires juridiques, bibliothèque et sécurité Permanents ¹	10 854	2		10 400	9 342
2. Affaires parlementaires Permanents ¹	2 754			2 754	2 530
3. Affaires institutionnelles Permanents ¹	6 854	3		6 840	4 755
TOTAL	20 462	5		19 994	16 627
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 2		SECRETARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES			
Sommaire : page 1-22					
1. Soutien administratif et technique Permanents ¹	21 432		6 768	13 104	7 357
2. Soutien à la gestion Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	14 676		450	14 226 5 282	12 151
TOTAL	36 108		7 218	32 612	19 508
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 3		SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES			
Sommaire : page 1-22					
1. Indemnités et allocations Permanents ¹ Permanents ²	17 063 8 491			17 063 8 392	17 063 830
2. Personnel des députés Permanents ²	20 673	2		20 671	18 110
3. Services de recherche des partis Permanents ²	1 799			1 799	1 593
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale Permanents ¹	6 042			6 042	6 042
TOTAL	54 068	18		53 967	43 638
1 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).					
2 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la bibliothèque et de la sécurité des personnes et des biens, des activités protocolaires et pédagogiques de même que des activités interparlementaires.

1 050		8					452
224							
2 085							11
<u>3 359</u>		<u>8</u>					<u>463</u>

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier, d'autre part.

5 747							1 560
2 075							
5 282							
<u>13 104</u>							<u>1 560</u>

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

7 562							83
2 540		21					
206							
<u>10 308</u>		<u>21</u>					<u>83</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-22					
COMMISSION SPÉCIALE					
1. Administration de la commission spéciale Permanents ¹	181			72	31
2. Recherche et soutien du Parti libéral du Québec Permanents ¹	67			25	25
3. Recherche et soutien du Parti québécois Permanents ¹	50			32	32
4. Recherche et soutien de l'Action démocratique du Québec Permanents ¹	46			44	18
TOTAL	344			173	106

1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Permanents	110 982	23	7 218	101 464	79 879
Ne nécessitant pas de crédits				5 282	
TOTAL	110 982	23	7 218	106 746	79 879 ¹

1 Incluant 5 935 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

L'Assemblée nationale a constitué une commission spéciale en vue de l'étude de l'avant-projet de loi sur la Loi électorale.

41							109
							42
							18
26							2
67							171
21 556		29					2 277
5 282							
26 838		29					2 277

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles			
Autres	<u>8</u>		
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires			
Autres	<u>21</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>29</u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
			8		8	5
4		17			21	26
4		17	8		29	31

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support	<u>29</u>	<u>29</u>	<u>31</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>29</u>	<u>29</u>	<u>31</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	456	567
Divers	<u>61</u>	<u>66</u>
	.....517	.....633
Intérêts		
Divers	.....17	.....9
Amendes et confiscations		
Retrait - parti politique	125	10
Divers	<u>11</u>	<u>12</u>
	.....136	.....22
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	.....124	.....190
	<u>794</u>	<u>854</u>
Total des revenus autonomes	<u>794</u>	<u>854</u>
Total des revenus	<u><u>794</u></u>	<u><u>854</u></u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		LE PROTECTEUR DU CITOYEN			
Sommaire : page 1-22					
1. Le Protecteur du citoyen	12 765		136	11 046	7 823
Permanents ¹	293			284	284
Ne nécessitant pas de crédits				311	
TOTAL	13 058		136	11 641	8 107
1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).					
PROGRAMME 2		LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL			
Sommaire : page 1-22					
1. Le Vérificateur général	22 368		132	20 620	15 226
Ne nécessitant pas de crédits				504	
TOTAL	22 368		132	21 124	15 226
PROGRAMME 3		ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL			
Sommaire : page 1-22					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents ¹	17 572		47	15 067	11 880
Ne nécessitant pas de crédits				449	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents ¹	166			80	
3. Activités électorales					
Permanents ¹	81 293		2 249	79 044	45 677
Ne nécessitant pas de crédits				630	
TOTAL	99 031		2 296	95 270	57 557
1 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

3 223						365	1 218
311							9
<u>3 534</u>						<u>365</u>	<u>1 227</u>

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

5 394						635	981
504							
<u>5 898</u>						<u>635</u>	<u>981</u>

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

3 187							2 458
449							
80							86
30 658		2 709					
630							
<u>35 004</u>		<u>2 709</u>					<u>2 544</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-22					
LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME					
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 527		25	2 452	1 708
Ne nécessitant pas de crédits				73	
TOTAL	2 527		25	2 525	1 708
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	37 660		293	34 118	24 757
Permanents	99 324		2 296	94 475	57 841
Ne nécessitant pas de crédits				1 967	
TOTAL	136 984		2 589	130 560	82 598 ¹

1 Incluant 6 013 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

744							50
73							
817							50

9 361						1 000	2 249
33 925		2 709					2 553
1 967							
45 253		2 709				1 000	4 802

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Autres			
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	2 709		
Total des crédits et dépenses	2 709		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
						<u>33</u>
		<u>2 709</u>			<u>2 709</u>	<u>2 745</u>
		<u>2 709</u>			<u>2 709</u>	<u>2 778</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support	<u>2 709</u>	<u>2 709</u>	<u>2 778</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 709</u>	<u>2 709</u>	<u>2 778</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 485	4 598
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	36	17
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	1 038	293
Débiteurs	92	10
Divers	8	8
	1 138	311
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	492	389
Subventions d'années antérieures	434	1 293
Biens non réclamés remis à l'état	4	145
	930	1 827
	2 104	2 155
Total des revenus autonomes	6 589	6 753
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Programme d'infrastructures	52 901	48 376
Infrastructures 2005	6 583	
	59 484	48 376
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au programme d'infrastructures	52 901	48 376
Compte relatif aux infrastructures 2005	6 583	
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	6 589	6 753

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-14

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE

1. Aide au développement de la Métropole	56 426			56 426	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval Permanents ¹	19 133 <u>972</u>	4 497 ²		14 636 <u>972</u>	
TOTAL	<u>76 531</u>	<u>4 497</u>		<u>72 034</u>	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

2 Incluant un montant de 2 962 porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-14

MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES
ET RENOUVEAU URBAIN

1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	21 169			21 169	
2. Assainissement des eaux du Québec	440 940			440 940	
3. Infrastructures	115 757			115 757	653
4. Renouveau urbain et villageois	<u>8 168</u>			<u>8 168</u>	
TOTAL	<u>586 034</u>			<u>586 034</u>	<u>653</u>

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale en matière de gouvernance locale et régionale.

		56 426					
		14 636					
	972						
	972	71 062					

Ce programme procure le financement requis pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.

		21 169					
		440 940					
477		114 627					
3		8 165					
480		584 901					

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-22					
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS					
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	24 393	5 633 ²		21 705	
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	266 482	91 765 ²		266 482	
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 185	490 ²		1 695	
4. Aménagement du territoire municipal	3 783			3 783	
5. Aide financière aux municipalités Permanents ¹	34 972 292			34 972	
6. Mesures financières du pacte fiscal	388 857	46 800 ²		388 857	
TOTAL	720 964	144 688		717 494	

1 Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51).

2 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

PROGRAMME 4

Sommaire : page 1-22

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Direction Permanents ¹	5 208 17			5 208 17	3 208
2. Gestion Permanents ² Ne nécessitant pas de crédits	51 993 2	2	3 795	48 195 2 456	33 865
TOTAL	57 220	2	3 795	55 876	37 073

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		21 705					(2 945)
		266 482					(91 765)
		1 695					
		3 783					
5		34 967					292
		388 857					(46 800)
5		717 489					(141 218)

Ce programme comprend la direction du Ministère et les unités responsables de la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement de l'ensemble des régions du Québec.

626		1 374					
17							
13 944		386					1
2 456							2
17 043		1 760					3

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-22					
DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET RURALITÉ					
1. Soutien au développement local et régional	69 025			69 025	
TOTAL	69 025			69 025	
PROGRAMME 6					
Sommaire : page 1-22					
COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC					
1. Commission municipale du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2 054		3	2 051 7	1 617
TOTAL	2 054		3	2 058	1 617
PROGRAMME 7					
Sommaire : page 1-14					
HABITATION					
1. Société d'habitation du Québec	340 515			340 515	
2. Immobilière SHQ					
TOTAL	340 515			340 515	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et celles sur la ruralité.

		33 619	35 406				
		33 619	35 406				

Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.

434							
7							
441							

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

	2 697	337 818					
	2 697	337 818					

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 8					
Sommaire : page 1-22					
RÉGIE DU LOGEMENT					
1. Régie du logement	18 987	2 469	249	16 269	12 401
Ne nécessitant pas de crédits				223	
TOTAL	18 987	2 469	249	16 492	12 401
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 870 047	151 656	4 047	1 855 853	51 744
Permanents	1 283			989	
Ne nécessitant pas de crédits				2 686	
	1 871 330	151 656	4 047	1 859 528	51 744

1 Incluant 11 638 à l'égard de 117 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

3 868							
223							
4 091							
19 357	2 697	1 746 649	35 406				(141 509)
17	972						294
2 686							
22 060	3 669	1 746 649	35 406				(141 215)

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	14 636		
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	16 383		
Fonds de développement de la Métropole	18 397	582	
Grand Montréal Bleu	315		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 331		
Total du programme 1	71 062	582	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	8 737		
Assainissement des eaux du Québec	440 728		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	1 431		
Eaux vives du Québec	19 738		
Infrastructures Canada-Québec 2000	20 533		
Infrastructures Canada-Québec 94-97	46 162	2 613	
Infrastructures municipales en milieu nordique	4 067		
Infrastructures Québec-Municipalités	34 520		
Renouveau urbain et villageois	8 165		
Villages branchés du Québec	248		
Autres	572		
Total du programme 2	584 901	2 613	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Compensation financière pour les équipements antipollution	5 171		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	1 695		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	266 482		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	21 705		
Mesures financières du pacte fiscal	388 857		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 991		
Programme de neutralité	14 059		
Regroupement municipal	3 783		
Autres	9 821		
Total du programme 3	717 564		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		14 636			14 636	14 888
16 383					16 383	19 253
50	4 888	12 877			18 397	18 451
	315				315	205
	21 331				21 331	21 067
16 433	26 534	27 513			71 062	73 864
	8 737				8 737	9 186
	440 728				440 728	404 926
	1 431				1 431	1 517
	19 738				19 738	18 350
330	17 591	2 612			20 533	15 560
144	38 672	4 733			46 162	67 019
	4 067				4 067	3 446
1 392	27 786	5 342			34 520	27 608
	8 165				8 165	5 056
	248				248	219
	212	360			572	782
1 866	567 375	13 047			584 901	553 669
	5 171				5 171	
	1 695				1 695	2 463
	266 482				266 482	258 062
	21 705				21 705	23 950
	388 857				388 857	358 528
	5 991				5 991	5 990
	13 984				13 984	16 283
	3 783				3 783	1 197
	9 705	116			9 821	8 244
	717 373	116			717 489	674 717

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 760	24	
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Fonds conjoncturel de développement	2 923		
Fonds de diversification économique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5 755	1 004	
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	2 605		
Politique nationale de la ruralité	21 690		
Autres	646		
Total du programme 5	33 619	1 004	
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	25 308		
Aide au logement social, communautaire et abordable	282 940		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	957	957	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	28 613		
Immobilière SHQ			
Total du programme 7	337 818	957	
Total des crédits et dépenses	1 746 724	5 180	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
33	157	1 536		10	1 760	1 630
75	500 2 800 2 605	2 348 1 951			2 923 5 755 2 605	2 924 5 500
222	20 141	1 238 646		89	21 690 646	20 796 846
297	26 046	6 183		89	33 619	30 066
		1 682 158 151	23 626 124 789		25 308 282 940 957	20 692 270 478 551
				28 613	28 613	23 657 520
		159 833	148 415	28 613	337 818	315 898
18 629	1 337 485	208 228	148 415	28 712	1 746 649	1 649 844

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2007
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	19 886	19 886	22 392
Fonctionnement	5 994	5 993	1 781
Capital	406 432	406 432	345 726
Intérêt	335 289	335 216	362 487
Support	<u>979 123</u>	<u>979 122</u>	<u>917 458</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 746 724</u>	<u>1 746 649</u>	<u>1 649 844</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2007
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support	<u>35 406</u>	<u>35 406</u>	<u>27 143</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>35 406</u>	<u>35 406</u>	<u>27 143</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	52	3
Autres		
Études de dossiers	349	39
Vente et mélange d'aliments médicamenteux	119	42
Demande d'autorisation - zone agricole	588	613
Commercialisation des grains	207	206
Mise en marché	83	104
Abattoir et atelier	275	161
Inséminateurs	63	57
Acte déclaratoire - CPTAQ	98	96
Pêche commerciale	91	75
Préparation ou mise en conserve du poisson	62	51
Restauration et vente au détail d'aliments	10 921	8 060
Divers	45	22
	12 901	9 526
	12 953	9 529
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cale de halage	47	50
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	469	468
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	40	54
Aide technique et soutien	70	75
Autres aides à l'agriculteur	1 015	905
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 500
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 563	3 781
Divers	117	132
	10 821	10 965
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 500
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 563	3 781
	1 758	1 684
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	51	32
Divers	24	10
	75	42
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	162	67
Subventions d'années antérieures	4 789	1 187
Divers	14	22
	4 965	1 276
	6 798	3 002
Total des revenus autonomes	19 751	12 531

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	<u>208 257</u> ¹	<u>372 348</u>
	208 257	372 348
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles	<u>208 257</u> ¹	<u>372 348</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u>19 751</u>	<u>12 531</u>

- 1 La diminution est attribuable principalement à des ententes fédérales qui ont pris fin au 31 mars 2006 concernant le Programme de paiements relatifs au revenu agricole, le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-16					
DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES BIOALIMENTAIRES, FORMATION ET QUALITÉ DES ALIMENTS					
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	233 495	2	225	233 268	45 133
2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles	20 107	1	163	19 943	6 553
3. Institut de technologie agroalimentaire	18 679		224	18 455	15 197
4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	49 219		391	48 828	21 899
5. Direction et services à la gestion	58 176	533	11 214	46 429	24 631
Permanents ¹	40			40	
Permanents ²	164			164	
Permanents ³	2				
Ne nécessitant pas de crédits				8 642	
Ajustements négatifs de provisions ⁴				(200)	
TOTAL	379 882	536	12 217	375 569	113 413

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

4 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14) pour un montant de (188), Loi sur le financement de la pêche commerciale, (L.R.Q., c. F-1.3) pour un montant de (12).

PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-16

ORGANISMES D'ÉTAT

1. Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 959		350	8 411	6 898
Ne nécessitant pas de crédits				373	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 060		19	3 829	2 980
Permanents ¹	7			7	
Ne nécessitant pas de crédits				42	
TOTAL	318 026		369	317 662	9 878

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
5 962		182 173					
1 963	1 012	10 415					
1 739		1 519					
9 961		16 968					
21 798 40	164						2
8 642	(200)						
<u>50 105</u>	<u>976</u>	<u>211 075</u>					<u>2</u>

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

		305 000					
1 513 373					152	46	
849	7					211	1
42							
<u>2 777</u>	<u>7</u>	<u>305 000</u>			<u>152</u>	<u>257</u>	<u>1</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	697 695	536	12 586	684 163	123 291
Permanents	213			211	
Ne nécessitant pas de crédits				9 057	
Ajustements négatifs de provisions				(200)	
TOTAL	697 908	536	12 586	693 231	123 291

1 Incluant 15 138 à l'égard de 147 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
43 785	1 012	516 075			152	257	1
40	171						2
9 057	(200)						
52 882	983	516 075			152	257	3

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	14 372	1 380	
Aide aux exploitations affectées par le nématode doré	1 210	1 210	
Aide spéciale au confinement des oiseaux d'élevage	966	966	
Aide spéciale aux exploitations porcines	15 000	15 000	
Amélioration de la santé animale	13 769	13 769	
Appui à la formation	1 520	1	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	10 415	6 991	
Appui au développement en région	11 367	10 529	
Appui au secteur de la transformation	3 364	3 269	
Prime-Vert	33 242	33 033	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	101 080	101 080	
Traçabilité des aliments	3 009	9	
Autres	1 761	525	
Total du programme 1	211 075	187 762	
Programme 2 - Organismes d'État			
Financière agricole du Québec	305 000	251 500	
Total des crédits et dépenses	516 075	439 262	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
1 271		11 721			14 372	16 881
					1 210	
					966	
					15 000	
					13 769	14 051
1 153		366			1 520	1 341
655		2 769			10 415	5 399
		838			11 367	12 165
		95			3 364	2 445
		209			33 242	26 713
					101 080	95 590
		3 000			3 009	3 146
18	11	1 207			1 761	1 635
3 097	11	20 205			211 075	179 366
				53 500	305 000	305 000
3 097	11	20 205		53 500	516 075	484 366

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	41 035	41 035	40 565
Fonctionnement	12 500	12 500	11 138
Capital	27 255	27 255	22 439
Intérêt	156	156	49
Support	<u>435 129</u>	<u>435 129</u>	<u>410 175</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>516 075</u>	<u>516 075</u>	<u>484 366</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	..... 3 420	..... 3 907
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	..... 12 799	..... 5 170
	<u>16 219</u>	<u>9 077</u>
Total des revenus autonomes	<u>16 219</u>	<u>9 077</u>
Total des revenus	<u><u>16 219</u></u>	<u><u>9 077</u></u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
SOMMAIRE : page 1-24					
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR					
1. Soutien au Conseil du trésor	49 222	3		49 219	27 718
Permanents ¹	10			10	
Permanents ²	2			2	
2. Fonctions gouvernementales	3 287			3 287	2 953
3. Contributions de l'employeur	90 107	53 503 ³		73 607	73 607
4. Fonds dédiés aux sinistres	15 072			15 072	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Provision pour l'équité salariale	333 270	172 269 ⁴		161 000	161 000
7. Provision pour passif environnemental		468 352 ³			
TOTAL	491 070	694 127		302 197	265 278
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
3	Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.				
4	Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2005-2006.				

PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-24

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

1. Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits	3 609		30	2 850 16	2 312
TOTAL	3 609		30	2 866	2 312

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, budgétaires et matérielles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

20 550		155	796				
10	2						
334							(37 003)
			15 072				
							100
							1
							(468 352)
<u>20 894</u>	<u>2</u>	<u>155</u>	<u>15 868</u>				<u>(505 254)</u>

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

538					97	100	532
16							
<u>554</u>					<u>97</u>	<u>100</u>	<u>532</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES					
Sommaire : page 1-24					
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents ¹	27 733			25 477	25 477
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents ²	19 879			19 879	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ³	193 304	31 450 ⁹		161 854	161 854
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents ⁴	2 831 12			2 831 12	828 12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents ⁵	9 670			9 585	9 585
6. Régime de retraite des juges Permanents ⁶	83 818			83 818	83 818
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents ⁷	20 321			15 897	15 897
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents ⁸	82 008			72 768	72 768
TOTAL	439 576	31 450		392 121	370 239

1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).

2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).

3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).

5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).

6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).

7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).

8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

9 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

							2 256
		19 879					
		2 003					
							85
							4 424
							9 240
		<u>21 882</u>					<u>16 005</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-24					
FONDS DE SUPPLÉANCE					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2006-2007					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit relié à des activités visant l'amélioration de la prestation de services aux citoyens					
TOTAL					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	497 498	694 127	30	307 866	268 418
Permanents	436 757	31 450		389 302	369 411
Ne nécessitant pas de crédits				16	
TOTAL	934 255	725 577	30	697 184	637 829 ¹

1 Incluant 6 585 à l'égard de 62 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

21 422		2 158	15 868		97	100	(504 722)
10	2	19 879					16 005
16							
21 448	2	22 037	15 868		97	100	(488 717)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Agence des partenariats public-privé du Québec			
Autres	155		
Total du programme 1	155		
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 003		1 488
Régime de retraite de certains enseignants	19 879		
Total du programme 3	21 882		1 488
Total des crédits et dépenses	22 037		1 488

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
						2 340
		155			155	155
		155			155	2 495
515					2 003	2 122
19 879					19 879	19 584
20 394					21 882	21 706
20 394		155			22 037	24 201

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	21 882	21 882	22 870
Fonctionnement			1 331
Support	<u>155</u>	<u>155</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 037</u>	<u>22 037</u>	<u>24 201</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Fonctionnement	220	220	67
Capital	5 672	5 672	800
Intérêt	<u>9 976</u>	<u>9 976</u>	<u>3 570</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>15 868</u>	<u>15 868</u>	<u>4 437</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		21
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	41	7 441
Divers	4	12

	45	7 474
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		21
Compte pour le financement de la Stratégie d'action jeunesse	41	7 441

	4	12
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	71	52
Subventions d'années antérieures	62	302

	133	354

	137	366
Total des revenus autonomes	<u>137</u>	<u>366</u>
Total des revenus	<u><u>137</u></u>	<u><u>366</u></u>

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR					
Sommaire : page 1-24					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 074			1 074	573
TOTAL	1 074			1 074	573
PROGRAMME 2					
SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF					
Sommaire : page 1-24					
1. Cabinet du premier ministre Permanents ¹	4 930 529			4 807 529	3 568
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif Permanents ²	12 235 1 936			11 192 1 936	9 397 162
3. Direction générale de l'administration Permanents ² Ne nécessitant pas de crédits	17 829 16	1	380	14 868 16 334	8 365 16
4. Indemnités de l'exécutif Permanents ¹	1 588			1 588	1 588
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	17 019			16 062	15 292
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	8 553				
TOTAL	64 635	1	380	51 332	38 388

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur les commissions d'enquête, (L.R.Q., c. C-37).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

491		10					
<u>491</u>		<u>10</u>					

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

806		433				91	32
529							
1 572		223			139	637	267
1 774							
6 503					842	697	1 041
334							
770					400		557
							<u>8 553</u>
<u>12 288</u>		<u>656</u>			<u>1 381</u>	<u>1 425</u>	<u>10 450</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES					
Sommaire : page 1-24					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	994		23	921	629
Permanents ¹	54			54	
Ne nécessitant pas de crédits				9	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	7 483	5	44	6 398	4 321
Ne nécessitant pas de crédits				44	
3. Représentation du Québec au Canada	1 605			1 467	766
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	2 535			2 470	
TOTAL	12 671	5	67	11 363	5 716
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-24**AFFAIRES AUTOCHTONES**

1. Secrétariat aux affaires autochtones	161 023		39	155 520	3 539
Permanents ¹	70			70	
Ne nécessitant pas de crédits				29	
TOTAL	161 093		39	155 619	3 539
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

219		73				23	27
54							
9							
2 077					568	128	340
44							
701						106	32
98		2 372				26	39
3 202		2 445			568	283	438

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

2 618		149 363			374	130	4 960
70							
29							
2 717		149 363			374	130	4 960

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-24					
JEUNESSE					
1. Secrétariat à la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	8 626		4	7 755 5	1 246
2. Conseil permanent de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	767			733 4	554
TOTAL	9 393		4	8 497	1 800

PROGRAMME 6					
Sommaire : page 1-24					
RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET ACCÈS À L'INFORMATION					
1. Réforme des institutions démocratiques	1 219			1 030	917
2. Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits	4 114		65	3 881 18	3 122
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	475			453	359
TOTAL	5 808		65	5 382	4 398

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	250 481	6	555	228 631	52 648
Permanents	4 193			4 193	1 766
Ne nécessitant pas de crédits				443	
TOTAL	254 674	6	555	233 267	54 414 ¹

¹ Incluant 13 141 à l'égard de 118 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment la mise en œuvre de la politique québécoise de la jeunesse. Un compte à fin déterminée de l'ordre de 42,0 M\$ sera notamment utilisé pour financer la nouvelle Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

597 5		5 912			376	108	383
179 4							34
785		5 912			376	108	417

Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.

113					167	22	
759 18						123	45
34		60				22	
924		60			167	167	45

17 537 2 427 443		158 446			2 866	2 113	16 310
20 407		158 446			2 866	2 113	16 310

CONSEIL EXÉCUTIF**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Autres	10		
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ENAP	566		
Autres	492		
Total du programme 2	1 058		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	502		
Organismes francophones hors-Québec	1 890		
Autres	73		
Total du programme 3	2 465		
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	80 092		
Entente avec les inuits	16 144		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	32 694		
Financement global des villages nordiques	9 964		
Fonds de développement pour les autochtones	7 922	158	
Organismes autochtones	2 037		
Transfert des terres Oujé-Bougoumou	5 000		
Autres	799		
Total du programme 4	154 652	158	
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	5 283	15	
Autres	656		
Total du programme 5	5 939	15	
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels			
Autres	60		
Total des crédits et dépenses	164 184	173	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		10			10	9
175					175	275
22	8	451			481	806
197	8	451			656	1 081
11		483	8		502	261
		1 870			1 870	1 993
6		67			73	72
17		2 420	8		2 445	2 326
		80 091			80 091	82 037
	5 261	10 883			16 144	15 822
	32 694				32 694	30 175
	9 963				9 963	10 419
	239	7 132	121		7 650	8 104
		2 037			2 037	1 571
26	19	739			784	698
26	48 176	100 882	121		149 363	148 826
		5 263			5 278	5 147
76		558			634	413
76		5 821			5 912	5 560
		60			60	64
316	48 184	109 644	129		158 446	157 866

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Capital	10 539	10 469	10 001
Intérêt	6 620	6 619	7 618
Support	<u>147 025</u>	<u>141 358</u>	<u>140 247</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>164 184</u>	<u>158 446</u>	<u>157 866</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	2	82
Cours	501	391
Aide technique et soutien	193	151
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 103	1 408
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	470	447
Financement des unités autonomes de service	485	482
Divers	64	60
	2 818	3 021
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 103	1 408
Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	470	447
Compte pour le financement des unités autonomes de service	485	482
	760	684
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	80	398
Subventions d'années antérieures	158	165
	238	563
	999	1 248
Total des revenus autonomes	999	1 248
Total des revenus	999	1 248

CULTURE ET COMMUNICATIONS**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		GESTION INTERNE, INSTITUTIONS NATIONALES ET COMMISSION DES BIENS CULTURELS			
1. Gestion interne et soutien Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	41 974 10		1 698	40 276 10 1 646	26 606
2. Centre de conservation du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2 171		54	2 117 35	1 315
3. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	18 752		148	18 604	11 607
4. Commission des biens culturels du Québec	444			444	286
TOTAL	63 351		1 900	63 132	39 814

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

13 670							
10							
1 646							
802							
35							
6 997							
158							
23 318							

CULTURE ET COMMUNICATIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT			
1. Action culturelle et communications	149 108			149 108	
2. Musées nationaux	64 749			64 749	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec Permanents ¹	17 546 840			17 546 840	
4. Société de développement des entreprises culturelles	60 994			60 994	
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	688			688	
6. Société de télédiffusion du Québec	60 584			60 584	
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	83 710			83 710	
8. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	67 841			67 841	
TOTAL	506 060			506 060	

1 Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique.

		149 108					
		64 749					
		17 546 840					
	397	60 597					
		688					
		60 584					
		83 710					
		67 841					
	397	505 663					

CULTURE ET COMMUNICATIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-12					
CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE					
1. Coordination de la politique linguistique Ne nécessitant pas de crédits	2 144		2	1 814 4	704
2. Office québécois de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	19 019		190	18 602 230	14 366
3. Conseil supérieur de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	1 510		9	1 327 9	732
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
TOTAL	22 673		201	21 986	15 802
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	591 234		2 101	588 404	55 616
Permanents	850			850	
Ne nécessitant pas de crédits				1 924	
TOTAL	592 084		2 101	591 178	55 616

1 Incluant 7 363 à l'égard de 76 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

161 4		949			87	150	91
4 007 230		229				226	1
580 9		15				173	1
<u>4 991</u>		<u>1 193</u>			<u>87</u>	<u>549</u>	<u>93</u>
26 375 10 1 924	397	506 016 840			87	549	93
<u>28 309</u>	<u>397</u>	<u>506 856</u>			<u>87</u>	<u>549</u>	<u>93</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	46 682		
Aide aux immobilisations	70 964	325	93
Aide aux initiatives de partenariat	15 098	75	
Aide aux projets	11 006	52	
Autres interventions particulières en culture et en communications	5 358	13	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	66 837		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	688		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 557		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	77 153		
Musée d'Art contemporain de Montréal	8 850		
Musée de la Civilisation	22 453		
Musée des beaux-arts de Montréal	19 088		
Musée national des beaux-arts du Québec	14 358		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	6 780		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	53 817	42 288	
Société de la Place des Arts de Montréal	13 756		
Société de télédiffusion du Québec	60 584		
Société du Grand Théâtre de Québec	4 630		
Total du programme 2	505 663	42 753	93
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 268		
Autres	15		
Total du programme 3	1 283		
Total des crédits et dépenses	506 946	42 753	93

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
973	1 404	44 305			46 682	46 884
873	32 423	34 153	96	3 001	70 964	64 788
1 490	7 756	5 715		62	15 098	12 727
203	4 132	6 596	18	5	11 006	6 233
46	420	4 707	170	2	5 358	5 359
				66 837	66 837	55 972
		1 004			1 004	771
				688	688	679
				6 557	6 557	6 107
		67 911	9 142	100	77 153	67 766
				8 850	8 850	8 592
				22 453	22 453	21 921
		19 088			19 088	18 364
				14 358	14 358	13 415
				6 780	6 780	6 587
		10 095	602	832	53 817	43 894
				13 756	13 756	13 988
				60 584	60 584	56 881
				4 630	4 630	3 739
3 585	46 135	193 574	10 028	209 495	505 663	454 667
761		386	30	1	1 178	1 203
			15		15	20
761		386	45	1	1 193	1 223
4 346	46 135	193 960	10 073	209 496	506 856	455 890

CULTURE ET COMMUNICATIONS
DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	101 651	101 650	99 675
Fonctionnement	73 197	73 197	67 126
Capital	75 828	75 828	62 605
Intérêt	46 197	46 114	44 095
Support	<u>210 073</u>	<u>210 067</u>	<u>182 389</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u><u>506 946</u></u>	<u><u>506 856</u></u>	<u><u>455 890</u></u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	527	441
Régime des eaux	1 405	381
Sécurité des barrages	1 126	848
	..... 3 058	..... 1 670
Autres		
Attestations d'assainissement	575	744
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 062	1 049
Divers	1	2
	..... 1 638	..... 1 795
	..... 4 696	..... 3 465
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	60	56
Terrains et bâtisses	295	157
Location et concessions	1 101	839
Gestion des barrages publics	661	1 474
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 986	1 352
Gains sur disposition d'immobilisations	108	265
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	86	78
Financement des unités autonomes de service	1 883	2 519
Divers	30	35
	..... 6 210	..... 6 775
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 986	1 352
Compte pour le financement des unités autonomes de service	1 883	2 519
	..... 2 341	..... 2 904
Intérêts		
Divers	..... 13	..... 40
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	11	153
Divers	1	1
	..... 12	..... 154
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	654	282
Subventions d'années antérieures	139	106
	..... 793	..... 388
	..... 3 159	..... 3 486
Total des revenus autonomes	..... 7 855	..... 6 951

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface		200
Réseaux climatologiques au Québec		210
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux		126
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	694	476
Divers		<u>4</u>
	694	1 016
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	<u>694</u>	<u>476</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada		<u>540</u>
Total des revenus	<u><u>7 855</u></u>	<u><u>7 491</u></u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES PARCS			
1. Politiques environnementales	16 345		330	14 480	11 141
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	60 872		3 338	56 192	12 291
3. Analyse et expertise régionales	30 535		295	29 553	17 437
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	18 374		311	17 922	15 811
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 774		1 074	4 693	4 655
6. Centre d'expertise hydrique du Québec Permanents ¹	25 474 92	2	8 029	11 994 92	9 166 66
7. Direction Permanents ²	6 314 9		127	6 105 9	4 495
8. Services à la gestion Permanents ³ Permanents ⁴ Ne nécessitant pas de crédits	39 848 107 112	19	3 486	34 907 107	21 919
TOTAL	203 856	21	16 990	185 432	96 981
1	Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).				
2	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				
3	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
4	Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).				

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-16**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Ne nécessitant pas de crédits	5 689		61	5 425 51	3 685
TOTAL	5 689		61	5 476	3 685

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
921		2 418				645	890
20 238		23 663			115	132	1 095
2 394		9 722			510	49	128
2 111						101	40
38					2	2	3
2 801 26		27			890	600	3 959
1 346 9		264			2	70	10
12 988					45	346	1 045
	107						112
9 378							
<u>52 250</u>	<u>107</u>	<u>36 094</u>			<u>1 564</u>	<u>1 945</u>	<u>7 282</u>

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

1 740 51					38	164	1
<u>1 791</u>					<u>38</u>	<u>164</u>	<u>1</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	209 225	21	17 051	181 271	100 600
Permanents	320			208	66
Ne nécessitant pas de crédits				9 429	
TOTAL	209 545	21	17 051	190 908	100 666 ¹

1 Incluant 9 658 à l'égard de 104 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
44 577 35 9 429	107	36 094			1 602	2 109	7 171 112
54 041	107	36 094			1 602	2 109	7 283

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 200		
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	1 171		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	8 122		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	2 092		
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	213		
Société des établissements de plein air du Québec	9 362		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	10 751		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	98		
Soutien aux organismes de bassin versant	545		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	1 525		
Subventions de recherche et de développement en environnement	60		
Autres	1 090		
Total du programme 1	<u>36 229</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>36 229</u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	1 200				1 200	2 319
	5	1 166			1 171	207
	8 122				8 122	5 958
		1 977			1 977	1 718
		213			213	300
				9 362	9 362	3 362
		10 751			10 751	11 049
		98			98	149
		545			545	4 445
		1 525			1 525	1 525
		60			60	269
<u>12</u>	<u>175</u>	<u>877</u>	<u>6</u>		<u>1 070</u>	<u>2 021</u>
<u>12</u>	<u>9 502</u>	<u>17 212</u>	<u>6</u>	<u>9 362</u>	<u>36 094</u>	<u>33 322</u>
<u>12</u>	<u>9 502</u>	<u>17 212</u>	<u>6</u>	<u>9 362</u>	<u>36 094</u>	<u>33 322</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Fonctionnement	6 015	6 015	
Capital	13 311	13 197	4 435
Intérêt	7 072	7 071	7 052
Support	<u>9 831</u>	<u>9 811</u>	<u>21 835</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>36 229</u>	<u>36 094</u>	<u>33 322</u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Droits et permis		
Autres		
Remboursement	1 043	985
Divers	<u>79</u>	<u>67</u>
	<u>1 122</u>	<u>1 052</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	194	7 213
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	<u>194</u>	<u>7 213</u>

Intérêts		
Prêts	..... 4 914	..... 1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 080	290
Subventions d'années antérieures	<u>3 017</u>	<u>10 409</u>
	..... 4 097	..... 10 699
	<u>9 011</u>	<u>10 700</u>
Total des revenus autonomes	<u>10 133</u>	<u>11 752</u>
Total des revenus	<u><u>10 133</u></u>	<u><u>11 752</u></u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
DIRECTION DU MINISTÈRE					
Sommaire : page 1-16					
1. Direction et services à la gestion Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	40 032 65		957	33 874 65 2 205	17 211
TOTAL	40 097		957	36 144	17 211
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2					
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET AIDE AUX ENTREPRISES					
Sommaire : page 1-16					
1. Développement des politiques et programmes	18 990			17 170	6 317
2. Développement des secteurs industriels	8 843			8 728	7 595
3. Développement des marchés	8 578	12		8 554	5 170
4. Services aux entreprises et développement économique en région	17 524	1		16 389	14 142
5. Soutien à l'entrepreneuriat et au développement des entreprises et des secteurs industriels	47 264			47 264	
6. Mesures de soutien au développement économique local et régional Permanents ¹ Ajustements négatifs de provisions	70 565 13 921	18 014 ²		52 550 13 921 (270)	
7. Investissement Québec Ajustements négatifs de provisions	485 010	351 000 ³		68 367 (6 130)	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE					
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements	9 353				
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	680 148	369 027		226 543	33 224

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

2 Incluant un montant de 15 014 porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

3 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2005-2006.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de soutien à la gestion.

15 840		823				1 013	4 188
65							
2 205							
<u>18 110</u>		<u>823</u>				<u>1 013</u>	<u>4 188</u>

Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés pour la création d'emplois. De plus, il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au soutien du développement local et régional.

10 853						1 567	253
1 133							115
3 384							12
2 247							1 134
		47 264					
		52 550					1
	13 921 (270)						
		68 367			8 631		57 012
	(6 130)						
							9 353
					100		
<u>17 617</u>	<u>7 521</u>	<u>168 181</u>			<u>8 731</u>	<u>1 567</u>	<u>67 880</u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE					
Sommaire : page 1-16					
1. Coordination et mise en oeuvre	9 068			8 025	6 935
2. Conseil de la science et de la technologie	1 589			1 589	1 096
3. Fonds de recherche en santé du Québec	70 200			70 200	
4. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 183			43 183	
5. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 570			35 570	
6. Soutien à la recherche et à l'innovation	91 497			84 713	
7. Centre de recherche industrielle du Québec	13 250			13 250	
TOTAL	264 357			256 530	8 031
PROGRAMME 4					
PROVISION RELATIVE AUX INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES PAR LE GOUVERNEMENT					
Sommaire : page 1-24					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le redressement de la provision pour pertes sur les interventions financières d'Investissement Québec garanties par le gouvernement	1 000				
TOTAL	1 000				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	971 616	369 027	957	509 426	58 466
Permanents	13 986			13 986	
Ne nécessitant pas de crédits				2 205	
Ajustements négatifs de provisions				(6 400)	
TOTAL	985 602	369 027	957	519 217	58 466 ¹

1 Incluant 8 545 à l'égard de 85 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
1 090						300	743
493							
		70 200					
		43 183					
		35 570					
		84 713			6 613		171
		13 250					
<u>1 583</u>		<u>246 916</u>			<u>6 613</u>	<u>300</u>	<u>914</u>

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre et le suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation et à soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.

							1 000
							1 000
35 040		415 920			15 344	2 880	73 982
65	13 921						
2 205	(6 400)						
<u>37 310</u>	<u>7 521</u>	<u>415 920</u>			<u>15 344</u>	<u>2 880</u>	<u>73 982</u>

Ce programme vise à permettre le redressement afférent aux exercices antérieurs de la provision pour pertes sur les interventions financières d'Investissement Québec garanties par le gouvernement.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Autres	1 036		
Programme 2 - Développement économique et aide aux entreprises			
Aide aux entreprises	9 881	9 649	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	2 762	4 003	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	50 224	45 608	
Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique	18 778		
Mesures de soutien au développement économique, local et régional	8 425	4 060	
Soutien à l'entrepreneuriat	11 691		
Soutien aux centres locaux de développement	43 625		
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	8 394	40	
Autres dépenses de transfert	17 298	11 855	
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100		
Total du programme 2	171 178	75 215	
Programme 3 - Recherche, science et technologie			
Centre de recherche industrielle du Québec	13 250		
Fonds de la recherche en santé du Québec	70 200		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 570		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 183		2 692
Mesures de soutien à la recherche - autres	49 879	72	
Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique	3 455	65	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	38 163	212	
Total du programme 3	253 700	349	2 692
Total des crédits et dépenses	425 914	75 564	2 692

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
22	42	759			823	1 035
		232			9 881	20 051
		500			4 003	62
					46 108	49 233
				18 756	18 756	12 873
155	914	3 266	12	18	8 425	13 308
		11 691			11 691	10 030
	43 625				43 625	43 581
159	13	8 182			8 394	5 922
168		2 126	60	3 089	17 298	11 791
482	44 552	25 997	72	21 863	168 181	166 851
					13 250	13 500
					70 200	70 125
23 547			8 231	3 792	35 570	35 530
24 224			12 501	3 766	43 183	43 138
1 960		47 580		144	49 756	45 461
303		2 673	187		3 228	3 764
3 225		26 292		2 000	31 729	16 246
53 259		76 545	20 919	93 152	246 916	227 764
53 763	44 594	103 301	20 991	115 015	415 920	395 650

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	2 928	2 928	7 024
Fonctionnement	6 628	6 627	8 214
Capital	7 425	7 413	5 786
Intérêt	2 793	2 792	2 551
Support	<u>406 140</u>	<u>396 160</u>	<u>372 075</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>425 914</u>	<u>415 920</u>	<u>395 650</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Divers	20	
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	7 593	4 975
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 272	765
Divers	8	8
	8 873	5 748
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 272	765
	7 601	4 983
Intérêts		
Prêts aux étudiants	26 735 ¹	17 407
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 298	1 325
Subventions d'années antérieures	2 242	534
Dépenses sous forme d'indemnités	340	84
Bourses d'études	11 823	8 283
	15 703	10 226
	50 039	32 616
Total des revenus autonomes	50 059	32 616
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	108 975	101 881
Programme d'alphabétisation	2 612	2 683
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27 650	23 406
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 303	4 240
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	6 503	
Financement des bourses d'études du millénaire	90 890 ²	73 609
	240 933	205 819
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le programme d'alphabétisation	2 612	2 683
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	27 650	23 406
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux	4 303	4 240
Compte pour le financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	6 503	
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	90 890 ²	73 609
	108 975	101 881
Total des transferts du gouvernement du Canada	108 975	101 881
Total des revenus	159 034	134 497

1 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du taux d'intérêt variable prévue au règlement sur l'aide financière aux études.

2 La hausse est attribuable aux bonifications apportées par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire en vue de réduire l'endettement des étudiants.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-14					
ADMINISTRATION ET CONSULTATION					
1. Direction Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	10 568 59		62	10 170 59 301	5 973
2. Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	28 538		1 360	26 821 400	12 886
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire Ne nécessitant pas de crédits	32 335		332	30 627 403	24 623
4. Administration de l'enseignement supérieur Ne nécessitant pas de crédits	9 159		73	8 990 65	7 888
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue Ne nécessitant pas de crédits	7 995		96	7 723 74	6 606
6. Information et communications Ne nécessitant pas de crédits	45 533		16 936	27 617 3 631	15 083
7. Conseil supérieur de l'éducation Ne nécessitant pas de crédits	2 220		15	2 205 19	1 608
8. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Ne nécessitant pas de crédits	1 939		24	1 915 16	1 622
9. Administration du loisir et du sport Ne nécessitant pas de crédits	5 139		30	4 844 21	3 038
TOTAL	143 485		18 928	125 901	79 327
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-14

FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE

1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	20 613			20 613	
TOTAL	20 613			20 613	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
1 827 59 301		2 370				336	
13 935 400						357	
6 004 403						1 376	
1 102 65						96	
1 117 74						176	
12 534 3 631						980	
597 19							
293 16							
1 606 21		200				265	
<u>44 004</u>		<u>2 570</u>				<u>3 586</u>	

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

		20 613					
		<u>20 613</u>					

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES					
Sommaire : page 1-14					
1. Bourses consécutives aux prêts	248 560			248 560	
2. Intérêts et remboursements aux banques	163 015	86 381	972	75 662	
Permanents ¹	19 883			19 883	
Ne nécessitant pas de crédits				8 357	
Ajustements négatifs de provisions				(15 556)	
3. Autres bourses	9 739			9 739	
4. Administration de l'aide financière aux études	20 093		287	19 166	13 081
Ne nécessitant pas de crédits				329	
TOTAL	461 290	86 381	1 259	366 140	13 081
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

PROGRAMME 4 **ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**
Sommaire : page 1-14

1. Commissions scolaires	5 936 600			5 936 600	
2. Commissions scolaires à statut particulier	201 887			201 887	
3. Service de la dette des commissions scolaires	580 440	84 200 ¹		580 440	
4. Enseignement privé	404 742			404 742	
5. Soutien à des partenaires en éducation	37 031			37 031	
6. Aide au transport scolaire	246 697			246 697	
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale					
TOTAL	7 407 397	84 200		7 407 397	
1 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		248 560					
		75 662					
8 357	19 883						
	(15 556)						
		9 739					
6 085						640	
329							
<u>14 771</u>	<u>4 327</u>	<u>333 961</u>				<u>640</u>	

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

		5 936 600					
		201 887					
		580 440					(84 200)
		404 742					
		37 031					
		246 697					
		<u>7 407 397</u>					<u>(84 200)</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
Sommaire : page 1-14					
1. Cégeps	1 276 244			1 276 244	
2. Universités	2 338 434	295 000 ¹		2 084 854	
3. Enseignement privé au collégial	81 933			81 933	
4. Service de la dette des cégeps	202 851			202 851	
5. Service de la dette des universités	268 258			268 258	
6. Soutien à des partenaires en éducation	5 176			5 176	
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale					
TOTAL	4 172 896	295 000		3 919 316	
¹ Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.					

PROGRAMME 6 **DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT**
Sommaire : page 1-14

1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	36 678			36 678	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	24 165			24 165	
TOTAL	60 843			60 843	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

		1 276 244					
		2 084 854					(41 420)
		81 933					
		202 851					
		268 258					
		5 176					
		<u>3 919 316</u>					<u>(41 420)</u>

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

		36 678					
		24 165					
		<u>60 843</u>					

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 7					
RÉGIMES DE RETRAITE					
Sommaire : page 1-14					
1. Régime de retraite des enseignants Permanents ¹	87 572			87 572	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ²	577 097			577 097	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents ³	80 269			73 072	
TOTAL	744 938			737 741	

1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).

2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	12 246 582	465 581	20 187	11 882 208	92 408
Permanents	764 880			757 683	
Ne nécessitant pas de crédits				13 616	
Ajustements négatifs de provisions				(15 556)	
TOTAL	13 011 462	465 581	20 187	12 637 951	92 408 ¹

1 Incluant 10 871 à l'égard de 111 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

		87 572					
		577 097					
		73 072					7 197
		737 741					7 197
45 100		11 744 700				4 226	(125 620)
59	19 883	737 741					7 197
13 616	(15 556)						
58 775	4 327	12 482 441				4 226	(118 423)

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 570		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	20 613		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	248 560		
Intérêts et remboursements aux banques	75 662		
Autres	9 739		
Total du programme 3	333 961		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	8 230		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	6 138 487		
Enseignement primaire et secondaire privé	404 742		
Programme d'action communautaire	13 274		
Service de la dette			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	580 440		
Transport scolaire	246 697		
Autres	15 527		
Total du programme 4	7 407 397		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	81 933		
Enseignement collégial public	1 276 244		
Enseignement universitaire	2 084 854		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	202 851		
Enseignement universitaire	268 258		
Autres	5 176		
Total du programme 5	3 919 316		
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Action communautaire autonome	741		
Équipe Québec	5 079		
Kino-Québec	2 572		
Promotion du loisir	14 813		
Promotion du sport	16 212		
Soutien aux équipements de loisir	1 563		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	19 561		
Autres	302		
Total du programme 6	60 843		
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	577 097		
Régime de retraite des enseignants	87 572		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	80 269		
Total du programme 7	744 938		
Total des crédits et dépenses	12 489 638		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
1 365		1 021	184		2 570	2 538
				20 613	20 613	18 789
			248 560		248 560	183 114
			75 662		75 662	89 436
			8 739	1 000	9 739	9 642
			332 961	1 000	333 961	282 192
		8 230			8 230	13 624
6 138 487					6 138 487	5 976 517
404 742					404 742	378 676
		13 274			13 274	12 970
580 440					580 440	620 774
246 697					246 697	249 780
		14 112		1 415	15 527	14 863
7 370 366		35 616		1 415	7 407 397	7 267 204
81 933					81 933	79 041
1 276 244					1 276 244	1 228 390
2 084 854					2 084 854	1 995 454
202 851					202 851	198 030
268 258					268 258	269 825
3 194		1 937		45	5 176	4 621
3 917 334		1 937		45	3 919 316	3 775 361
		741			741	183
			5 079		5 079	4 845
		2 517		55	2 572	2 572
		14 813			14 813	14 868
253	15	15 944			16 212	16 214
	1 563				1 563	1 544
		19 561			19 561	19 552
302					302	294
555	1 578	53 576	5 079	55	60 843	60 072
577 097					577 097	548 989
87 572					87 572	94 192
73 072					73 072	70 181
737 741					737 741	713 362
12 027 361	1 578	92 150	338 224	23 128	12 482 441	12 119 518

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	9 215 071	9 207 876	8 924 038
Fonctionnement	1 506 604	1 506 602	1 441 664
Capital	529 410	529 410	521 205
Intérêt	554 663	554 663	594 207
Support	<u>683 890</u>	<u>683 890</u>	<u>638 404</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u><u>12 489 638</u></u>	<u><u>12 482 441</u></u>	<u><u>12 119 518</u></u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 040	2 487
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	181	60
Divers	15	32
	2 236	2 579
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	181	60
	2 055	2 519
Intérêts		
Assistance-emploi	25 405	20 338
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	343	387
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	196	1 010
Subventions d'années antérieures	7	66
Assistance-emploi	53 281 ¹	71 442
Assistance-emploi - R.R.Q.	2 951	3 249
Assistance-emploi - pensions alimentaires	21 258	21 756
Assistance-emploi - garants défaillants	2 709	5 184
Divers	13	26
	80 415	102 733
	108 218	125 977
Total des revenus autonomes	108 218	125 977
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	654 658	654 902
Application du régime québécois d'assurance parentale		200 000 ²
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	386	2 393
	655 044	857 295
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale		200 000 ²
Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	386	2 393
	654 658	654 902
Total des transferts du gouvernement du Canada	654 658	654 902
Total des revenus	762 876	780 879

1 La baisse est attribuable à la diminution de la facturation des trop-payés d'assistance-emploi suite aux travaux effectués.

2 La baisse est attribuable à la non-réurrence de la contribution pour l'implantation du Régime québécois d'assurance parentale au 1er janvier 2006.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
MESURES D'AIDE À L'EMPLOI					
Sommaire : page 1-16					
1. Mesures d'aide à l'emploi	829 848			829 848	
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	17				
TOTAL	829 865			829 848	

PROGRAMME 2					
MESURES D'AIDE FINANCIÈRE					
Sommaire : page 1-20					
1. Assistance-emploi Permanents ¹	2 725 287 6 136	303		2 724 984 6 136	
2. Action communautaire	9 789			9 789	
3. Solidarité jeunesse	18 169			18 169	
4. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 710			20 710	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 099				
6. Programme de soutien aux travailleurs âgés	29			29	
TOTAL	2 781 219	303		2 779 817	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
			829 848				
							17
			829 848				17

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes qui en démontrent le besoin, une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec et celui de la Ville de Montréal. De plus, le programme Solidarité jeunesse soutient financièrement les jeunes de moins de 25 ans, aptes au travail, qui font une demande d'assistance-emploi en leur offrant d'entreprendre des démarches favorisant leur autonomie financière. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

	6 136	2 719 328	5 656				
		2 396	7 393				
		18 169					
		20 710					
							1 099
		29					
	6 136	2 760 632	13 049				1 099

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-20					
ADMINISTRATION					
1. Direction Permanents ¹	11 806 10		5	11 801 9	9 766
2. Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	137 855	1	51	137 803 132	24 695
3. Centre de recouvrement Permanents ²	12 058 8		10	12 048 8	9 684
4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens	22 398		7	22 391	9 757
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	285 307	1	121	285 185	102 754
6. Politiques	5 696		35	5 661	5 197
TOTAL	475 138	2	229	475 038	161 853
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 080 068	305	229	4 078 418	161 853
Permanents	6 154			6 153	
Ne nécessitant pas de crédits				132	
TOTAL	4 086 222	305	229	4 084 703	161 853 ¹

1 Incluant 29 240 à l'égard de 333 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens.

1 536 9		499					1
35 705 132			77 403				
2 364 8							
4 534		8 100					
58 329		503	123 599				
439		25					
<u>103 056</u>		<u>9 127</u>	<u>201 002</u>				<u>1</u>

102 907 17 132	6 136	2 769 759	1 043 899				1 116 1
<u>103 056</u>	<u>6 136</u>	<u>2 769 759</u>	<u>1 043 899</u>	¹			<u>1 117</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	2 396		
Action emploi			
Assistance-emploi	2 719 328		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 710		
Solidarité jeunesse	18 169	5	
Soutien aux travailleurs âgés	29		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 099		
Total du programme 2	2 761 731	5	
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	8 100		
Autres	1 027	21	
Total du programme 3	9 127	21	
Total des crédits et dépenses	2 770 858	26	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
		2 396			2 396	1 548
		894	2 718 434		2 719 328	2 687 482
			18 678	2 032	20 710	19 340
		9 267	8 897		18 169	20 128
			29		29	
		<u>12 557</u>	<u>2 746 038</u>	<u>2 032</u>	<u>2 760 632</u>	<u>2 728 498</u>
				8 100	8 100	8 479
	116	890			1 027	1 567
	116	890		8 100	9 127	10 046
	<u>116</u>	<u>13 447</u>	<u>2 746 038</u>	<u>10 132</u>	<u>2 769 759</u>	<u>2 738 544</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	6 943	6 943	7 081
Fonctionnement	2 682	2 682	3 077
Capital	486	486	498
Intérêt	21	21	20
Support	<u>2 760 726</u>	<u>2 759 627</u>	<u>2 727 868</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 770 858</u>	<u>2 769 759</u>	<u>2 738 544</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	121 680	121 680	144 138
Fonctionnement	47 836	47 836	40 613
Capital	28 727	28 727	29 404
Intérêt	2 759	2 759	2 200
Support	<u>842 897</u>	<u>842 897</u>	<u>808 595</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 043 899</u>	<u>1 043 899</u>	<u>1 024 950</u>

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Etudes de dossiers	54	68
Honoraires - dossiers publics	9 198	7 868
Divers	26	19
	<u>9 278</u>	<u>7 955</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		46
Divers	2	2
	2	48
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		46
	2	2
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	69	160
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 436	73
Subventions d'années antérieures	2 075	4 333
Biens non réclamés remis à l'état	104	
	<u>3 615</u>	<u>4 406</u>
	3 686	4 568
Total des revenus autonomes	<u>12 964</u>	<u>12 523</u>
Total des revenus	<u><u>12 964</u></u>	<u><u>12 523</u></u>

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION			
Sommaire : page 1-20					
1. Planification, recherche et administration Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	29 702 48		2 084	20 300 48 777	11 386
TOTAL	29 750		2 084	21 125	11 386
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2	MESURES D'AIDE À LA FAMILLE
Sommaire : page 1-20	

1. Gestion des services à la famille	21 385		52	20 632	13 243
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Permanents ¹	1 554 414 100	86		1 525 546 19	
3. Service de la dette des centres de la petite enfance	8 230			5 772	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	46 937			46 937	
5. Soutien aux enfants Permanents ¹	32 283 1 000			31 658	
6. Organismes communautaires	14 226			14 226	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	1 188		1	1 053	766
TOTAL	1 679 763	86	53	1 645 843	14 009
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

7 198		1 716			528	599	6 191
48							
777							
<u>8 023</u>		<u>1 716</u>			<u>528</u>	<u>599</u>	<u>6 191</u>

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

1 132		6 257			343	257	101
		1 525 546			8 438		20 344
	19						81
		5 772					2 458
		46 937					
		31 658					625
							1 000
		14 226					
<u>287</u>					<u>32</u>	<u>101</u>	<u>1</u>
<u>1 419</u>	<u>19</u>	<u>1 630 396</u>			<u>8 813</u>	<u>358</u>	<u>24 610</u>

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-20					
CONDITION DES AÎNÉS					
1. Conseil des aînés	747			676	542
2. Secrétariat aux aînés	2 233			2 199	555
TOTAL	2 980			2 875	1 097
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-20					
CONDITION FÉMININE					
1. Conseil du statut de la femme Ne nécessitant pas de crédits	4 519		10	4 239 10	3 037
2. Secrétariat à la condition féminine	2 518			2 414	1 078
TOTAL	7 037		10	6 663	4 115
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-20					
CURATEUR PUBLIC					
1. Curateur public	44 858	1	2 980	33 981	24 711
Permanents ¹	8 901			8 901	7 284
Permanents ²	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				5 542	
TOTAL	53 762	1	2 980	48 427	31 995
1	Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).				
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 763 240	87	5 127	1 709 633	55 318
Permanents	10 052			8 971	7 284
Ne nécessitant pas de crédits				6 329	
TOTAL	1 773 292	87	5 127	1 724 933	62 602 ¹

1 Incluant 6 164 à l'égard de 66 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

134					6	44	21
122		1 522			6		28
256		1 522			12	44	49

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

1 202					170	84	16
10							
297		1 039			45	59	
1 509		1 039			215	143	16

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

9 270					250	78	7 568
1 617							
5 542	3						
16 429	3				250	78	7 568

19 642		1 634 673			9 818	1 222	37 353
1 665	22						1 081
6 329							
27 636	22	1 634 673			9 818	1 222	38 434

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	<u>2 796</u>		
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	30 625		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	1 658		
Organismes communautaires - famille	14 226		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	46 937		
Service de la dette des centres de la petite enfance	8 230		
Subvention annuelle des garderies	291 433	289 288	
Subvention des centres de la petite enfance et subvention de la garde en milieu familial	1 246 081		
Subventions de développement et d'investissements	1 300		
Autres	<u>6 359</u>	<u>41</u>	
Total du programme 2	<u>1 646 849</u>	<u>289 329</u>	
Programme 3 - Condition des aînés			
Organismes communautaires - aînés	1 507		
Autres	<u>41</u>		
Total du programme 3	<u>1 548</u>		
Programme 4 - Condition féminine			
Programme «À égalité pour décider»	1 000		
Autres	<u>40</u>		
Total du programme 4	<u>1 040</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>1 652 233</u>	<u>289 329</u>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
39	776	751		150	1 716	1 798
				30 097	30 097	26 267
	25	14 201	1 561		1 561	3 909
					14 226	14 320
			46 937		46 937	40 867
		5 772			5 772	391
				208	289 496	256 288
	2	1 235 239		66	1 235 307	1 172 908
		743			743	1 398
	10	6 206			6 257	2 991
	37	1 262 161	48 498	30 371	1 630 396	1 519 339
		1 482			1 482	900
		40			40	471
		1 522			1 522	1 371
		1 000			1 000	1 000
		39			39	40
		1 039			1 039	1 040
39	813	1 265 473	48 498	30 521	1 634 673	1 523 548

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Fonctionnement	30 625	30 097	26 267
Capital	6 433	4 403	1 264
Intérêt	2 797	1 962	53
Support	<u>1 612 378</u>	<u>1 598 211</u>	<u>1 495 964</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 652 233</u>	<u>1 634 673</u>	<u>1 523 548</u>

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations au Fonds des services de santé		
Cotisations des employeurs	4 943 383	4 848 653
Cotisations des particuliers	109 157	198 303
	<u>5 052 540</u>	<u>5 046 956</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	15	50
Garantie de prêts - sociétés d'état	173 431	165 005
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévue en vertu de la loi C-66	138 118	2
	<u>311 564</u>	<u>165 055</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévue en vertu de la loi C-66	138 118	2
	<u>173 446</u>	<u>165 055</u>
Intérêts		
Comptes de banque	7 833	365
Compte du gouvernement du Canada	123	20
Fonds des rentes de survivants	23 523	33 229
	<u>31 479</u>	<u>33 614</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	483	1 085
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	11 695	18 308
	<u>217 103</u>	<u>218 062</u>

1 La diminution est principalement attribuable à des ajustements relatifs à la répartition des acomptes provisionnels et des encaissements sur production.

2 L'augmentation fait suite à une nouvelle entente entre le gouvernement et la Société de financement des infrastructures locales du Québec (décret 211-2006).

3 L'augmentation s'explique d'une part par l'amortissement des plus-values ou moins-values et d'autre part par la hausse du taux de rendement du placement 2006-2007.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	709 000 ⁴	657 000
Loto-Québec	1 391 000 ⁴	1 537 000
Hydro-Québec	2 342 000 ^{4,5}	1 126 000
Autres	⁴	
	<u>4 442 000</u>	<u>3 320 000</u>
Total des revenus autonomes	<u>9 711 643</u>	<u>8 585 018</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	5 539 306 ^B	4 798 070
Transferts pour la santé	3 639 136 ^C	3 148 713
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 069 781 ^D	1 033 973
Autres programmes	(309 194) ^E	(96 088)
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>9 939 029</u>	<u>8 884 668</u>
Total des revenus	<u>19 650 672</u>	<u>17 469 686</u>
4 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:		
Société des alcools du Québec	1 097	(51)
Loto-Québec	306	(76)
Hydro-Québec	1 701 000 ⁵	1 196 641
Autres	84 183 ^A	37 321
	<u>1 786 586</u>	<u>1 233 835</u>
Dividendes déclarés	4 442 000	3 320 000
Revenus affectés au Fonds des générations	(500 000)	
	<u>5 728 586</u>	<u>4 553 835</u>

- 5 En vertu du décret 110-2007, le gouvernement a déclaré un dividende de 2 342 000 en 2007 (dont 500 000 ont été versés au Fonds des générations en vertu du décret 111-2007) comparativement à 1 126 000 en 2006. Cette augmentation s'explique principalement par les gains réalisés sur la cession des participations à l'étranger et par la constatation en juin 2006 d'un gain de change non récurrent sur des dettes et des swaps en dollars américains. En conséquence, la quote-part du gouvernement dans les résultats d'Hydro-Québec pour 2007 a augmenté.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
A) Autres		
Capital financière agricole inc.	(760)	(261)
Corporation d'hébergement du Québec	6	11 544
Financement-Québec	6	13 567
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	(3 249)	765
Immobilière SHQ	11 870	14 489
IQ FIER inc.	(2 769)	(1 029)
IQ Immigrants Investisseurs inc.	11 590	13 415
Société de développement de la Baie James	6	(3 530)
Société de l'assurance automobile du Québec	6	(41 074)
Société des établissements de plein air du Québec	6	(3 200)
Société générale de financement du Québec	75 373	43 517
Société Innovatech du Grand Montréal	62	541
Société Innovatech du Sud du Québec	4 250	(9 272)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(12 757)	1 852
Société Innovatech Régions Ressources	573	(4 003)
	84 183	37 321
B) Péréquation		
2006-2007	5 539 306	
2005-2006		4 798 070
	5 539 306	4 798 070
C) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2006-2007	7 618 447	
2005-2006	131 421	7 132 050
2004-2005	41 203	
2003-2004	27 050	
	7 818 121	7 132 050
Transferts fiscaux		
2006-2007	(2 637 011)	
2005-2006	(95 299)	(2 424 590)
2004-2005	(31 482)	
2003-2004	(1 833)	
	(2 765 625)	(2 424 590)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(1 806 188)	
2005-2006	(26 214)	(1 706 006)
2004-2005	(3 554)	
2003-2004	146	
	(1 835 810)	(1 706 006)

6 En 2006-2007, le statut d'entreprises de ces entités a été modifié pour celui d'organismes du gouvernement, en raison de l'évolution de leurs activités d'exploitation et de leur situation financière.

7 L'augmentation est principalement due à un gain sur réalisation de placements.

8 L'augmentation est principalement due aux variations des plus-values et moins-values non matérialisées relatives à la juste valeur marchande des placements.

9 La diminution est principalement due aux variations des plus-values et moins-values non matérialisées relatives à la juste valeur marchande des placements et aux variations des gains et pertes matérialisés sur disposition de placements.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
C) Transferts pour la santé (suite)		
Fonds fiduciaire pour la réduction du temps d'attente	422 450	147 259
	3 639 136	3 148 713
D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2006-2007	3 767 477	
2005-2006	80 548	3 565 629
2004-2005	25 412	
2003-2004	16 579	
	3 890 016	3 565 629
Transferts fiscaux		
2006-2007	(1 616 232)	
2005-2006	(58 409)	(1 486 039)
2004-2005	(19 296)	
2003-2004	(1 124)	
	(1 695 061)	(1 486 039)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(1 107 018)	
2005-2006	(16 067)	(1 045 617)
2004-2005	(2 178)	
2003-2004	89	
	(1 125 174)	(1 045 617)
	1 069 781	1 033 973
E) Autres programmes		
Fiducie pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	152 741	165 040
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(653 386)	
2005-2006		(606 651)
	(653 386)	(606 651)
Bilinguisme		
2006-2007	38 524	
2005-2006		38 524
	38 524	38 524
Régime canadien de prêts aux étudiants	116 287	159 462
Équipement médical		112 000
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	31 287	30 184
Subside basé sur la population	5 353	5 353
	(309 194)	(96 088)

FINANCES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
DIRECTION DU MINISTÈRE					
1. Direction et services à la gestion	31 153	23	1 891	23 227	11 955
Permanents ¹	10			9	
Ne nécessitant pas de crédits				922	
2. Institut de la statistique du Québec	14 290			14 189	
TOTAL	45 453	23	1 891	38 347	11 955
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-26					
POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET FISCALES, ANALYSES ÉCONOMIQUES ET DIRECTION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DU GOUVERNEMENT					
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	25 441			12 637	11 797
Ne nécessitant pas de crédits				75	
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 504		177	6 127	5 961
3. Frais de services bancaires Permanents ¹	11 333			8 046	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	18 287		908	14 204	13 053
Ne nécessitant pas de crédits				204	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	10 324			6 962	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	5 132				
TOTAL	78 021		1 085	48 255	30 811
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
11 076 9 922		196			2 392	850	2 770 1
		14 189			100		1
12 007		14 385			2 492	850	2 772

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

840 75					3 163	1 579	8 062
166					409		791
8 046							3 287
1 151 204					450		2 725
3 148		3 364	450				3 362
					500		4 632
13 630		3 364	450		4 522	1 579	22 859

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

FINANCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-30					
SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE					
1. Service de la dette directe Permanents ¹	5 064 616	707 489 ³		4 357 127	
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents ²	2 768 623	125 600 ³		2 643 023	
TOTAL	7 833 239	833 089		7 000 150	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
2 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).					
3 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	112 131	23	2 976	77 346	42 766
Permanents	7 844 582	833 089		7 008 205	
Ne nécessitant pas de crédits				1 201	
TOTAL	7 956 713	833 112	2 976	7 086 752	42 766 ¹

1 Incluant 9 215 à l'égard de 84 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

				4 357 127			
				2 643 023			
				7 000 150			
16 381		17 749	450		7 014	2 429	22 343
8 055				7 000 150			3 288
1 201							
25 637		17 749	450	7 000 150	7 014	2 429	25 631

FINANCES**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Direction du ministère			
Institut de la statistique du Québec	14 290		
Autres	199		
Total du programme 1	14 489		
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Institut de finance mathématique de Montréal	4 745		
Autres	43		
Total du programme 2	4 788		
Total des crédits et dépenses	19 277		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
				14 189	14 189	13 394
		196			196	200
		196		14 189	14 385	13 594
		2 575		746	3 321	2 550
			43		43	31
		2 575	43	746	3 364	2 581
		2 771	43	14 935	17 749	16 175

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	11 959	11 858	11 112
Fonctionnement	2 327	2 327	2 282
Support	<u>4 991</u>	<u>3 564</u>	<u>2 781</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>19 277</u>	<u>17 749</u>	<u>16 175</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Fonctionnement	<u>450</u>	<u>450</u>	<u>450</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>450</u>	<u>450</u>	<u>450</u>

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	2 518	2 657
Demande d'un employeur relative à un emploi temporaire	1 155	1 078
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	24 072	21 018
Certificat d'acceptation - ressortissants étrangers	4 258	3 903
	<u>32 003</u>	<u>28 656</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 538	1 431
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	119	47
Divers	6	13
	<u>1 663</u>	<u>1 491</u>
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	119	47
	<u>1 544</u>	<u>1 444</u>
Recouvrements		
Divers	51	51
	<u>1 595</u>	<u>1 495</u>
Total des revenus autonomes	<u>33 598</u>	<u>30 151</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	199 570	172 622
	<u>199 570</u>	<u>172 622</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>199 570</u>	<u>172 622</u>
Total des revenus	<u><u>233 168</u></u>	<u><u>202 773</u></u>

1 L'augmentation est principalement attribuable à l'indexation du montant prévu à l'entente avec le gouvernement fédéral.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
Sommaire : page 1-14					
1. Immigration	15 312	3	117	15 191	12 714
2. Francisation	47 659		1 146	46 511	23 142
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	35 030	3		35 027	14 846
4. Direction, information et services de soutien centralisés	29 954	17	4 117	25 812	12 664
Permanents ¹	16			16	
Ne nécessitant pas de crédits				1 740	
TOTAL	127 971	23	5 380	124 297	63 366
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2		ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE			
Sommaire : page 1-26					
1. Conseil des relations interculturelles Ne nécessitant pas de crédits	721		3	703	471
				5	
TOTAL	721		3	708	471

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	128 676	23	5 383	123 244	63 837
Permanents	16			16	
Ne nécessitant pas de crédits				1 745	
TOTAL	128 692	23	5 383	125 005	63 837 ¹

1 Incluant 4 740 à l'égard de 52 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

2 477							1
13 488		9 881					2
2 073		18 108					
12 845		303					8
16							
1 740							
32 639		28 292					11

Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.

232						15	
5							
237						15	
31 115		28 292				15	11
16							
1 745							
32 876		28 292				15	11

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Exercice de la citoyenneté	372		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	8 368		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 081		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	9 881		
Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles	1 865		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	954		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	761		
Programme régional d'intégration	3 707		
Autres	303	5	
Total du programme 1	28 292	5	
Total des crédits et dépenses	28 292	5	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
2		368	2		372	383
		8 368			8 368	6 179
			2 081		2 081	2 384
			9 881		9 881	9 489
		1 865			1 865	1 210
		954			954	440
46		715			761	170
4	2 088	1 615			3 707	2 675
4		292	2		303	330
<u>56</u>	<u>2 088</u>	<u>14 177</u>	<u>11 966</u>		<u>28 292</u>	<u>23 260</u>
<u>56</u>	<u>2 088</u>	<u>14 177</u>	<u>11 966</u>		<u>28 292</u>	<u>23 260</u>

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES**DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support	<u>28 292</u>	<u>28 292</u>	<u>23 260</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>28 292</u>	<u>28 292</u>	<u>23 260</u>

JUSTICE**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	169	29
Vendeurs itinérants	229	193
Studio de santé	92	80
Agents de voyage	700	732
Certificat d'exemption	51	52
Divers	<u>33</u>	<u>36</u>
	<u>1 274</u>	<u>1 122</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	520	363
Location de chambres et pension	97	97
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 400	3 430
Recouvrements de tiers	1 323	162
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	107	203
Actes judiciaires	30 924	32 107
Actes juridiques	20 187	27 171
Divers	<u>2</u>	<u>8</u>
	56 560	63 541
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 400	3 430
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	<u>107</u>	<u>203</u>
	53 053	59 908
Intérêts		
Prêts	258	796
Divers	<u>25</u>	<u> </u>
	283	796
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	82	127
Infractions au code de la sécurité routière	30 424 ¹	40 503
Infractions au code criminel	7 923	7 223
Infractions à diverses lois	16 075	21 107
Aide aux victimes d'actes criminels	12 660	11 478
Divers	<u>8</u>	<u>8</u>
	67 172	80 446
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 057	2 133
Surplus - fonds spéciaux et organismes	<u>1 236</u>	<u>561</u>
	2 293	2 694
	<u>122 801</u>	<u>143 844</u>
Total des revenus autonomes	<u>124 075</u>	<u>144 966</u>

1 La diminution fait suite à l'embauche temporaire de juges de paix en 2005-2006 afin de combler le retard accumulé dans le traitement des dossiers.

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	461	455
Aide juridique	22 750	22 776
Conseillers juridiques auprès des autochtones	479	491
Mesures québécoises de justice familiale	2 843	2 843
Divers	<u>82</u>	<u>84</u>
	26 615	26 649
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	<u>461</u>	<u>455</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>26 154</u>	<u>26 194</u>
Total des revenus	<u><u>150 229</u></u>	<u><u>171 160</u></u>

JUSTICE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
ACTIVITÉ JUDICIAIRE					
1. Magistrature Permanents ¹	2 291 120 614		190	2 101 120 614	1 684 106 518
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	2 139			2 095	331
3. Soutien à la magistrature	27 073		750	26 323	24 517
4. Comité sur la rémunération des juges Permanents ¹	200			1	
TOTAL	152 317		940	151 134	133 050
1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					

PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-26

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

1. Soutien administratif à l'activité judiciaire Permanents ¹	79 255 2	30	319	78 902	52 662
Permanents ²	13			13	
2. Affaires juridiques et législatives	34 586		3	34 583	32 552
3. Direction, planification et services à l'organisation	131 119	1	5 171	125 947	26 781
Permanents ²	5 500			5 333	
Permanents ³	8 746			8 746	8 746
Permanents ⁴	28			28	
Ne nécessitant pas de crédits				14 284	
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 574		1 477	9 097	6 610
5. Système intégré d'information de justice	2 289		2 289		
TOTAL	272 112	31	9 259	276 933	127 351
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

417							
14 096							
1 764							44
1 806							
1							199
<u>18 084</u>							<u>243</u>

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

23 451		1 465	1 324		4		2
13							
2 031							
86 263		327	12 576				167
	5 333						
28							
14 284							
2 487							
<u>128 557</u>	<u>5 333</u>	<u>1 792</u>	<u>13 900</u>		<u>4</u>		<u>169</u>

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-26					
JUSTICE ADMINISTRATIVE					
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 774			9 617	
2. Conseil de la justice administrative	414			373	166
TOTAL	10 188			9 990	166

PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-20					
AIDE AUX JUSTICIABLES					
1. Commission des services juridiques	130 762			125 428	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	719			695	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents ¹	79 728			79 728	
4. Loi sur le civisme Permanents ²	882			846	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	14 449		221	13 755 188	10 702
TOTAL	226 540		221	220 640	10 702
1	Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).				
2	Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).				

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		9 617			157		
207					38		3
207		9 617			195		3

Ce programme vise à assurer une aide juridique financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

		125 428			5 334		
		695			24		
9 983		69 745					
141		705					36
3 053					17		456
188							
13 365		196 573			5 375		492

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		ORGANISME DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE			
1. Office de la protection du consommateur Ne nécessitant pas de crédits	7 685		44	7 437 63	5 630
TOTAL	7 685		44	7 500	5 630
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-26		POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales Ne nécessitant pas de crédits	61 914		710	61 204 17	49 739
TOTAL	61 914		710	61 221	49 739
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	512 904	31	11 174	495 462	211 043
Permanents	217 852			217 404	115 595
Ne nécessitant pas de crédits				14 552	
TOTAL	730 756	31	11 174	727 418	326 638 ¹

1 Incluant 11 024 à l'égard de 126 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

1 807					200		4
63							
1 870					200		4

Ce programme géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.

11 465							
17							
11 482							
132 987		137 532	13 900		5 774		463
26 026	5 333	70 450					448
14 552							
173 565	5 333	207 982	13 900		5 774		911

JUSTICE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	<u>1 795</u>	<u>5</u>	
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	<u>9 774</u>		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	743		
Aide juridique	49 976		
Commission des services juridiques	80 786		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	420		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	<u>69 745</u>		
Total du programme 4	<u>201 968</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>213 537</u>	<u>5</u>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<u>16</u>	<u>279</u>	<u>1 492</u>			<u>1 792</u>	<u>1 758</u>
				<u>9 617</u>	<u>9 617</u>	<u>10 469</u>
			705		705	689
			46 653		46 653	46 662
				78 775	78 775	88 096
			298		298	298
				397	397	416
			<u>69 745</u>		<u>69 745</u>	<u>65 556</u>
			<u>117 401</u>	<u>79 172</u>	<u>196 573</u>	<u>201 717</u>
<u>16</u>	<u>279</u>	<u>1 492</u>	<u>117 401</u>	<u>88 789</u>	<u>207 982</u>	<u>213 944</u>

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	120 640	117 160	128 282
Fonctionnement	17 792	17 769	16 834
Capital	2 524	513	527
Support	<u>72 581</u>	<u>72 540</u>	<u>68 301</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>213 537</u>	<u>207 982</u>	<u>213 944</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	260	260	449
Fonctionnement	1 064	1 064	359
Support	<u>12 576</u>	<u>12 576</u>	<u>10 528</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>13 900</u>	<u>13 900</u>	<u>11 336</u>

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	564	1 335
Divers		<u>3</u>
	<u>564</u>	1 338
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	<u>564</u>	<u>1 335</u>
		<u>3</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	93	77
Divers	<u>22</u>	<u>7</u>
	<u>115</u>	<u>84</u>
	<u>115</u>	<u>87</u>
Total des revenus autonomes	<u>115</u>	<u>87</u>
Total des revenus	<u><u>115</u></u>	<u><u>87</u></u>

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
AFFAIRES INTERNATIONALES					
1. Direction, analyse et politiques Permanents ¹	13 079 543	3 3		13 076 540	6 519
2. Représentation du Québec à l'étranger Ne nécessitant pas de crédits	65 268	149	23 409	41 710 1 098	26 453
3. Affaires bilatérales et francophonie	25 964	4		25 960	5 645
4. Protocole, événements et services ministériels Ne nécessitant pas de crédits	20 255	28	1 874	18 353 972	10 022
TOTAL	125 109	187	25 283	101 709	48 639
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	124 566	184	25 283	99 099	48 639
Permanents	543	3		540	
Ne nécessitant pas de crédits				2 070	
TOTAL	125 109	187	25 283	101 709	48 639 ¹

1 Incluant 7 944 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

1 028		5 529					
540							
15 257							
1 098							
1 944		18 371					
8 281		50					
972							
29 120		23 950					

26 510		23 950					
540							
2 070							
29 120		23 950					

RELATIONS INTERNATIONALES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Francophonie	7 366	55	
Organismes voués à la jeunesse	2 866		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Programmes de coopération	1 729	31	48
Québec sans frontières et autres	3 616		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 723		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	794	43	
Autres	1 856		
Total du programme 1	23 950	129	48
Total des crédits et dépenses	23 950	129	48

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
13		7 275 2 866	8	15	7 366 2 866	9 428 2 866
645		500 3 616 3 723	432	2 000 73	2 000 1 729 3 616 3 723	2 000 1 569 3 424 3 469
150		398	203		794	843
<u>967</u>		<u>518</u>	<u>371</u>		<u>1 856</u>	<u>1 800</u>
<u>1 775</u>		<u>18 896</u>	<u>1 014</u>	<u>2 088</u>	<u>23 950</u>	<u>25 399</u>
<u>1 775</u>		<u>18 896</u>	<u>1 014</u>	<u>2 088</u>	<u>23 950</u>	<u>25 399</u>

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2007
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support	23 950	23 950	25 399
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>23 950</u>	<u>23 950</u>	<u>25 399</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2007
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération			238
Fonctionnement			8 942
Capital			1 008
Intérêt			562
TOTAL DU PORTEFEUILLE			<u>10 750</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	201	211
Usines de transformation du bois	698	711
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	258 069 ¹	388 400
Érablières	1 545	1 567
Intervention - travaux d'utilité publique	175	214
Intervention - activités minières	87	106
Intervention - aménagement faunique et récréatif	90	76
Autres droits sur la gestion des forêts	23	62
Traitements sylvicoles réguliers	(145 747)	(152 336)
Programmes de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(6 261)	(8 874)
Contribution à SOPFIM-SOPFEU	(15 935)	(16 936)
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(33 106)	(27 021)
Transfert au Fonds forestier	(57 006) ²	(128 900)
Divers	5	37
	2 838	57 317
Ressources minières		
Exploitation minière	35 575	42 788
Claim	12 379	6 412
Exploitation par baux	1 410	1 463
Recherche de réservoir souterrain	180	145
Exploration	2 716	154
Exploitation - sable, gravier et autres	2 716	1 942
Divers	37	47
	52 297	52 951
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	9 908	13 452
Énergie électrique produite	63 535	61 715
Régime des eaux	1 653	1 539
	75 096	76 706
Autres		
Recherche de pétrole et de gaz naturel	645	534
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	64	66
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé	1 832	1 798
Permis de chasse, pêche et piégeage	27 660	26 167
Permis commerciaux et particuliers	284	239
Droits pour activités commerciales	1 295	1 270
Divers	65	32
	31 845	30 106
	162 076	217 080

1 La variation s'explique par la diminution du volume de bois facturé ainsi que par la baisse du prix moyen du bois.

2 La variation est attribuable à la diminution des revenus de permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques. Par conséquent, le financement des opérations du Fonds forestier a été compensé par une augmentation des dépenses d'affectation à un fonds spécial.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	211	158
Bois	264	26
Terres de l'état	1 341	2 755
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	165	120
Frais de vente et de location de terrains	510	444
Location et concessions	9 942	9 681
Enregistrement de transferts	101	129
Frais d'inscription aux tirages au sort	246	93
Gains sur disposition d'immobilisations	369	204
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 983	851
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	(13)	11
Divers	92	126
	15 211	14 598
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 983	851
Compte pour le financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	(13)	11
	13 241	13 736
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	1 279	839
Droits sur les profits d'exploitation minière	19	125
Paiements de redevances hydrauliques	1 046	789
Divers	47	25
	2 391	1 778
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs		189
Infractions à la Loi sur les forêts	258	187
Divers	78	42
	336	418
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	607	(3 922)
Subventions d'années antérieures	34 112	886
	34 719	(3 036)
	50 687	12 896
Total des revenus autonomes	212 763	229 976

3 L'augmentation s'explique principalement par le recouvrement des sommes non utilisées d'une subvention.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	407	481
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	<u>407</u>	<u>481</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	<u><u>212 763</u></u>	<u><u>229 976</u></u>

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET FAUNIQUES					
Sommaire : page 1-18					
1. Connaissance et gestion du territoire	21 895		1 951	19 944	15 035
Permanents ¹	4			4	
Ne nécessitant pas de crédits				1 468	
2. Gestion de la ressource forestière	225 532			225 532	
Permanents ¹	4 799			4 799	
Permanents ²	12 370			12 370	
3. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	92 196	1	11 003	81 192	51 795
Permanents ¹	75				
Permanents ³	159				
Ne nécessitant pas de crédits				4 657	
4. Développement et gestion des ressources énergétiques et minérales	55 947		810	55 137	18 633
Permanents ¹	737			737	
Ne nécessitant pas de crédits				2 988	
5. Direction du Ministère et services à la gestion	51 839	11	8 435	43 393	17 079
Permanents ³	3				
Permanents ⁴	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				5 879	
6. Financement forestier	1 380			1 380	
Permanents ⁵	20			20	
7. Forestier en chef	3 680		496	3 184	2 028
Ne nécessitant pas de crédits				61	
TOTAL	470 646	12	22 695	462 755	104 570

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

2 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).

3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

5 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	452 469	12	22 695	429 762	104 570
Permanents	18 177			17 940	
Ne nécessitant pas de crédits				15 053	
TOTAL	470 646	12	22 695	462 755	104 570

1 Incluant 13 366 à l'égard de 165 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources fauniques, forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

4 908		1					
1 468	4						
			225 532				
	4 799		12 370				
20 557		8 840					
							75
4 657							159
4 983		7 121	24 400				
2 988	737						
12 272		652	13 390				
10							3
5 879							
		1 380					
		20					
1 156							
61							
<u>58 939</u>	<u>5 540</u>	<u>18 014</u>	<u>275 692</u>				<u>237</u>

43 876		17 994	263 322				
10	5 540	20	12 370				237
15 053							
<u>58 939</u>	<u>5 540</u>	<u>18 014</u>	<u>275 692</u>				<u>237</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques			
Agence de l'efficacité énergétique	2 079		
Aide à la recherche et au développement	13		
Aide à l'exploration minérale	1 736		
Assistance à l'industrie minérale	679	70	
Consortium de recherche minérale (COREM)	1 000		
Enfouissement des fils électriques	565		
Extension du réseau gazier	1 155	1 155	
Prêts forestiers	1 400	1 400	
Soutien dans les milieux autochtones	8 554	376	
Autres	833		
Total du programme 1	<u>18 014</u>	<u>3 001</u>	
Total des crédits et dépenses	<u>18 014</u>	<u>3 001</u>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
				2 079	2 079	2 094
13					13	788
				1 736	1 736	3 252
160	69	251		129	679	398
		1 000			1 000	1 000
	565				565	275
					1 155	1 155
					1 400	1 400
	6 579	1 571	28		8 554	8 877
		832	1		833	597
<u>173</u>	<u>7 213</u>	<u>3 654</u>	<u>29</u>	<u>3 944</u>	<u>18 014</u>	<u>19 836</u>
<u>173</u>	<u>7 213</u>	<u>3 654</u>	<u>29</u>	<u>3 944</u>	<u>18 014</u>	<u>19 836</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	2 039	2 039	2 069
Capital	1 454	1 454	1 228
Intérêt	4 856	4 856	4 182
Support	<u>9 665</u>	<u>9 665</u>	<u>12 357</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>18 014</u>	<u>18 014</u>	<u>19 836</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	92 689	92 689	73 616
Fonctionnement	83 748	83 748	85 017
Capital	12 400	12 400	12 400
Intérêt	12 800	12 800	12 000
Support	<u>74 055</u>	<u>74 055</u>	<u>37 653</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>275 692</u>	<u>275 692</u>	<u>220 686</u>

REVENU**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	18 479 722	16 449 740
Impôt des sociétés	4 779 027	4 786 461
Impôt sur les successions		(90)
	<u>23 258 749</u>	<u>21 236 111</u>
Taxes à la consommation		
Vente	9 872 935	9 614 140
Carburants	1 678 099	1 657 350
Tabac	678 439	751 591
Boissons alcooliques	421 542	414 453
	<u>12 651 015</u>	<u>12 437 534</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	(163)	(2)
Divers		12
	<u>(163)</u>	<u>10</u>
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	2 189	21 324
Autres		
Honoraires - dossiers publics	4 427	4 730
Création et modification de personnes morales	10 854	10 393
Publicité légale des entreprises	29 754	34 431
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditées	360	350
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	766	770
Divers	29	56
	<u>46 190</u>	<u>50 730</u>
	<u>48 216</u>	<u>72 064</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	201	171
Frais de perception	613	(323)
Perception - R.R.Q.	26 160	13 803
Recouvrements de tiers	124	125
Actes judiciaires	197	145
Décisions anticipées	135	134
Gestion de la taxe sur les produits et services	127 470	124 664
Divers	29	23
	<u>154 929</u>	<u>138 742</u>
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	127 470	124 664
	<u>27 459</u>	<u>14 078</u>

1 L'augmentation est principalement attribuable à la croissance de l'activité économique.

2 La diminution est principalement attribuable à une baisse de consommation des produits du tabac.

3 La variation est principalement attribuable à la diminution des activités dans le secteur forestier.

4 L'augmentation est principalement attribuable à des ajustements apportés à l'entente avec la Régie des rentes du Québec.

REVENU**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	224 351	170 543
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	159 413	158 944
Taxe à percevoir sur la vente	82 679	58 802
Taxe à percevoir sur les carburants	(796)	(316)
Taxe à percevoir sur le tabac	4 740	650
Autres revenus à percevoir	1 125	(643)
Divers	(1)	
	<u>471 511</u>	<u>387 980</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	629	(34)
Pénalités	214 032	209 576
Frais - chèques sans provision	1 879	2 388
Infractions aux lois fiscales	1 279	810
Divers	11	5
	<u>217 830</u>	<u>212 745</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 510	462
Biens non réclamés remis à l'état	7 849	25 006
	<u>9 359</u>	<u>25 468</u>
	<u>726 159</u>	<u>640 271</u>
Total des revenus autonomes	<u>36 684 139</u>	<u>34 385 980</u>
Total des revenus	<u>36 684 139</u>	<u>34 385 980</u>

Notes

	2007	2006
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus :		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 038 212	5 957 709
Impôt des sociétés	2 073 289	1 637 290
Vente	5 446 662	5 175 060
Carburants	87 303	83 551
Tabac	18 966	41 070
Profits d'exploitation forestière	11 026	1 339
Divers	164	444

REVENU

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
ADMINISTRATION FISCALE					
1. Opérations régionales	131 122	14	22	130 791	127 534
2. Opérations concentrées	51 755	26	920	47 551	39 142
Permanents ¹	35 215			35 215	
3. Technologies de l'information	62 151		8	59 270	30 457
4. Administration et support	124 616		3 083	105 813	41 329
Permanents ²	9			9	
Permanents ³	32				
Ne nécessitant pas de crédits				500	
5. Perception	34 495			34 495	
Permanents ⁴	610 776	63 059 ⁶		547 717	
6. Pensions alimentaires	37 881			37 435	
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	66 703	7		66 479	51 858
8. Administration provisoire des biens non réclamés	1 171				
Permanents ⁵	6 863		2	6 861	4 305
TOTAL	1 162 789	63 106	4 035	1 072 136	294 625

1 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).

2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

5 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

6 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
3 257						216	79
8 409					1 700	592	966
35 215							
28 813					1 750	1 115	8
27 092		123	37 269		11 695	1 725	2 300
9							32
500							
			34 495				
	547 717						
			37 435			446	
9 058			5 563			217	
							1 171
<u>2 036</u>			<u>520</u>				
<u>114 389</u>	<u>547 717</u>	<u>123</u>	<u>115 282</u>		<u>15 145</u>	<u>4 311</u>	<u>4 556</u>

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement.

REVENU

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 2					
LE REGISTRAIRE DES ENTREPRISES					
Sommaire : page 1-26					
1. Le Registraire des entreprises	20 104		144	12 958	9 890
Permanents ¹	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				565	
TOTAL	20 107		144	13 526	9 890
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	529 998	47	4 177	494 792	300 210
Permanents	652 898	63 059	2	589 805	4 305
Ne nécessitant pas de crédits				1 065	
TOTAL	1 182 896	63 106	4 179	1 085 662	304 515 ¹

1 Incluant 33 884 à l'égard de 387 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme a pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

3 068						436	6 566
565	3						
3 633	3					436	6 566

79 697		123	114 762		15 145	4 747	11 090
37 260	547 720		520				32
1 065							
118 022	547 720	123	115 282		15 145	4 747	11 122

REVENU

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions à des organismes	<u>124</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>124</u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
		123			123	124
		123			123	124

REVENU

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support	124	123	124
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>124</u>	<u>123</u>	<u>124</u>

DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	53 134	52 284	57 099
Fonctionnement	20 292	19 951	20 201
Capital	41 170	40 446	27 439
Intérêt	2 698	2 601	4 773
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>117 294</u>	<u>115 282</u>	<u>109 512</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 580	1 549
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	6 631	3 953
Tierces responsabilités - externes	1 119	753
Assurance-hospitalisation - étrangers	168	121
Tierce responsabilité - Fonds d'assurance automobile du Québec	88 654	88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	629	1 248
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	1 493	1 273
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
Divers	20	21
	150 714	148 023
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	629	1 248
Compte pour la mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	1 493	1 273
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
	96 592	93 502
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 957	230
Subventions d'années antérieures	436	(95)
	2 393	135
	98 985	93 637
Total des revenus autonomes	100 565	95 186
Transferts du gouvernement du Canada		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Adaptation des soins de santé primaires	9 738 ¹	36 644
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	36 783	38 738
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Services de traitement et de réadaptation	(5 500)	3 071
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C		2 016
	77 176	89 718
Total des transferts du gouvernement du Canada	86 914	126 362
Total des revenus	187 479	221 548

1 La diminution s'explique par la fin de l'entente avec le gouvernement fédéral.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
FONCTIONS NATIONALES					
Sommaire : page 1-12					
1. Direction et gestion ministérielle Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	95 026 41	2	1 228	93 796 41 1 411	48 707
2. Organismes-conseils	5 498			5 498	2 835
3. Activités nationales Permanents ²	186 654 418			186 654 152	
TOTAL	287 637	2	1 228	287 552	51 542

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

PROGRAMME 2**FONCTIONS RÉGIONALES**

Sommaire : page 1-12

1. Agences de la santé et des services sociaux	91 376			91 376	
2. Établissements de santé et de services sociaux Permanents ¹	10 700 385 2 665 500 ^a			10 919 242 2 526 270 ^a	
3. Organismes communautaires et autres organismes	364 259			364 259	
4. Activités connexes Permanents ² Permanents ³	1 301 775 610 271 88 792			1 301 775 610 271 88 792	
5. Service de la dette	581 138			581 138	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale					
TOTAL	16 403 496			16 483 123	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

a Incluant un montant de 2 665 500 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 526 270.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

45 089							
41							
1 411							
2 563		100					
5 534		181 120					
		152					266
<u>54 638</u>		<u>181 372</u>					<u>266</u>

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

		91 376					
		10 919 242					(218 857)
		2 526 270					139 230
		364 259					
20 771		1 281 004					
		610 271					
		88 792					
		581 138					
<u>20 771</u>		<u>16 462 352</u>					<u>(79 627)</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-12					
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC					
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées Ne nécessitant pas de crédits	11 815		32	11 536 117	8 102
TOTAL	11 815		32	11 653	8 102

PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-12					
RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC					
1. Services médicaux Permanents ¹	3 353 954			3 353 954	
2. Services optométriques Permanents ¹	34 752			33 940	
3. Services dentaires Permanents ¹	107 609			92 597	
4. Services pharmaceutiques et médicaments Permanents ¹	1 945 587			1 945 587	
5. Autres services Permanents ¹	145 834			145 834	
6. Administration Permanents ¹	98 265			98 265	
TOTAL	5 686 001 ^a			5 670 177 ^a	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

a Incluant un montant de 2 665 500 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 526 270, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 2 873 110 pour une dépense de 3 143 907.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	13 337 926	2	1 260	13 555 274	59 644
Permanents	9 051 023			8 895 703	
Ne nécessitant pas de crédits				1 528	
TOTAL	22 388 949	2	1 260	22 452 505	59 644 ¹

1 Incluant 7 589 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

2 540		894				247	
117							
<u>2 657</u>		<u>894</u>				<u>247</u>	

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

		3 353 954					
		33 940					812
		92 597					15 012
		1 945 587					
		145 834					
		98 265					
		<u>5 670 177</u>					<u>15 824</u>

76 497		13 419 133				247	(218 857)
41		8 895 662					155 320
1 528							
<u>78 066</u>		<u>22 314 795</u>				<u>247</u>	<u>(63 537)</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	1 425		1 338
Services hospitaliers hors-Québec	120 016		
Autres	60 197		2 740
Total du programme 1	181 638		4 078
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	60 236		59 790
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	81 675		
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	91 376		
Directions de santé publique	68 260		20 675
Établissements privés	407 758		407 757
Établissements publics	12 798 385 ¹		12 874 313
Loyer - établissements du réseau	145 970		145 970
Organismes communautaires	364 259		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	47 859		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	610 271		610 271
Régime de retraite du personnel d'encadrement	88 792		88 792
Rémunération des internes et résidents	126 510		126 510
Ressources de type familial	183 619		183 619
Service de la dette	581 138		581 138
Système du sang	270 618		248 848
Transporteurs ambulanciers	271 853	200 154	
Autres	184 146		121 804
Total du programme 2	16 382 725	200 154	15 469 487
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	446		
Autres	448		
Total du programme 3	894		
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	136 482		
Bourses d'études et de recherche	9 352		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments	98 265		
Services dentaires	107 609		
Services médicaux	3 353 954		
Services optométriques	34 752		
Services pharmaceutiques et médicaments	1 945 587		
Total du programme 4	5 686 001		
Total des crédits et dépenses	22 251 258	200 154	15 473 565

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		43		44	1 425	1 020
			120 016		120 016	108 942
357	6	17 644	33 040	6 144	59 931	42 278
357	6	17 687	153 056	6 188	181 372	152 240
				446	60 236	49 383
			81 675		81 675	78 379
		91 376			91 376	86 651
		47 207		378	68 260	64 858
					407 757	367 215
			6	3 695	12 878 014 ¹	12 183 119
					145 970	145 199
		364 259			364 259	343 514
			47 859		47 859	47 123
					610 271	536 764
					88 792	80 247
					126 510	119 996
					183 619	173 919
					581 138	560 753
			2 955	18 815	270 618	246 499
			13 771	57 928	271 853	259 683
554		29 853		31 934	184 145	178 386
554		532 695	146 266	113 196	16 462 352	15 521 688
		446			446	430
21		312		115	448	401
21		758		115	894	831
			136 482		136 482	119 723
			9 352		9 352	9 720
				98 265	98 265	98 802
			92 597		92 597	92 016
			3 353 954		3 353 954	3 210 037
			33 940		33 940	33 842
			1 945 587		1 945 587	1 782 185
			5 571 912	98 265	5 670 177	5 346 325
932	6	551 140	5 871 234	217 764	22 314 795	21 021 084

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	14 852 102 ¹	14 915 904 ¹	14 077 434
Fonctionnement	4 020 694	4 020 691	3 829 827
Capital	345 808	345 808	336 134
Intérêt	271 207	271 207	257 138
Support	<u>2 761 447</u>	<u>2 761 185</u>	<u>2 520 551</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 251 258</u>	<u>22 314 795</u>	<u>21 021 084</u>

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	20 930	20 332
Production industrielle de boissons	587	592
	<u>21 517</u>	<u>20 924</u>
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 507	4 412
Appareils d'amusement	2 901	3 427
Bingo	1 493	1 584
Loteries	2 722	2 703
Courses	182	191
	<u>11 805</u>	<u>12 317</u>
Autres		
Études de dossiers	977	945
Agences d'investigation ou de sécurité	1 329	1 397
Organisation - spectacles sportifs de combat	176	202
Permis d'explosifs	265	243
Divers	32	38
	<u>2 779</u>	<u>2 825</u>
	<u>36 101</u>	<u>36 066</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	172	
Location de chambres et pension	2 953	3 105
Conciliation et enquête - déontologie policière	743	653
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 860	1 063
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 371	3 300
Divers	54	64
	<u>12 153</u>	<u>11 185</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 860	1 063
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	3 371	3 300
	<u>3 922</u>	<u>3 822</u>
Intérêts		
Débiteurs	25	52
Amendes et confiscations		
Alco-frein	24	1 072
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	1 062	1 022
Divers	56	55
	<u>1 142</u>	<u>2 149</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 475	848
Subventions d'années antérieures	84	60
Recouvrement de dépenses CARRA	396	158
Divers	4	1
	..... 3 959	..... 1 067
	----- 9 048	----- 7 090
Total des revenus autonomes	----- 45 149	----- 43 156
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	4 201	4 487
Troisième Sommet des Amériques	(43)	
Aide financière - catastrophes		(103)
Financement du programme conjoint de protection civile	656	360
Divers	8	8
	----- 4 822	----- 4 752
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	4 201	4 487
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	(43)	
Compte pour le financement du programme conjoint de protection civile	656	360
	----- 8	----- (95)
Total des transferts du gouvernement du Canada	----- 8	----- (95)
Total des revenus	=====	=====
	45 157	43 061

SÉCURITÉ PUBLIQUE**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE					
Sommaire : page 1-28					
1. Direction et services supports à la gestion Permanents ¹	19 956 10		378	19 578 10	16 790
2. Services correctionnels	220 650	6	40	220 604	168 474
3. Expertises judiciaires	6 296		10	6 286	4 689
4. Affaires policières et sécurité-protection	76 209	2		76 207	19 260
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents ²	14 221 15 196	2	110 9	14 109 15 187	9 280 1 952
6. Éléments de gestion centrale Permanents ³ Ne nécessitant pas de crédits	105 318 33		2 930	102 388 33 5 047	26 108
TOTAL	457 889	10	3 477	459 449	246 553

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).

3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 2**SÛRETÉ DU QUÉBEC**

Sommaire : page 1-28

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens Permanents ¹	308 699 1 062	439		308 260 1 062	163 062 1 062
2. Gestion interne et soutien Ne nécessitant pas de crédits	191 360	40	13 586	177 734 11 553	35 048
TOTAL	501 121	479	13 586	498 609	199 172

1 Loi sur le ministère de la Justice, (L.R.Q., c. M-19).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

2 586		202					
10							
51 915		215					
1 597							
7 972		48 975					
1 889		2 940					
1 172		12 063					
76 280							
	33						
5 047							
148 468	33	64 395					

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

14 256			130 942				
77 530			65 156				
11 553							
103 339			196 098				

SÉCURITÉ PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-28					
ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents ¹	13 559 3		199	13 360	10 480
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	3 319		144	3 175	2 009
3. Bureau du coroner	6 668		156	6 512	3 533
4. Commissaire à la déontologie policière	2 719		6	2 713	2 141
5. Comité de déontologie policière	1 848		2	1 846	1 277
TOTAL	28 116		507	27 606	19 440
1 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	970 822	489	17 561	952 772	462 151
Permanents	16 304		9	16 292	3 014
Ne nécessitant pas de crédits				16 600	
TOTAL	987 126	489	17 570	985 664	465 165 ¹

¹ Incluant 71 237 à l'égard de 841 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

2 880							3
1 166							
2 979							
572							
569							
8 166							3

242 191		52 332	196 098				
1 182	33	12 063					3
16 600							
259 973	33	64 395	196 098				3

SÉCURITÉ PUBLIQUE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Formation des policiers et des pompiers	7 996		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	2 458		
Sécurité civile	13 039	917	
Sécurité incendie	1 030		
Services policiers en milieu autochtone	19 054		
Subventions en matière de prévention de la criminalité	18 393		
Gangs de rue	2 000		
Autres	425		
Total du programme 1	64 395	917	
Total des crédits et dépenses	64 395	917	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
				7 996	7 996	8 196
	2 208			250	2 458	1 090
	6 140	38	5 944		13 039	15 017
	980	50			1 030	660
	19 009	45			19 054	19 227
	18 222	139		32	18 393	3 419
	2 000				2 000	
	13	404		8	425	551
	<u>48 572</u>	<u>676</u>	<u>5 944</u>	<u>8 286</u>	<u>64 395</u>	<u>48 160</u>
	<u>48 572</u>	<u>676</u>	<u>5 944</u>	<u>8 286</u>	<u>64 395</u>	<u>48 160</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE
DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Fonctionnement	7 996	7 996	7 996
Capital			37
Support	<u>56 399</u>	<u>56 399</u>	<u>40 127</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>64 395</u>	<u>64 395</u>	<u>48 160</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	153 361	153 361	159 747
Fonctionnement	37 803	37 803	35 124
Capital	<u>4 934</u>	<u>4 934</u>	<u>4 674</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>196 098</u>	<u>196 098</u>	<u>199 545</u>

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus		671
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		178
		849
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		178
		671
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	742	(15)
	742	656
Total des revenus autonomes	742	656
Total des revenus	742	656

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
Sommaire : page 1-28					
1. Direction et services au portefeuille ministériel Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	101 463 10	1	109	101 353 9 4 075	5 920
2. Gouvernement en ligne	18 771		7 577	11 194	3 494
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	19 365				
TOTAL	139 609	1	7 686	116 631	9 414
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	139 599 10	1	7 686	112 547 9 4 075	9 414
TOTAL	139 609	1	7 686	116 631	9 414 ¹

1 Incluant 1 772 à l'égard de 16 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'Administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.

58 146 9 4 075 7 700		37 287					1
					804		18 561
69 930		37 287			804		18 562

65 846 9 4 075		37 287			804		18 561 1
69 930		37 287			804		18 562

SERVICES GOUVERNEMENTAUX**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2007**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Services gouvernementaux			
Centre de services partagés du Québec			
Fonds de la société de l'information	155		
Services Québec	36 821		
Autres	<u>312</u>	<u>7</u>	<u>1</u>
Total du programme 1	<u>37 288</u>	<u>7</u>	<u>1</u>
Total des crédits et dépenses	<u>37 288</u>	<u>7</u>	<u>1</u>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
		155			155	2 372
				36 821	36 821	445
<u>24</u>	<u>5</u>	<u>274</u>			<u>311</u>	<u>19 702</u>
<u>24</u>	<u>5</u>	<u>429</u>		<u>36 821</u>	<u>37 287</u>	<u>22 829</u>
<u>24</u>	<u>5</u>	<u>429</u>		<u>36 821</u>	<u>37 287</u>	<u>22 829</u>

SERVICES GOUVERNEMENTAUX
DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Fonctionnement			5
Capital			21
Support	<u>37 288</u>	<u>37 287</u>	<u>22 803</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>37 288</u>	<u>37 287</u>	<u>22 829</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support			<u>44 200</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE			<u>44 200</u>

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME					
1. Tourisme Québec	58 910			58 909	
Permanents ¹	10			10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 900			15 900	
3. Société du Palais des congrès de Montréal	38 559			38 559	
4. Régie des installations olympiques	30 040			30 040	
TOTAL	143 419			143 418	
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	143 409			143 408	
Permanents	10			10	
TOTAL	143 419			143 418	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

			58 909 10				1
		15 900					
		38 559					
		30 040					
		<u>84 499</u>	<u>58 919</u>				<u>1</u>
		84 499	58 909 10				1
		<u>84 499</u>	<u>58 919</u>				<u>1</u>

TOURISME

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	30 040		
Société du Centre des congrès de Québec	15 900		
Société du Palais des congrès de Montréal	38 559		
	<u>84 499</u>		
Total du programme 1	<u>84 499</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>84 499</u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
				30 040	30 040	30 000
				15 900	15 900	14 740
				38 559	38 559	39 599
				84 499	84 499	84 339
				84 499	84 499	84 339

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	22 269	22 269	18 818
Fonctionnement	26 105	26 105	30 528
Capital	16 421	16 421	14 735
Intérêt	<u>19 704</u>	<u>19 704</u>	<u>20 258</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>84 499</u>	<u>84 499</u>	<u>84 339</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Rémunération	15 607	15 606	10 660
Fonctionnement	13 636	13 636	31 521
Support	<u>29 677</u>	<u>29 677</u>	<u>32 095</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>58 920</u>	<u>58 919</u>	<u>74 276</u>

TRANSPORTS**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	654 462	639 993
Conducteurs et chauffeurs	81 413	80 380
Transport commercial public	694	712
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 085	2 186
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 909	2 011
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires en services de transport	122	118
	<u>740 685</u>	<u>725 400</u>
Autres		
Transfert de permis	802	798
Divers	25	27
	<u>827</u>	<u>825</u>
	<u>741 512</u>	<u>726 225</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gaz et huile	56	1
Disposition de surplus	572	683
Gestion de halte routière	(42)	1 266
Terrains et bâtisses	4 930	8 846
Location de terrains et bâtisses	1 648	1 997
Aide technique et soutien	74	42
Gains sur disposition d'immobilisations	154	523
Frais de publication - demandes de permis	101	107
Analyse en laboratoire	48	50
Frais d'atterrissage	63	60
Frais de débarcadère	341	389
Amortissement revenus reportés - tiers	201	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	182	37
Divers	71	60
	<u>8 399</u>	<u>14 061</u>
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	182	37
	<u>8 217</u>	<u>14 024</u>
Intérêts		
Débiteurs	486	157
Divers	2	4
	<u>488</u>	<u>161</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	60	113
Alco-frein	1 120	
Divers	3	4
	<u>1 183</u>	<u>117</u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	969	(1 944)
Subventions d'années antérieures	(73)	417
Dépenses sous forme d'indemnités	4 811	5 701
	<u>5 707</u>	<u>4 174</u>
	15 595	18 476
Total des revenus autonomes	<u>757 107</u>	<u>744 701</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Code canadien de sécurité		1 183
Caisse des passages à niveau		54
Entretien de chemins fédéraux	131	128
Aménagement d'aéroports		201
Programme d'infrastructures	38 210	37 529
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	1	22
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	723	1 446
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	3 992	2 098
	<u>43 057</u>	<u>42 661</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au programme d'infrastructures	38 210	37 529
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	1	22
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	723	1 446
Compte pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	3 992	2 098
	<u>131</u>	<u>1 566</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>131</u>	<u>1 566</u>
Total des revenus	<u><u>757 238</u></u>	<u><u>746 267</u></u>

TRANSPORTS**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT					
1. Construction des infrastructures de transport	777 881		8 086	769 795	
Permanents ¹	5 108			5 108	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				105 682	
2. Entretien des infrastructures de transport	446 013	67 245 ²	18 080	360 688	104 778
Permanents ¹	273			272	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				60 793	
3. Aide financière au réseau routier local	151 714			151 714	
TOTAL	1 380 989	67 245	26 166	1 454 052	104 778
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
2 Incluant 60 793 pour l'acquisition de stocks et 6 448 porté à la dette nette.					
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-18					
SYSTÈMES DE TRANSPORT					
1. Transport terrestre	321 450		45	321 405	6 010
2. Transport maritime	63 986			63 986	775
3. Transport aérien	3 951			3 951	643
4. Commission des transports du Québec	13 561		2 324	10 503	7 923
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 354	
TOTAL	402 948		2 369	401 199	15 351

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

444			769 351				
105 682			5 108				
247 783		4 311	3 816				
272							1
60 793							
<u>675</u>		<u>151 039</u>					
<u>415 649</u>		<u>155 350</u>	<u>778 275</u>				<u>1</u>

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

2 951		312 444					
9 925		53 286					
1 079		2 229					
2 580							734
1 354							
<u>17 889</u>		<u>367 959</u>					<u>734</u>

TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-18					
ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS					
1. Direction	6 816		12	6 804	5 777
Permanents ¹	19			19	
2. Services administratifs	66 238	3	5 533	60 702	43 554
Permanents ²	97			97	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				15 518	
3. Planification, recherche et développement	14 210	1	110	14 099	10 751
TOTAL	87 380	4	5 655	97 239	60 082
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				

PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-18					
PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE-NATIONALE					
1. Développement de la Capitale-Nationale	52 368	1 524 ²	17	50 826	1 532
Permanents ¹	373			373	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7	
TOTAL	52 741	1 524	17	51 206	1 532
1	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
2	Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.				

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 918 188	68 773	34 207	1 814 473	181 743
Permanents	5 870			5 869	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				122 561	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				60 793	
TOTAL	1 924 058	68 773	34 207	2 003 696	181 743 ¹

1 Incluant 20 340 à l'égard de 242 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

677		350					
19							
17 148							
	97						
15 518							
2 298		1 050					
35 660	97	1 400					

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

298		47 452	1 544				1
	373						
7							
305	373	47 452	1 544				1

285 858		572 161	774 711				735
291	470		5 108				1
122 561							
60 793							
469 503	470	572 161	779 819				736

TRANSPORTS**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	151 039		
Transport terrestre	4 311	1 087	
Total du programme 1	155 350	1 087	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 675		
Société des Traversiers du Québec	43 202		
Transport aérien	2 229	625	
Transport en commun			
Agence métropolitaine de transport	71 429		
Fonctionnement	22 754		
Immobilisations et service de la dette	124 826		
Transport adapté aux personnes handicapées	64 842	209	
Transport maritime	10 084	7 663	112
Transport terrestre	4 745	1 729	
Autres	15 173	657	25
Total du programme 2	367 959	10 883	137
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Autres	1 400		
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 340		
Commission de la capitale nationale du Québec	19 474		
Fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec	9 981		
Fonds de développement économique et fonds de développement touristique	12 657	212	
Total du programme 4	47 452	212	
Total des crédits et dépenses	572 161	12 182	137

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
	151 039				151 039	114 108
	3 013	211			4 311	4 897
	154 052	211			155 350	119 005
			8 675		8 675	6 857
				43 202	43 202	41 450
	892	185	527		2 229	3 914
				71 429	71 429	55 273
	22 754				22 754	29 451
	124 826				124 826	135 130
	63 519	38	626	450	64 842	60 134
	1 873	436			10 084	10 584
	1 398	1 618			4 745	5 391
28	2 713	11 710		40	15 173	13 029
28	217 975	13 987	9 828	115 121	367 959	361 213
505		895			1 400	1 345
	5 340				5 340	5 474
				19 474	19 474	13 869
		6 400		3 581	9 981	2 000
	7 549	4 896			12 657	12 118
	12 889	11 296		23 055	47 452	33 461
533	384 916	26 389	9 828	138 176	572 161	515 024

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2 006</u>
Rémunération	24 438	24 438	38 916
Fonctionnement	9 993	9 993	
Capital	175 932	175 932	148 778
Intérêt	82 547	82 547	82 186
Support	<u>279 251</u>	<u>279 251</u>	<u>245 144</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>572 161</u>	<u>572 161</u>	<u>515 024</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2 006</u>
Rémunération	64 838	64 838	66 783
Fonctionnement	33 266	33 266	34 051
Capital	400 755	400 755	324 813
Intérêt	279 416	279 416	247 356
Support	<u>1 544</u>	<u>1 544</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>779 819</u>	<u>779 819</u>	<u>673 003</u>

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié		283
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié		167
Droits d'inspection - distribution du gaz		1 029
Installations électriques		8 164
Installations de machines fixes		1 682
Entrepreneur en tuyauterie		3 212
Entrepreneur de construction	1	13 884
Appareils de levage		738
Divers		<u>2</u>
		<u>29 161</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	68	83
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 146	2 037
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		168
Divers	<u>2</u>	<u>3</u>
	2 216	2 291
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	2 146	2 037
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		<u>168</u>
	<u>70</u>	<u>86</u>
Intérêts		
Divers		<u>4</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(4 260)	223
Divers		<u>1</u>
	<u>(4 260)</u>	<u>224</u>
	<u>(4 190)</u>	<u>314</u>
Total des revenus autonomes	<u>(4 190)</u>	<u>29 475</u>
Total des revenus	<u>(4 190)</u>	<u>29 475</u>

1 La diminution est attribuable à la Régie du bâtiment du Québec qui est devenue un organisme non budgétaire depuis le 1^{er} décembre 2005.

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-28					
TRAVAIL					
1. Relations du travail	22 044	3	204	18 308	8 721
Permanents ¹	9			9	
Permanents ²	1				
Permanents ³	1				
Ne nécessitant pas de crédits				752	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	459		1	413	258
Ne nécessitant pas de crédits				2	
3. Commission de l'équité salariale	6 155		129	5 239	3 860
Ne nécessitant pas de crédits				94	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents ²	1				
Permanents ⁴	3 010		11	2 698	1 946
Ne nécessitant pas de crédits				15	
5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 898			7 898	
TOTAL	39 578	3	345	35 428	14 785

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

4 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	36 556	3	334	31 858	12 839
Permanents	3 022		11	2 707	1 946
Ne nécessitant pas de crédits				863	
TOTAL	39 578	3	345	35 428	14 785

1 Incluant 3 268 à l'égard de 28 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale.

2 877 9		6 710			1 136	460	1 933
							1
752							1
155 2							45
1 379 94					153	128	506
							1
752 15							301
		7 898					
<u>6 035</u>		<u>14 608</u>			<u>1 289</u>	<u>588</u>	<u>2 788</u>

4 411 761 863		14 608			1 289	588	2 484 304
<u>6 035</u>		<u>14 608</u>			<u>1 289</u>	<u>588</u>	<u>2 788</u>

TRAVAIL

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 898		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	6 479		
Autres	231		
Total du programme 1	14 608		
Total des crédits et dépenses	14 608		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
				7 898	7 898	7 451
				6 479	6 479	8 856
		121		110	231	176
		121		14 487	14 608	16 483
		121		14 487	14 608	16 483

TRAVAIL**DÉPENSES DE TRANSFERT**
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Support	<u>14 608</u>	<u>14 608</u>	<u>16 483</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>14 608</u>	<u>14 608</u>	<u>16 483</u>

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux..... 3-2

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 521
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	16 278
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collègues d'enseignement général et professionnel du Québec	8 967
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	10 606
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	12 373
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	11 450
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement (Fonds d'amortissement des dettes)	
Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux	
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1 481 267
Fonds d'amortissement du Fonds du service aérien gouvernemental	
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	8 075
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	798 481
Fonds de développement du marché du travail	1 013 207
Fonds de développement régional	31 800
Fonds de financement	17 333
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	13 080
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	15 038
Fonds de gestion de l'équipement roulant	82 437
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	
Fonds de l'assurance médicaments	2 694 610
Fonds de l'état civil	18 799
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	11 574
Fonds de l'information gouvernementale	
Fonds de partenariat touristique	125 632
Fonds de perception	87 346
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	69 044
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	39 786
Fonds des registres du ministère de la Justice	30 207
Fonds des services de police	435 899
Fonds des services de santé	6 240 477
Fonds des services gouvernementaux	
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	795
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	39 615
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	42 099
Fonds d'information foncière	122 798
Fonds d'information géographique	4 921
Fonds du Centre financier de Montréal	1 375
Fonds du patrimoine culturel québécois	5 050
Fonds du Service aérien gouvernemental	61 441
Fonds forestier	340 508
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	9 770
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	15 147
Fonds québécois d'initiatives sociales	5 659
Fonds relatif à la tempête de verglas	26 589
Fonds spécial olympique	60 114
Fonds vert	37 887

1 Incluant un montant de 136 millions de dollars (138 millions de dollars en 2006), dont 77 millions de dollars (68 millions de dollars en 2006) pour le Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement.

2007					2006 (redressé)	
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds	
23 710	(189)	3 451	1 159	2 292	2 481	
11 174	5 104	20 129	932	19 197	14 093	
2 110	6 857	122 889	2 105	120 784	154 595	
10	10 596	246 111		246 111	253 239	
840	11 533	205 534	832	204 702	254 000	
4 031	7 419	145 485	4 025	141 460	147 745	
		4 267 098		4 267 098	3 919 455	¹
		58 902		58 902	69 545	
	1 481 267	27 043 901		27 043 901	22 562 634	
		53 066		53 066	44 674	
8 075		123 489	123 489			
798 481		7 137 638	7 137 638			
993 249	19 958	116 648	76 046	40 602	20 644	
31 800		35 383	35 383			
1 641	15 692	16 632 057	16 487 905	144 152	128 460	
12 147	933	3 559	2 626	933		
15 038		14 512	14 512			
82 271	166	156 657	156 263	394	228 985	
2 694 610		724 906	724 906			
19 362	(563)	6 593	1 317	5 276	5 839	
11 574		864	864			
124 996	636	33 724	29 150	4 574	1 595 3 938	
84 452	2 894	29 308	8 108	21 200	18 306	
69 044		16 289	16 289			
39 786		39 026	39 026			
20 564	9 643	35 654	1 450	34 204	24 561	
435 899		111 535	111 535			
6 240 477		362 472	362 472			
					36 028	
795		2 220	2 220			
39 615		87 116	87 116			
42 099		231 444	231 444			
82 816	39 982	440 109	21 467	418 642	378 660	
4 580	341	4 983	2 843	2 140	1 799	
900	475	2 393		2 393	1 918	
117	4 933	4 972	39	4 933		
57 120	4 321	222 452	170 026	52 426	48 105	
343 849	(3 341)	94 241	56 610	37 631	40 972	
9 507	263	19 639	17 829	1 810	1 547	
570	14 577	14 578	1	14 577		
5 357	302	2 599	104	2 495	2 193	
26 589						
30 822	29 292	25 925		25 925	(3 367)	
37 380	507	63 508	63 001	507		

